

PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DE 23 JUIN 2022

Le Conseil Municipal de la Ville de Biarritz, s'est réuni à la Mairie de Biarritz, sous la présidence de Madame Maider AROSTEGUY, Maire.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : M. Paul RODRIGUES-REIS

PRÉSENTS : Mme Maider AROSTEGUY (Maire), M. Adrien BOUDOUSSE, Mme Martine VALS (de la question 1 à 36 et de la question 41 à 49) , M. Edouard CHAZOUILLERES, Mme Anne PINATEL, M. Fabrice-Sébastien BACH (à partir de la question 3), M. Mathieu KAYSER, M. Xavier DELANNE (de la question 1 à 38 et 40 à 50) (Adjoint au Maire), Mme Géraldine VERGET, Mme Valérie SUDAROVICH, Mme Françoise FORSANS, Mme Muriel DUBOIS-VIZIOZ, M. Éric QUATRE VIEUX, Mme Christelle RODET, M. Sébastien MENARD, Mme Elena BIDEGAIN (à partir de la question 33), M. Paul RODRIGUES-REIS, M. Didier BARBERTEGUY, M. Guillaume BARUCQ (de la question 1 à 35), M. Jean-Baptiste DUSSAUSOIS-LARRALDE, Mme Corine MARTINEAU (de la question 1 à 33 et de la question 36 à 50), M. Brice MORIN (de la question 1 à la 45 et de la 49 à 50) , Mme Nathalie MOTSCH (à compter de la question 3), M. Sébastien CARRERE, M. Patrick DESTIZON (Conseillers Municipaux).

ABSENTS ou EXCUSÉS : Mme Martine VALS (questions 37, 38, 39, 40, 50) - M. Richard TARDITS (procuration à M. KAYSER) - Mme Maud CASCINO (procuration à M. CHAZOUILLERES), M. Fabrice-Sébastien BACH (questions 1 et 2), Mme Patricia POURVAHAB (procuration à Mme AROSTEGUY), M. Michel LABORDE (procuration à M. RODRIGUES-REIS), Mme Stéphanie GRAVE (procuration à Mme AROSTEGUY), Mme Anne-Cécile DURAND-PURVIS (procuration à M. CHAZOUILLERES), M. Xavier DELANNE (question 39), Mme Elena BIDEGAIN (de la question 1 à 32 - procuration à Mme PINATEL), M. Gérard COURCELLES (procuration à M. RODRIGUES-REIS), M. Louis BODIN (procuration à Mme PINATEL), Mme Morane PINAUD BOSQUE (procuration à M. BACH), M. Guillaume BARUCQ (à compter de la question 36), Mme Lysiann BRAO (procuration à M. MORIN), Mme Corine MARTINEAU (questions 34 et 35), M. Brice MORIN (questions 46, 47, 48), Mme Nathalie MOTSCH (questions 1 et 2).

Madame AROSTEGUY

Mesdames Messieurs, il est 17 heures. Je vous propose que nous commençons ce Conseil qui comporte 50 points avec de nombreuses questions destinées à améliorer le quotidien de nos concitoyens.

Je vous propose de commencer par faire l'appel même si nous avons, je dois l'avouer, un cluster en Mairie. Nous avons plusieurs de nos collègues qui sont positifs au COVID et dont deux sont affectés par le COVID. Au dernier moment, nous avons reçu des procurations lorsque nous avons eu le résultat des tests PCR.

Madame AROSTEGUY, Maire, procède à l'appel.

1 - Approbation des Procès-Verbaux des séances des Conseils Municipaux du 1^{er} et 11 avril 2022

Madame AROSTEGUY

Nous commençons traditionnellement par l'approbation des procès-verbaux des séances des Conseils Municipaux. Nous en avons eu deux, coup sur coup, le 1^{er} et le 11 avril.

Y a-t-il des observations ? Des choses que vous souhaiteriez modifiées parce qu'elles ne seraient pas conformes à nos débats ? Je n'en vois pas. Je sou mets à votre approbation. Y a-t-il des abstentions ? Des votes contre ? Adopté à l'unanimité.

ADOpte À L'UNANIMITÉ

2 - Création de logements pour saisonniers, jeunes travailleurs, étudiants Appel à projet en vue de la cession de l'auberge de jeunesse : constatation de la désaffectation et décision de déclassement du domaine public des locaux et terrains de l'ancienne Auberge de Jeunesse cadastrés CD n° 8 et CD n°7p1 28 rue Philippe Veyrin et 8 rue Chiquito de Cambo

Madame AROSTEGUY

La deuxième question concerne la création de logements pour saisonniers. Il s'agit d'une question que nous avons débattu il y a déjà quelques mois. L'auberge de jeunesse du quartier dit La Négresse est restée fermée pendant la période COVID. Elle avait connu des difficultés notamment parce que la fédération connaissait des difficultés. Depuis le début du mandat, vous n'êtes pas sans savoir, puisqu'il fait partie des sujets que vous défendez, que nous manquons cruellement de logements pour les travailleurs saisonniers. Aujourd'hui, cela handicape les professionnels de l'industrie du tourisme.

Nous manquons également cruellement de logements pour les étudiants. Nous avons reçu à plusieurs reprises certains responsables dont le responsable de l'ESTIA. Nous nous devons donc, de chercher une solution.

Il se trouve que l'auberge de jeunesse pouvait être une alternative de transformation avec pour avantage que les logements créés peuvent entrer dans le cadre de la loi SRU. Vous savez que nous sommes une commune carencée. Concernant le foncier, nous ne cessons de répéter que plus de 50 % sont inconstructibles entre la courbe aéroport, la loi littorale et Natura 2000. Sans vouloir trop densifier puisque la Ville est déjà très dense, c'est à chaque fois un tour de magie pour trouver des emplacements pour créer des logements. Avant d'attaquer la question au sujet de la candidature retenue suite à l'appel à projets et une série de réunions dans lesquelles l'opposition était présente, et en l'occurrence Monsieur CARRERE a travaillé avec nous, il nous faut procéder à la première étape. Cette étape est de constater la désaffectation et la décision de déclasser le domaine public des locaux et terrains de l'ancienne auberge de jeunesse cadastré CD n° 8 et CD n° 7 au 28, rue Philippe Veyrin et 8, rue Chiquito de Cambo.

Je vous demande de :

- Constater cette désaffectation du domaine public ;
- De prononcer le déclassement du domaine public desdites parcelles cadastrées que je viens de citer ;
- De m'autoriser à signer tout document s'y rapportant.

Avant que je passe cela à vos voix, y a-t-il des interventions ?

Monsieur DESTIZON

Mes chers collègues. Vous avez déclassé, stoppé, résilié le bail qui nous liait à la Fédération Unie des Auberges de Jeunesse. Le 24 septembre 2021 suite à cela, vous avez décidé de lancer une opération, un appel à candidatures pour les deux parcelles d'un peu plus de 6 400 m² que vous avez évoquées. Vous nous proposez ce soir de l'attribuer à la société VILOGIA pour 50 logements dont l'emprise au sol représente 1 384 m².

Madame AROSTEGUY

Excusez-moi, mais là il s'agit de la question suivante. Là, nous sommes sur le déclassement. Voulez-vous faire une intervention groupée ? Vous pouvez si vous voulez.

Monsieur DESTIZON

Ce sera fait. Excusez-moi, je suis allé un peu vite.

Donc aujourd'hui, vous nous proposez le déclassement. J'empiète un peu sur la question suivante à savoir l'attribution à la société VILOGIA. Ce projet fondamentalement ne manque pas d'intérêt. Je vais être honnête : 43 P.L.A.I., 7 PLS. Une vente à 2 130 000 € ne manque pas d'intérêt. Toutefois, je regrette que vous ayez pour cela mis fin au bail qui nous liait à l'auberge de jeunesse. Cette auberge était un équipement qui présentait un grand intérêt pour la Ville et qui correspondait à une niche sociale pour un certain nombre de jeunes qui venaient à Biarritz l'été. Je regrette cela même si je reconnais que votre projet n'est pas inintéressant. Mais peut-être auriez-vous pu le faire ailleurs que là ? C'est dommage de casser quelque chose pour faire quelque chose. C'est tout ce que je voulais dire à ce sujet. Je regrette que nous ayons aujourd'hui à déclasser pour cet appel à candidatures qui est certes intéressant, mais qui se fait au détriment de l'équipement qui présentait un intérêt évident. C'est très dommage.

Madame AROSTEGUY

Y a-t-il une autre intervention ? Je fais voter le déclassement et si vous avez des interventions tout le monde sera au courant de ce qu'il y a dans ce projet. Je propose le vote. Y a-t-il des abstentions pour ce déclassement/désaffectation ? Y a-t-il des votes contre ? Six. Le reste vote pour. Madame MOTSCH, vous pensez qu'elle votera pour Monsieur CARRERE ? Oui. Vous ne savez pas.

Madame AROSTEGUY

D'accord.

Monsieur DESTIZON

C'est pour être logique avec ce que j'ai dit. La proposition n'est pas inintéressante, mais c'est dommage qu'elle soit au détriment, donc je m'abstiens.

Madame AROSTEGUY

Je vais vous répondre en présentant la question suivante.

ADOpte AVEC 23 VOIX POUR

1 ABSTENTION : Patrick DESTIZON

5 CONTRE : Guillaume BARUCQ, Lysiann BRAO, Brice MORIN, Jean-Baptiste DUSSAUSSOIS-LARRALDE, Corine MARTINEAU

3 - Création de logements pour saisonniers, jeunes travailleurs et étudiants

Appel à projet en vue de la cession de l'auberge de jeunesse : choix du candidat – décision de cession

Madame AROSTEGUY

La question suivante est : qu'allons-nous en faire ? Je vous ai présenté le besoin. J'entends que bien souvent on a évoqué dans cette enceinte la disparition du tourisme social. Cependant entre le logement social et le tourisme social, on a fait ce choix que certains peuvent regretter et j'en prends acte. Ce regret est parfaitement compréhensible. Vu l'urgence qui s'accroît chaque année, il est vrai que nous avons préféré fléchir le logement social au tourisme social.

Que mettons-nous exactement dedans ? Vous l'avez dit. Un certain nombre de critères de jugement ont été les suivants :

- Intérêt en termes de réponse aux besoins d'hébergement.
- Intérêt financier du projet pour la Ville.
- Garanties de bonne réalisation du projet apportées par le candidat,
- Insertion harmonieuse du projet dans l'environnement urbain et paysager du quartier, ce qui était une condition sine qua non.

Une Commission ad hoc, chargée de l'analyse des offres, s'est réunie les 4 mars 2022, 17 mars 2022 et 6 mai 2022. Elle a notamment précédé le 17 mars dernier à l'audition des deux candidats les plus intéressants sur les neuf dossiers que nous avons reçus :

- L'un est le candidat DOMOFrance associé à l'architecte Miguel MONTURO qui est bien connu localement.
- Et l'autre est la société VILOGIA associé au cabinet local d'architecture SAMAZUZU.

L'offre de VILOGIA nous a paru collectivement être beaucoup plus intéressante parce que moins dense en nombre de logements. Il aurait peut-être été plus intéressant d'avoir plus de logements, mais à un moment donné, il faut trouver l'équilibre entre la densité et le nombre de logements prévu. DOMOFrance en proposait 93 dans ce quartier très vert qui est un poumon vert dans Biarritz. Par conséquent, se retrouver avec 93 logements de type T1 ne correspond pas forcément à la demande puisque nous avons des saisonniers qui viennent en famille ou en couple. Avec uniquement des T1, nous n'aurions pas pu les accueillir. De même, certains étudiants peuvent venir en couple ou en famille lorsqu'ils ont des enfants.

Le projet prévoit une démolition partielle dans la partie sud et une réhabilitation de la partie nord avec extension et réalisation de maisons individuelles accolées en rive sud (duplex). Cela nous a paru très intéressant.

Les formes d'habitat seront un petit collectif et des maisons en colocation avec 50 logements proposant 68 chambres pour environ 2 050 m² de surface de plancher (SDP) dédiés aux jeunes :

- Logements locatifs en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (P.L.A.I.) soit 1 019 m² (hors communs). À cela s'ajoutent 43 logements meublés (36 T1, 2 T1b, 5 T2) et des communs accessibles également aux colocations ;

- Enfin pour la partie PLS, Logements locatifs en Prêt à l'habitat en tout 710 m² (7 colocations de type 4 et 5 sous la forme de maisons individuelles, soit 25 chambres meublées avec jardins et terrasses).

Lors de sa réunion du 6 mai 2022, la Commission a ainsi proposé, à la majorité, de retenir l'offre de VILOGIA, pour un prix de cession de 2 130 000 € net vendeur.

L'avis du domaine sur l'offre VILOGIA, rendu le 7 avril 2022, fixe la valeur vénale des parcelles vendues à 2 265 000 €.

Ainsi, pour la cession de ce foncier, la Ville concédera une moins-value de 135 000 €. Cette moins-value se justifiera par la réalisation de 100 % de logements locatifs sociaux. Ces 135 000 € seront déductibles de la pénalité SRU puisque vous savez que nous sommes une commune carencée, donc à ce titre nous essayons de payer une pénalité la moins lourde possible. Malgré tout, nous n'y échappons pas.

En conséquence, je vous demande de :

- céder l'ensemble immobilier cadastré CD n°7p1 et CD n°8 sis 8 rue Chiquito de Cambo et 28 rue Philippe Veyrin à Biarritz à VILOGIA Société Anonyme d'HLM, 74 rue Jean Jaurès à Villeneuve d'Ascq, ou toute société contrôlée par elle, pour un prix de cession de 2 130 000 € net vendeur (non soumis à TVA) aux conditions fixées dans l'offre du candidat.
Il a été précisé que le numéro de la parcelle est provisoire, et qu'un nouveau numéro cadastral sera affecté sur le document d'arpentage qui sera dressé ultérieurement ;
- autoriser Madame le Maire à signer tous actes et documents nécessaires à la concrétisation de la présente cession.

Y a-t-il des interventions ?

Monsieur MORIN

Bonjour à tout le monde, egun on deneri. Dans un premier temps, nous aimerions évoquer cet ordre du jour à 50 délibérations. Sommes-nous ici pour battre des records ? On se pose la question. Il me semble que vous aviez dit au début du mandat que vous ne feriez pas comme votre prédécesseur des Conseils interminables.

Je vous rappelle que l'objectif est aussi que les Biarrots puissent suivre tous les Conseils. Cela m'étonnerait qu'ils prennent autant de temps pour nous suivre avec 50 délibérations suivant le temps que nous mettrons pour délibérer.

On peut ajouter à cela le délai que vous nous laissez pour le préparer. Vous l'envoyez le vendredi à 18 h 30, donc à la dernière seconde légale.

La fixation des dates est aussi problématique. On n'a pas un calendrier fixe au moins sur un trimestre ou un semestre même si celui-ci peut bouger. C'est problématique notamment pour ma collègue Lysiann BRAO. C'est la deuxième fois qu'elle ne peut pas être présente. En ce moment, elle a des formations un petit peu partout en France. On l'apprend par le *Biarritz Magazine*. On n'a même pas une convocation ou une « pré convocation » dès que vous vous êtes mis d'accord sur la date du Conseil Municipal. C'est compliqué pour nous, les quadras, qui faisons de la politique. Cela n'est pas toujours évident.

Il y a aussi la demande de visioconférence faite par ma collègue parce qu'un vote à bulletins secrets doit être fait alors que dans la délibération numéro 37, il est indiqué que nous pouvons voter à mains levées. Une délibération sur cinquante uniquement pour que nous ne puissions pas faire de visioconférence, je ne suis pas sûr que ce soit une vraie démocratie.

Pour en venir au sujet de l'auberge de jeunesse, vous avez répondu à quelques critères, mais je vais tout de même revenir sur la création d'une résidence de service destinée au logement des étudiants pendant l'année scolaire. Il y a l'hébergement des saisonniers pendant la période estivale. Il faisait bien partie de notre programme électoral. Ce n'était donc pas pour se débarrasser, comme l'a dit mon collègue, de l'auberge de jeunesse. Ainsi, nous continuons à fermer l'accès de la Ville à un tourisme populaire. Après l'Hôtel du Palais et avec des nouvelles adresses de très grand standing comme Le Garage, la Résidence Milady, la bien nommée Folie Boulart. Je ne sais pas si vous êtes allés voir les prix à plus de 25 000 € la chambre. Je ne sais pas ce qu'il y a dedans, mais il serait bien d'y aller.

Madame AROSTEGUY

Pour votre information, ce n'est pas un E.R.P., donc il n'est pas autorisé.

Monsieur MORIN

Je parle du devenir de Biarritz en général. Il y a un nouveau lieu festif huppé et ainsi de suite. C'est un tourisme élitiste avec des tarifs de plus en plus abracadabrantesques.

Pourquoi avoir choisi VILOGIA un groupe privé social en plus de Bordeaux ? Il serait le futur propriétaire de cet ensemble immobilier bâti sur environ 6 500 m².

Quelle garantie pour la Ville sur la pérennité du caractère social des nouvelles installations ?

Pourquoi l'option du bail emphytéotique permettant à la collectivité de conserver a minima la propriété du foncier n'a pas été étudiée, retenue évidemment ? Pour mémoire, des logements sociaux requis par des ménages sur plafond de ressources avec un prêt social de location/accession ont été rendus à Kléber 5 ans après sur le marché libre. Ne repartirions-nous pas avec quelques années de plus sur la même chose ?

Pourquoi ne pas avoir privilégié les 93 logements ? Vous avez répondu en partie. Il me semble qu'il y avait des projets à plus de 150 voire 200 logements. On a des photos, mais il aurait été bien d'avoir un petit catalogue avec les plans pour voir ce que chacun proposait.

En sachant qu'ils occuperont 1 384 m² sur les 6 500, on se pose la question de ce que deviendra le reste. Des parkings, des jardins ou autres ? On n'a aucune précision là-dessus.

Évidemment, nous étions d'accord sur le fait de faire des résidences de logements étudiants et saisonniers, mais en gardant la main. Si on revend les terrains et qu'on continue à faire ces logements même à 100 % sociaux, on aura toujours un train de retard. Merci.

Madame MARTINEAU

Madame le Maire, Mesdames et Messieurs les élus. Cor
manquons cruellement de logements pour les étudiants et les saisonniers. La transformation de l'auberge de jeunesse, même si on peut regretter sa vocation sociale d'origine, deviendra un bâtiment qui permettra aux jeunes étudiants et saisonniers de pouvoir trouver un logement. Sur le fond, je pense qu'elle sera un outil efficace pour les jeunes. En revanche là où je ne suis pas d'accord, c'est de vendre celle-ci. Nous nous délestons d'un patrimoine appartenant à la Ville dont nous ne contrôlerons plus la destination dans le temps. Je trouve que prendre le risque de vendre cet édifice, c'est aussi prendre le risque que sa destination change dans 15 ans. Nous ne maîtriserons plus rien. Plus nous nous dessaisissons de notre patrimoine, plus nous fragilisons les garanties bancaires de futurs emprunts.

Pour cette délibération, je suis pour le projet, mais je suis contre la forme qui fragilise nos garanties financières dans le futur, donc je voterai contre.

Monsieur CARRERE

Chers collègues, ce qui pose problème ce soir ce n'est pas le projet comme vient de le dire Madame MARTINEAU dont chacun peut reconnaître les qualités. L'intérêt pour les acteurs économiques et l'intérêt général pour la Ville est la vente. Tout s'est joué en septembre 2021 lorsque vous décidâtes, Madame le Maire, de n'étudier qu'une seule option pour le projet à savoir la vente simple à un opérateur social. D'autres options étaient possibles. On parle souvent du bail emphytéotique, mais il existe aussi le bail à rénovation assez adapté pour créer du logement social. Il en a résulté une délibération beaucoup trop restrictive, à mon avis, dans sa rédaction. Par conséquent, cet appel à candidatures ne laissait aucune marge de manœuvre.

J'estime que c'était une erreur, ce qui s'est confirmé par la suite lorsque le lauréat du concours lui-même a proposé d'établir un bail emphytéotique avec la Ville pour une redevance identique au prix de vente à savoir 2 130 000 €. Si cette option avait été prévue initialement, il est probable que d'autres candidats auraient fait de même.

Outre la redevance versée à la Ville en une fois puisque c'est ce qui avait été imaginé comme pour une vente, ceci aurait assuré le retour du terrain dans le patrimoine de la Ville à l'issue du bail avec en prime pour la Ville des bâtiments rénovés et des nouvelles constructions réalisées par l'opérateur. C'est le principe du bail emphytéotique.

Monsieur MORIN a également parlé de la garantie. Ainsi, nous aurions la garantie que ce bien était destiné à l'usage que nous décidons ce soir. Là, nous n'avons pas de garantie à long terme. Imaginez qu'un acquéreur vous propose pour le même prix de rétrocéder gratuitement à vos petits-enfants le bien immobilier que vous lui vendez. N'importe qui accepterait évidemment, mais pas la Ville de Biarritz, et c'est tout à fait surprenant.

Alors ce soir, il faut bien savoir que la délibération revêt un caractère définitif, c'est-à-dire qu'on ne pourra pas revenir dessus. VILOGIA pourra se prévaloir d'une vente qui est entamée, donc il est très important d'en discuter ce soir.

Je vous demande Madame le Maire de faire preuve de bon sens, de retirer la présente délibération et de présenter au prochain Conseil Municipal en urgence une nouvelle délibération abrogeant celle du 24 septembre 2021 proposant l'option du bail emphytéotique ou du bail rénovation comme option pour l'appel à candidatures puis de relancer un marché. Vous m'aviez indiqué que nous n'avions plus de temps à perdre. Il est vrai qu'il y a urgence à créer cet hébergement pour les travailleurs

saisonniers et les étudiants. Cependant, je vous rappelle que au bail date de fin 2020 soit il y a bientôt un an et demi. À mon avis les six mois perdus, il faut les mettre face à l'intérêt pour la Ville de garder un bien, de garantir sa destination. Aujourd'hui, ce bien vaut plus de 2 000 000 €. Combien vaudra-t-il dans plusieurs décennies ? Merci.

Monsieur DUSSAUSOIS-LARRALDE

Madame le Maire, mes chers collègues, merci. Je m'associe à ce qui vient d'être dit parce qu'il me semble que cette délibération est dommageable pour la Ville à double titre.

Le premier et que nous allons perdre une auberge de jeunesse, c'est-à-dire que nous ne pourrons plus attirer de jeunes visiteurs. On pourra loger des saisonniers ce qui peut avoir un intérêt pour les activités économiques sur notre territoire.

Le deuxième point qui rend cette délibération dommageable pour les Biarrots est que finalement on va perdre du foncier.

Au-delà de perdre du foncier, on va augmenter l'emprise de constructions au sol et cela amène d'autres réflexions et notamment sur un sujet qui me tient à cœur qui est celui de la gestion de l'eau et de l'assainissement. Vous connaissez la zone. Il nous faudra des pompes de relevage bien plus solides que celles qui ont été mises en place. Il faudra s'assurer que tout a été mis en œuvre pour discuter avec le prestataire gestionnaire du réseau et du contrat d'affermage pour gérer ces eaux usées avec une augmentation de la charge journalière que nous recevrons sur ce site.

J'ai une question. Je ne vais pas répéter ce qu'on dit mes collègues puisque je suis d'accord avec eux. Vous avez précisé que ces logements seront intégrés au titre de la loi SRU. Est-ce que ce sont 100 % de ces logements qui seront intégrés au titre de la loi SRU ou est-ce un pourcentage ?

Monsieur DESTIZON

Je ne vais pas redire ce que j'ai déjà dit sur l'intérêt du projet, mais dommage pour l'auberge de jeunesse.

Mon collègue, Sébastien CARRERE, m'a fait penser à une solution. Comme c'est du logement social, pourrait-on imaginer lors de la vente une clause de retour si par hasard les logements sociaux étaient déclassés ? C'est possible. Si un jour l'opérateur décidait pour une raison de déclasser le logement social, nous pourrions imaginer une clause de retour pour la Ville. Cela serait peut-être une solution. Ce serait une clause à intégrer à l'acte de vente.

Madame MOTSCH

Je ne peux que m'inscrire dans tout ce qui a été dit jusqu'à présent. J'ai une question. Pourquoi en termes d'urbanisme n'avez-vous pas retenu le bail emphytéotique ou le bail à rénovation ?

Madame AROSTEGUY

Je vais répondre à cette question qui ne manque pas d'intérêt et qui a donné lieu à des débats au sein de la Commission qui a été porté par Monsieur CARRERE. La réponse est simple, nous avons besoin d'argent et ce sont 2 000 000 €. Lors de la mandature précédente, il y a eu des projets pour lesquels nous n'avons pas aujourd'hui le produit. Je pense en particulier à l'École d'Alsace. Aujourd'hui entre ce qui nous

attend, suite à la crise qui est en train de se passer, le prochain bail emphytéotique, l'augmentation du prix des matières premières et ce qui va peser sur les collectivités, nous nous devons de récolter le plus possible de rentrées financières. Il est vrai que le bail emphytéotique était une possibilité. Nous y avons pensé, mais ce n'est pas six mois que nous aurions perdu, Monsieur CARRERE, mais pratiquement un an et nous vous l'avons dit en Commission. De plus, vous savez que plus on avance dans ce conflit avec l'Ukraine et plus les conséquences se font sentir et en particulier sur le bâtiment. On a de plus en plus de chantiers qui prennent du retard et en particulier l'École Victor Duruy. Les particuliers sont dans la même situation. Et lorsque les matériaux arrivent, nous n'avons plus la main-d'œuvre. Cela veut dire qu'aujourd'hui que tous les chantiers qu'ils soient publics ou privés se tendent et nous n'avons plus aucune garantie en termes d'achèvement des travaux. Vu l'urgence absolue dont nous font part la plupart des professionnels du tourisme, et j'étais encore hier avec les professionnels de l'U.M.I.H. qui étaient en congrès à Biarritz, il y a urgence à loger les saisonniers. Effectivement, le bail emphytéotique était intéressant et je vous donne entièrement raison là-dessus, mais là encore entre choisir la solution du bail emphytéotique et l'urgence, on a choisi l'urgence et la rentrée financière. Nous avons tout de même pris des précautions puisqu'il n'y a pas de revente possible pendant 15 ans dans l'acte de vente et le logement social donne une protection sur la durée.

Pour répondre à votre question, Monsieur DUSSAUSOIS-LARRALDE, 100 % des logements sont des logements sociaux dont 86 % sont en P.L.A.I. et les 14 % restant sont en PLS. Nous avons 100 % de social ce qui pour nous est important par rapport au retard que nous avons concernant le logement social.

Madame MOTSCH

Je vous remercie pour votre réponse. Malheureusement, elle ne me convient pas du tout. Car dire qu'on vend parce qu'on a besoin d'argent est dramatique parce que c'est *one-shot*. Donc une fois que c'est vendu, c'est fini. Donc que ferez-vous après ? Parce que vous n'avez pas trois auberges de jeunesse et vous avez encore quatre ans de mandat devant vous ?

Je vous confirme que les prix subissent une inflation énorme et que toute la chaîne de l'immobilier est impactée. Aujourd'hui, il y a des promoteurs qui renoncent à des opérations d'envergure parce qu'ils ne maîtrisent plus leur coût de revient.

Votre réponse disant qu'on vend parce qu'on a besoin d'argent est la pire des réponses parce que vous entrez dans une période chaotique et difficile. Vous aurez un besoin croissant de financements. Donc ne vendez pas les bijoux de famille et trouvez au contraire des montages juridiques qui nous assurent de garder la propriété à plus long terme. C'est le pire des scénarios. Et la réponse à l'urgence, n'en est pas une. Vous aviez d'autres possibilités juridiques pour pouvoir répondre à cette urgence, que personne ne conteste, bien au contraire, en gardant les fonciers de la Ville de Biarritz.

Madame AROSTEGUY

Excusez-moi, mais en termes de patrimoine, je ne pense pas que l'auberge de jeunesse soit un élément remarquable du patrimoine de Biarritz.

Madame MOTSCH

Je parle du foncier. Lorsque vous dites que vous vendez parce que vous avez besoin d'argent, c'est *one-shot*. Une fois que c'est vendu, c'est vendu. Que ferez-vous dans deux ans et dans trois ans ?

Madame AROSTEGUY

On trouvera d'autres solutions.

Madame MOTSCH

Vous vendez tout. Trouvez-les tout de suite, cela sera mieux.

Madame AROSTEGUY

On a eu cette discussion des dizaines de fois depuis notre élection. On a un patrimoine qui n'a pas été entretenu depuis 30 à 40 ans. Je suis désolée, mais si vous regardez cette Mairie, les casinos, les centres de congrès et si vous regardez les réseaux d'assainissement Monsieur DUSSAUSOIS-LARRALDE, ce sont des dizaines de millions d'euros qu'il faut et je ne parle même pas des falaises. En 2 ans, on nous demande de faire les travaux qui n'ont pas été faits pendant 40 ans. Aujourd'hui, nous accumulons un retard sur l'entretien du patrimoine. Je suis désolée, mais à un moment donné, il faut chercher de l'argent. On a été capable de s'endetter pour rester propriétaire d'un patrimoine qui est l'Hôtel du Palais et qui appartient à tous les Biarrots. Nous ne pouvions pas le brader si nous l'avions vendu. Dans les choix qui sont les nôtres, l'auberge de jeunesse à 2 000 000 € ne constituera pas un traumatisme ou un drame pour la Ville. C'est une décision qu'on a prise et je sais bien qu'il y a des inconvénients et des critiques. Cependant, nous assumons ce choix. Je suis certaine que lorsque nous inaugurerons ces bâtiments et ces logements nous ferons le bonheur d'un certain nombre de personnes qui aujourd'hui sont reçues à la Maison du logement et qui sont reçues ou pas dans les restaurants. Aujourd'hui, nous avons des acteurs du tourisme qui sont en danger de fermeture à cause de ce manque de main-d'œuvre. Maintenant, le débat est clos. Chacun s'est exprimé.

Monsieur DESTIZON

Excusez-moi, mais vous n'avez pas répondu au sujet de la clause de retour qui pourrait rassurer certains de nos collègues.

Madame AROSTEGUY

Je l'ai notée.

Monsieur DESTIZON

Vous y réfléchissez.

Madame AROSTEGUY

J'y réfléchis, mais je ne peux pas m'engager car je n'ai pas de certitude. On va regarder si c'est possible de la mettre dans le contrat.

Je porte aux voix. Y a-t-il des abstentions ? Une abstention. Y a-t-il des votes contre ? Les Biarrots vous remercient.

ADOpte AVEC 24 VOIX POUR

1 ABSTENTION : Patrick DESTIZON

7 CONTRE : Guillaume BARUCQ, Lysiann BRAO, Brice MORIN, Corine MARTINEAU, Jean-Baptiste DUSSAUSOIS-LARRALDE, Nathalie MOTSCH, Sébastien CARRERE

4 - Modification des statuts du Syndicat d'Énergie des Pyrénées-Atlantiques

Madame AROSTEGUY

La question suivante sera portée par Mathieu KAYSER : modification des statuts du S.D.E.P.A., le Syndicat d'Énergie des Pyrénées-Atlantiques. C'est à toi.

Monsieur KAYSER

Mes chers collègues, bonjour ! Pour moi, c'est une nouvelle délibération aujourd'hui car mon collègue étant absent.

Par délibération du 9 avril 2022, le Comité Syndical du Syndicat d'Énergie des Pyrénées-Atlantiques (S.D.E.P.A.) a approuvé la modification des statuts de l'établissement, celle-ci portant sur deux points :

- Le changement de dénomination du Syndicat puisque depuis 3 ans le S.D.E.P.A. fait cohabiter le logo TERRITOIRE D'ÉNERGIE PYRÉNÉES-ATLANTIQUES et son logo sur tous les supports de communication du Syndicat.
- Une extension des compétences et un changement de nature juridique du Syndicat : c'est un syndicat mixte fermé regroupant des communes et intercommunalités (syndicat d'électrification du Bas Ossau à ce jour et demain potentiellement d'autres intercommunalités), la possibilité d'envisager la création de réseaux énergétiques alternatifs territoriaux comme les réseaux de froid, l'exécution de la mission d'exploitant de l'éclairage public, le développement aussi des usages de l'hydrogène ou bien l'élaboration de schémas directeurs de mobilité électrique.

Cette modification ne deviendra effective, qu'à partir du moment où la majorité qualifiée des communes adhérentes au S.D.E.P.A. se sera prononcée favorablement dans un délai de trois mois, l'absence de réponse valant acceptation.

- Vu l'article L.5211-20 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- Considérant les éléments présentés et après en avoir délibéré,

Il vous est demandé d'approuver la modification des statuts du Syndicat d'Énergie des Pyrénées-Atlantiques conformément aux dispositions du texte figurant en annexe.

Madame AROSTEGUY

Merci cher collègue d'avoir porté cette délibération en lieu et place de Michel LABORDE souffrant.

Y a-t-il des interventions ? Allez-y.

Monsieur DUSSAUSSOIS-LARRALDE

Merci pour la présentation. Je me pose une question sur le changement de compétence et il y a une phrase qui me fait peur.

On dit que finalement ce syndicat Territoire d'Énergie pourra mener des projets de production d'énergie ou de réseau électrique ou alternatif froid. Est-ce que cela veut dire que la Ville de Biarritz et les communes qui sont intégrées à ce syndicat perdront la main sur la gestion des projets ? Je parle pour Biarritz évidemment. Des projets avaient été présentés notamment sur la zone Iraty avec la mise en place de panneaux photovoltaïques suite à l'audit réalisé. Ma question est : est-ce que la Ville perdra la main sur ces projets en validant ces statuts ?

Madame AROSTEGUY

La réponse est non. On ne perdra pas la main sur les projets, on restera en collaboration avec le Territoire d'Énergie.

Monsieur DUSSAUSOIS-LARRALDE

D'accord, vous gardez la main.

Madame AROSTEGUY

C'est une collaboration. Ils étoffent leur offre, mais on reste maître et on collabore avec eux pour travailler.

Monsieur DUSSAUSOIS-LARRALDE

Très bien, merci.

Madame AROSTEGUY

Je porte cette délibération à vos voix. Qui s'abstient ? Qui vote contre ? Unanimité.

ADOpte À L'UNANIMITÉ

5 - Enfouissement des réseaux avenue Édith Cavell : approbation du plan de financement des travaux

Madame AROSTEGUY

Mathieu KAYSER, vous gardez la main pour le point numéro 5 qui est l'enfouissement des réseaux avenue Édith Cavell, approbation du plan de financement.

Monsieur KAYSER

Merci, Madame le Maire. Dans le cadre du réaménagement du carrefour pour lequel vous avez une photo à l'écran entre l'avenue Édith Cavell et l'avenue du Golf, il a été demandé au Syndicat d'Énergie des Pyrénées-Atlantiques (S.D.E.P.A.) d'étudier l'enfouissement des réseaux, sur le périmètre cartographié.

Le Président du Syndicat d'Énergie ayant informé la Commune du coût estimatif des travaux confiés au Groupement SPIE/REY BETBEDER, Madame le Maire propose au Conseil municipal :

- D'approuver le montant de la dépense ;
- De voter le financement de ces travaux.

Le montant annuel de subvention lié à ce type de travaux sera demandé sur le dossier des rues de l'Océan, Saint Jean et de l'avenue de Pestre.

En conséquence, il vous sera proposé de bien vouloir autoriser Madame le Maire à :

- Décider de procéder aux travaux, ci-dessus désignés et de charger le Syndicat d'Énergie de l'exécution des travaux.
- D'approuver le montant des travaux et des dépenses à réaliser, se décomposant comme suit [...]. Je ne sais pas si on va avoir le détail sur l'écran, mais le total est de 84 775,39 € qui sont répartis de la façon suivante :
 - Montant des travaux T.T.C. 70 850,68 €
 - Assistance à maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre et imprévus 10 627,60 €
 - Actes notariés (1) 345,00 €
 - Frais de gestion du SDEPA 2 952,11 €
- D'approuver aussi le plan de financement prévisionnel de l'opération se décomposant comme suit :

- T.V.A. préfinancée par SDEPA
- Participation de la commune aux travaux 68 243,56 €
- Participation de la commune aux frais de gestion 2 952,11 €
- TOTAL 84 775,39 €

La participation définitive de la Commune sera déterminée après établissement du décompte définitif des travaux.

De plus, si la Commune finance sa participation aux travaux sur ses « Fonds libres », le S.D.E.P.A. pourra lui demander un ou plusieurs acomptes, en fonction des travaux exécutés.

- D'approuver l'éventuelle servitude à titre gratuit sur le domaine privé communal.

Monsieur MORIN

Pour les trois délibérations concernant les enfouissements de réseaux, ne serait-il pas plus judicieux de penser également à aménager les chaussées d'une piste cyclable ? Cela, à chaque fois que des travaux sont prévus et ainsi arriver petit à petit à un vrai réseau cyclable. En sachant que l'article 20 du Code de l'environnement de la loi de 1966 indique qu'à l'occasion de la réalisation ou de la rénovation des voies urbaines, doivent être mises au point des voies cyclables pourvues d'aménagements prenant la forme de pistes, de bandes cyclables, de voies vertes, de zones de rencontre ou pour les chaussées à sens unique à une seule file de marquages au sol en fonction des besoins et contraintes de la circulation. Pour cela, il faudrait penser à un grand plan sur la mobilité douce de la Ville que vous nous promettez depuis 2 ans et pour lequel nous n'en avons pas vu une ligne. Nous ne parlons évidemment pas du saupoudrage des mini-pistes destinées aux touristes sur lesquelles vous prenez plaisir à communiquer. Merci.

Monsieur KAYSER

Je m'étonne que vous n'ayez pas vu de pistes cyclables dans Biarritz car quelques-unes ont été faites depuis 2 ans. Concernant ce cas particulier, l'étude montre qu'on n'a pas la place pour faire tout aujourd'hui. On a bien sûr étudié la possibilité d'en faire une. Si ce n'est pas possible techniquement, on ne peut pas l'imposer. On est un peu contraint techniquement du fait de la largeur de la voie.

Monsieur MORIN

Je n'ai pas très bien compris. En fonction des besoins et des contraintes de la circulation, cela peut être au minimum des marquages. La question est : est-ce qu'à chaque fois que vous tranchez des rues, puisqu'il y en a des dizaines tous les ans, pourrait-on en profiter pour refaire la chaussée ? Il faudrait au moins que de la peinture soit prévue. Ce serait le minimum. En fonction de la largeur, il y a des possibilités.

Monsieur KAYSER

Pour moi, la peinture n'est pas une solution sécuritaire. Elle peut être faite, mais elle n'entre pas dans le cadre structurel de la façon dont sera refaite la rue. Refaire de la peinture, pourquoi pas, mais pour l'instant on parle de la structure, de la largeur des trottoirs et du passage des voitures. On n'a pas la place pour faire une voie dédiée aux vélos.

Monsieur MORIN

D'accord, mais il y a une loi.

Monsieur KAYSER

La loi peut être appliquée si techniquement c'est possible.

Madame AROSTEGUY

Les lois, c'est super. C'est vraiment très bien. Ce sont les gouvernements qui nous disent ce qu'il faut faire, mais en face il n'y a pas les crédits. Je veux bien faire du logement social, des pistes cyclables, des réseaux et autres, mais en face il n'y a pas de recettes. Aujourd'hui, vos amis sont à l'Assemblée Nationale, donc vous leur demanderez. Dites-leur de mettre les recettes en face pour les pistes cyclables. Au bout d'un moment, les Mairies n'en peuvent plus. Tout repose sur nous et nous devons avoir des réponses à tous comme si on avait une baguette magique. Je veux bien être pro pistes cyclables, mais lorsque je fais mon total à la fin du PPI, je ne peux pas tout faire. Le désir y est, mais on ne peut pas tout faire. À ce moment-là que le gouvernement et les nouveaux législateurs disent qu'ils ont une vraie ambition pour le pays et qu'ils veulent véritablement passer à un accompagnement des acteurs des collectivités territoriales et qu'en face, ils nous mettent des recettes pour que demain je vous refasse Édith Cavell avec une piste cyclable. Il n'y a pas de problème.

Je propose que nous délibérions. Y a-t-il des votes pour ? Des votes contre ? Vous votez contre ? On n'enfouit pas les réseaux ? Deux avec Madame BRAO.

Monsieur MORIN

Je suis contre le fait qu'il n'y ait pas d'aménagements, de marquages au minimum.

Madame AROSTEGUY

Vous votez contre l'enfouissement. Cela sera noté sur le compte rendu.

Monsieur MORIN

Il faudra me dire qui sont mes amis à l'Assemblée Nationale.

Madame AROSTEGUY

Vous leur direz.

Monsieur MORIN

Vous me donnerez les numéros.

Madame AROSTEGUY

Oui, il y en a beaucoup. Je crois qu'il y en a 130.

ADOPTE AVEC 30 VOIX POUR

2 CONTRE : Lysiann BRAO, Brice MORIN

6 - Conventions de servitude de réseaux ENEDIS liées à l'enfouissement au carrefour avenue Édith Cavell – avenue du Golf

Madame AROSTEGUY

Nous passons à la question suivante numéro 6 et numéro 7. Sébastien MENARD, il s'agit de la convention de servitudes du réseau ENEDIS liée à l'enfouissement au carrefour avenue Édith Cavell, avenue du Golf, et l'enfouissement des réseaux rue de l'Océan, avenue de Pestre et rue Saint-Jean.

Monsieur MENARD

Mes chers collègues, bonsoir ! Je remplace au pied levé pour présenter ces deux délibérations : Conventions de servitude de réseaux ENEDIS liées à l'enfouissement au carrefour avenue Édith Cavell – avenue du Golf.

Dans le cadre du futur enfouissement des réseaux au carrefour entre l'avenue Édith Cavell et l'avenue du Golf, mené par le Syndicat D'Énergie des Pyrénées-Atlantiques (S.D.E.P.A.), ENEDIS a besoin d'intervenir sur des parcelles appartenant à la Commune de Biarritz.

Dans cette délibération, il s'agit donc d'autoriser l'encastrement de coffrets et des servitudes de passe de réseaux.

En conséquence, il a été proposé au Conseil Municipal d'autoriser Madame le Maire à signer lesdites conventions.

Madame AROSTEGUY

Merci, mon cher collègue. Y a-t-il des observations ? Je n'en vois pas. Je porte à vos voix. Y a-t-il des abstentions ? Des votes contre ? Adopté à l'unanimité. Non, allez-y Monsieur MORIN.

Monsieur MORIN

Le vote sera contre pour les trois délibérations.

Madame AROSTEGUY

Très bien, donc deux votes contre.

ADOpte AVEC 30 VOIX POUR

2 CONTRE : Lysiann BRAO, Brice MORIN

7 - Enfouissement des réseaux sur les rues Saint Jean et de l'Océan, sur l'avenue de Pestre : approbation du plan de financement des travaux

Monsieur MENARD

Délibération numéro 7 : Enfouissement des réseaux sur les rues Saint Jean et de l'Océan, sur l'avenue de Pestre et approbation du plan de financement des travaux.

Comme nous nous y sommes engagés dans le contrat de confiance passé avec les Biarrots en juin 2020, nous veillons dès que cela est possible, à mener une politique d'enfouissement des réseaux.

Ainsi après les travaux de rénovation des canalisations d'assainissement, et au remplacement des branchements en plomb, prévus jusqu'au mois d'octobre, il a été demandé au S.D.E.P.A. d'étudier l'enfouissement des réseaux, sur le périmètre cartographié en annexe des rues de l'Océan, Saint Jean et de l'avenue de Pestre.

Le Président du syndicat a informé la Commune du coût estimatif des travaux à réaliser, qui ont été confiés à la société COREBA.

Madame le Maire propose au Conseil Municipal d'approuver le montant de la dépense et de voter le financement de ces travaux.

En conséquence dans cette délibération, il vous est proposé de bien vouloir autoriser Madame le Maire à :

- Décider de procéder aux travaux, ci-dessus désignés d'Énergie, de l'exécution des travaux.
- Approuver le montant des travaux et des dépenses à réaliser, ainsi que le plan de financement de l'opération dont vous me ferez grâce.

La participation définitive de la Commune sera déterminée après établissement du décompte définitif des travaux. Lesdits travaux sont prévus à compter du mois d'octobre 2022.

De plus, si la Commune finance sa participation aux travaux sur ses « Fonds libres », le S.D.E.P.A. pourra lui demander un ou plusieurs acomptes, en fonction des travaux exécutés.

Le troisième point de cette délibération est :

- D'accepter l'éventuelle servitude à titre gratuit sur le domaine privé communal.

Je vous remercie.

Monsieur BARUCQ

Je suis tout à fait favorable à l'enfouissement des réseaux et ceux-ci ne vont pas assez vite à mon sens même si on sait que c'est très coûteux. J'ai une question. Concernant l'enfouissement des réseaux sur un de nos axes principaux qui est l'avenue Kennedy, celui-ci semble connaître un coup d'arrêt alors qu'il fait partie des travaux que vous nous aviez promis. Si on enfouissait ces réseaux, cela nous permettrait de prolonger la piste cyclable qui elle aussi est arrêtée en plein milieu du chemin. Avez-vous un échéancier pour la suite de ces travaux, Madame le Maire ?

Madame AROSTEGUY

Nous sommes en train de finaliser le PPI. Vu les sommes qu'il nous reste jusqu'à la fin du mandat et vous savez que nous sommes sur une enveloppe d'environ 15 000 000 € de capacité d'investissement par an, on aura des choix à faire. Malheureusement, on ne pourra pas faire toute l'avenue Kennedy, donc on arbitrera entre les morceaux. D'ici la fin du mandat, je pense qu'on ne pourra pas faire l'intégralité de l'avenue Kennedy car comme vous le savez il y a beaucoup d'autres quartiers pour lesquels les riverains nous font des demandes depuis de nombreuses années. Par conséquent soit on se concentre sur un quartier soit on fait bénéficier un petit peu tous les quartiers de Biarritz et c'est ce qu'on va essayer de faire. Donc, je ne vous promets pas que l'avenue Kennedy soit faite dans son intégralité. En tout cas, un morceau supplémentaire sera fait car comme vous le signalez la sortie de cette piste cyclable est extrêmement dangereuse comme toutes les pistes cyclables qui sont aux normes et qui sont qualitatives, et qui ne sont pas finalisées faute de milliers d'euros.

Monsieur BARUCQ

Merci pour cette réponse. Cependant, elle m'inquiète tout de même un peu parce que selon vos dernières interventions, on a l'impression que la Ville est acculée dans une situation financière déjà compliquée. Il est vrai qu'on vous avait alertée au moment de voter les onze millions pour le Palais. J'ai l'impression qu'effectivement cela vous bloquera pour la suite du mandat et pour les travaux initialement prévus. J'entends qu'il y a des choix, mais je rejoins ce que dit Nathalie MOTSCH, c'est-à-dire que si on est emmené au point de devoir vendre les bijoux de famille pour surnager, cela sera un peu compliqué.

Madame AROSTEGUY

J'ai récupéré une situation que vous m'avez confiée. Je ne confonds pas les bijoux de famille avec les breloques. Je vends les breloques et j'investis dans les vrais bijoux de famille qui sont l'Hôtel du Palais. Je l'ai récupéré dans l'état dans lequel je l'ai trouvé, c'est-à-dire des travaux non finalisés et une petite queue de travaux de 20 000 000 € qu'il a fallu financer au risque de devoir brader cet hôtel. Il est important de le rappeler.

Dans un instant, Édouard CHAZOILLERES vous fera la présentation du compte administratif. Nous ne sommes absolument pas dans une situation catastrophique. Cependant, nous sommes prévoyants car nous allons vers des temps pour lesquels tout le monde sait qu'ils seront extrêmement difficiles. En effet, le « *quoi qu'il en coûte* » il faudra le payer. Aujourd'hui, nous sommes stigmatisés par toutes les grandes instances financières internationales. Le crédit de la France s'amenuise petit à petit. De plus avec les taux d'intérêt qui explosent sur le marché, il faut être prudent et garder de l'édification. Pour garder cette ambition de 15 000 000 €, ce qui est déjà très ambitieux, il faut faire des choix. Ces choix, nous ne les faisons pas au quotidien puisque nous les faisons une à deux fois par an. Il y a une ambition pour les écoles, pour la voirie, pour la protection de l'environnement, pour des requalifications de voirie et pour l'entretien d'un patrimoine, qui je ne cesse de le dire, n'a pas été entretenu. Je sais bien qu'il y a des frustrations et je partage les vôtres. Ne croyez pas que cela me réjouisse tout autant, mais malheureusement nous n'avons pas les capacités financières même si par rapport à beaucoup de communes nous sommes dans une situation très favorable. Vous savez que je suis au Comité Directeur de l'Assemblée des Maires de France. David LISNARD, avec qui j'étais il y a quelques jours, tirait la sonnette d'alarme en disant qu'il y a de plus en plus de communes rurales qui n'arrivent plus à obtenir un prêt de la part des banques parce que les banques ont peur. En effet, elles se disent que le Gouvernement coupera certainement le robinet aux collectivités. De plus, le dégel du point et l'augmentation du prix de l'énergie auront un impact terrible sur toutes les communes y compris sur les plus petites, donc beaucoup de nos communes seront fragilisées. Nous avons encore la chance d'avoir des réserves et d'être solide. Mais nous sommes aujourd'hui dans cette grande prudence qui nous conduit à faire ces projets et à avoir un tableau d'analyse des avantages et des inconvénients qui nous permet de voir quelle est la solution ayant le plus d'avantages et le moins d'inconvénients. Je suis tout à fait consciente que ce que vous dites correspond à la réalité, c'est-à-dire qu'il y a des inconvénients. Les choix que nous faisons prennent en compte ces éléments.

Madame MOTSCH

Ce n'est pas que les banques ne veulent plus prêter aux collectivités, mais c'est qu'aujourd'hui les banques ne peuvent plus prêter à taux fixe aux collectivités parce que le taux d'usure a été fixé à 1,76 % et que vous ne pouvez pas prêter au-delà. Tant que la B.C.E. n'a pas remonté le taux d'usure, il est impossible pour un établissement financier de prêter à taux fixe. En revanche, les banques de la place prêtent à taux variable aux collectivités et aux communes rurales. En revanche, ce n'est plus possible de faire du fixe.

Madame AROSTEGUY

Tout à fait, merci pour cette précision. Il est vrai qu'au final cela reste la même chose. Aujourd'hui avec des taux qui sont en train de flamber, prendre un prêt avec un taux variable revient à jouer à la roulette russe.

Madame MOTSCH

Non parce qu'ils sont capés.

Monsieur DESTIZON

Vous nous faites un descriptif extrêmement catastrophique. On verra lorsqu'on va examiner le compte administratif tout à l'heure que la situation de la Ville est exceptionnellement saine. Nous avons une épargne brute, qui est la capacité d'autofinancement de la Ville, de 12 800 000 € hors produits de cession. Je veux dire qu'aujourd'hui on a une capacité de remboursement dynamique de la dette qui est de 4 ans hors produits de cession. Je veux dire qu'il n'y a jamais eu autant d'argent dans la Ville de Biarritz. Je vous entends dire qu'il faut vendre des choses parce qu'on est aux abois. Non, c'est faux. Je peux vous garantir que j'ai connu des situations dans cette enceinte pour lesquelles il y avait vraiment des inquiétudes. En 2013, je vous garantis quand on avait une capacité de remboursement vis-à-vis de la dette de 14 ou 15 ans, c'était la panique. Ce n'est pas l'adjoint aux finances qui dira le contraire. Là, nous avons tout de même une situation exceptionnellement saine. Il n'y a jamais eu autant d'argent au niveau de l'épargne brute, c'est-à-dire au niveau de la capacité à financer des investissements à Biarritz. Pas d'alarmisme parce que là, on a l'impression qu'on va pleurer dans les chaumières, donc il ne faut pas exagérer.

Madame AROSTEGUY

Je vous remercie, Monsieur DESTIZON, de mettre en lumière l'extrême saine gestion de la Ville avec le capitaine Édouard CHAZOUILLERES à bord qui va nous présenter dans un instant ce travail.

Monsieur DESTIZON

Il a aussi hérité d'une bonne situation.

Madame AROSTEGUY

Il est vrai qu'on a récupéré une situation qui était plus améliorée que ce que vous aviez pu trouver en 2013, mais elle s'est dégradée suite au COVID. Effectivement grâce à une saine gestion des deniers publics tenant plus de la prudence, mais de l'ambition, nous arrivons à maintenir cet équilibre.

Je porte à vos votes. Y a-t-il des votes contre cette délibération numéro 7 ? Deux votes contre. Adopté moins deux voix contre.

ADOpte AVEC 30 VOIX POUR

2 CONTRE : Lysiann BRAO, Brice MORIN

8 - Agglomération Pays Basque – compétence optionnelle « création ou aménagement et entretien de voirie d'intérêt communautaire » : convention de gestion – autorisation de signature

Madame AROSTEGUY

Je vous propose maintenant de présenter la délibération numéro 8 qui concerne la compétence optionnelle « création ou aménagement et entretien de voirie d'intérêt communautaire ».

De quoi s'agit-il ?

Par délibération en date du 16 décembre 2017, le Conseil choisit d'exercer sur son territoire, la compétence optionnelle « *création ou aménagement et entretien de voirie d'intérêt communautaire ; création ou aménagement et gestion de parcs de stationnement d'intérêt communautaire* », comme le permet l'article L.5216-5-II du Code Général des Collectivités Territoriales et en continuité de la compétence auparavant exercée par l'Agglomération Côte Basque Adour.

Par la suite, par délibération en date du 15 décembre 2018, le Conseil communautaire a précisé le processus de définition de l'intérêt communautaire de cette compétence, qui devait se dérouler en trois étapes à compter du 1^{er} janvier 2019.

Une première convention a été conclue entre la Ville de Biarritz et la Communauté d'Agglomération Pays Basque (C.A.P.B.), afin que la Ville assure les missions de la Communauté d'agglomération pour une période de 6 mois, qui devait se terminer le 30 juin 2019. Une seconde convention a ensuite été conclue pour la période allant du 1^{er} juillet 2019 au 31 décembre 2020.

Afin de donner le temps nécessaire à la C.A.P.B. de préciser les contours de l'intérêt communautaire, les conditions d'exercice de la compétence et de mettre en place une organisation intégrée et opérationnelle, il sera proposé de signer une nouvelle convention permettant de prolonger une fois de plus ce mécanisme à compter du 1^{er} janvier 2022 pour une durée de 12 mois, reconductible par périodes d'un an, sauf dénonciation par l'une des parties, trois mois avant la date de fin de la convention ou de chacune des périodes le cas échéant.

En effet, il convient que la Communauté d'Agglomération Pays Basque puisse, à titre transitoire, s'appuyer sur les services des Communes, lesquels sont les mieux à même d'assurer les impératifs de continuité et de sécurité des services sur le territoire communal, principalement pour la gestion de l'entretien courant des voiries communales classées d'intérêt communautaire.

Il vous est proposé de bien vouloir autoriser Madame le Maire à signer la convention avec la C.A.P.B.

Je porte à vos voies. Y a-t-il des abstentions ? Une intervention ?

Sébastien CARRERE

Oui, merci Madame le Maire. Une intervention, une simple remarque, un regret. L'Agglomération Pays Basque C.A.P.B. a été créée en 2017. Cinq ans après, on en est encore à allonger la période de transition qui devait se terminer en 2020 pour permettre de préciser les contours de l'intérêt communautaire d'une compétence optionnelle. Tout à l'heure, on parlait de loi et je crois qu'il faudrait une loi pour mettre fin à ces périodes de non-prise effective d'une compétence. Je pense que les administrés ne comprennent pas ce qui se passe concernant cela.

Madame AROSTEGUY

Je pense que le suspense touche à sa fin. J'étais en réunion il y a deux semaines à l'Agglomération. On est en train de trouver un terrain d'entente principalement avec les villes de la côte pour lesquelles le B.A.B. est un sujet un peu épineux. On va y arriver.

Patrick DESTIZON

Cela fait 20 ans. Je rappelle qu'en 2002 ou 2003 la Comm B.A.B. commençait déjà à étudier le périmètre des voiries d'intérêt communautaire. 20 ans après, ils réfléchissent toujours. Peut-être aboutiront-ils à quelque chose. Il ne faut tout de même pas être pressé.

Madame AROSTEGUY

On réfléchit et on négocie, cher collègue.

Madame MOTSCH

Je ne sais pas s'il faut s'en réjouir ou pas, mais je constate que vous acceptez le principe d'un pilotage communautaire alors que vous l'aviez dénoncé avec fracas lors du précédent mandat en disant qu'on s'exonérerait de nos responsabilités et de l'aménagement propre de cette dernière réserve foncière à Iraty.

Madame AROSTEGUY

Madame MOTSCH, on n'est pas sur cette délibération.

Madame MOTSCH

Si.

Madame AROSTEGUY

C'est la suivante. Je ne l'ai pas encore fait voter. On est sur la 8. Celle pour laquelle vous faites une intervention est la 9.

Madame MOTSCH

Non, je suis sur la 8 : création optionnelle.

Madame AROSTEGUY

Vous parlez d'Iraty, or on ne parle pas d'Iraty. On parle de l'entretien de la voirie communautaire. On ne parle pas d'Iraty. Iraty est la suivante. C'est la 9.

Madame MOTSCH

OK.

Madame AROSTEGUY

S'il n'y a plus d'intervention, je vous propose que nous passions au vote. Y a-t-il des abstentions ? Monsieur CARRERE. Y a-t-il des votes contre cette délibération ? Je n'en vois pas. Adopté moins une abstention.

ADOpte AVEC 31 VOIX POUR

1 ABSTENTION : Sébastien CARRERE

9 - Recevabilité du projet urbain d'Iraty au regard du règlement d'intervention de la Communauté d'Agglomération Pays Basque relatif aux opérations mixtes d'aménagement d'intérêt communautaire

Madame AROSTEGUY

Concernant la 9, il s'agit effectivement de la recevabilité du projet urbain d'Iraty au regard du règlement d'intervention de la Communauté d'Agglomération Pays Basque relatif aux opérations mixtes d'aménagement.

La Ville de Biarritz dont la superficie est limitée, on a de ce fait 1466 hectares, est contrainte par de nombreuses servitudes supra-communales : loi Littoral, Zone de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager, cour de l'aéroport, autoroute, zones à risques, zones Natura 2000 et espaces boisés protégés.

Ces handicaps structurels et réglementaires s'additionnent à une forte attractivité. On a beaucoup évoqué cette question-là. La rareté du foncier et une charge foncière moyenne de plus en plus élevées, rendent difficile l'atteinte des objectifs de mixité sociale et de rattrapage que la Ville s'est fixée.

Parce que la question du logement pour les Biarrots et une de nos priorités, nous avons lancé dès notre arrivée le processus de la M.E.C.D.U. pour le quartier Aguilera.

Désormais, nous envisageons de mettre en œuvre une stratégie foncière et opérationnelle anticipatrice à Iraty, dernier secteur à fortes potentialités de son territoire. Rappelons qu'Iraty est un vaste espace de 60 hectares dont le diagnostic de l'occupation identifie une diversité des fonctions très marquées :

- Présence d'équipements publics
- Une zone d'activités économiques
- Une zone hôtelière
- Des commerces et des entreprises
- Des espaces non bâtis encore conséquents (3,8 ha) mais privés ;
- Des espaces environnementaux (et notamment des espaces boisés classés) toujours conséquents (5,3 ha).

Dans un objectif de veille et d'action foncière, une Zone d'Aménagement Différée (Z.A.D.) a été instaurée par l'agglomération en juillet 2017 pour une durée de six ans.

Ceci a permis de sécuriser la maîtrise foncière du secteur tout en permettant à la Ville de Biarritz d'avoir le temps de mener les premières études de faisabilité opérationnelle.

L'échelle de ce projet de renouvellement urbain dépasse le cadre communal et questionne des enjeux communautaires en matière d'aménagement du territoire par son rayonnement, par ses enjeux et ses modalités de mise en œuvre.

Il est proposé de confier l'élaboration du projet urbain d'Iraty à la Communauté d'Agglomération.

Le règlement d'intervention de ces opérations, approuvé en novembre 2019 prévoit les conditions politiques, techniques, juridiques et financières d'exercice de la maîtrise d'ouvrage communautaire pour ces opérations, en lien étroit avec la Commune.

Dans son règlement d'intervention la C.A.P.B. conditionne la recevabilité de l'intention de projet au respect de trois critères :

1. Le respect de la définition de l'opération d'aménagement, et l'établissement d'un cadre préparatoire, le périmètre de réflexion, préalable au périmètre opérationnel. À cet égard, le périmètre de réflexion envisagée avec l'Agglomération est annexé à la présente délibération.
2. La localisation de l'opération d'aménagement, visant à répondre aux enjeux prioritaires de revitalisation de la centralité urbaine et de gestion économe de l'espace.

Ainsi, l'opération d'Iraty est localisée :

- Dans l'enveloppe urbaine, en continuité du centre-ville de Biarritz ;
- Dans l'espace urbain, constituant une vaste opération de « renouvellement urbain ».

3. La prise en considération par la Commune des modalités des parties.

- La participation financière des études préalables (Cofinancement des études) par la Commune. Nous n'interviendrons qu'à hauteur de 25 %.
- Le financement par la Communauté d'Agglomération de l'Action foncière, dans le respect de la stratégie foncière établie :
- La participation de la Commune en phase préalable et/ou en phase opérationnelle.

C'est sur cette question-là, et vous l'avez dit en préambule Madame MOTSCH, que mon avis a évolué parce que nous avons trouvé un terrain d'entente avec la Communauté d'Agglomération sur lequel j'ai la certitude que la Ville de Biarritz copilotera avec la Communauté d'Agglomération sur ce projet qui sera extrêmement long comme vous l'aviez dit à une époque.

En conséquence, mes chers collègues, je vous invite à :

- Saisir la Communauté d'Agglomération Pays Basque en vue de se prononcer sur le projet urbain d'Iraty au regard du règlement d'intervention relatif aux opérations mixtes d'aménagement d'intérêt communautaire approuvé le 9 novembre 2019 ;
- Approuver la recevabilité de l'intention de projet urbain d'Iraty telle que l'a défini le règlement d'intervention des opérations mixtes d'aménagement d'intérêts communautaires.
- Valider le principe de la maîtrise d'ouvrage communautaire des études préalables permettant la mise à l'étude de l'intention du projet urbain d'Iraty, en vue de le déclarer d'intérêt communautaire au bout de cette phase d'études préalables.
- Prendre en considération les modalités d'engagement financier qui concernent la Commune et notamment la prise en charge financière à hauteur de 25 % des études préalables de faisabilité.
- Accepter l'engagement de la phase de stratégie foncière portée par la C.A.P.B., et de l'action foncière notamment avec le concours de l'E.P.F.L., étant entendu que la contractualisation pour les futurs portages avec ce dernier sera entérinée par des délibérations spécifiques du Conseil Permanent de la Communauté d'Agglomération ;
- Prendre acte du projet de périmètre de réflexion d'environ 60 ha annexé à la présente délibération, correspondant au périmètre de la zone d'aménagement différé ;
- Dire que la Communauté d'Agglomération Pays Basque sera compétente, dans la période, courant entre la délibération communautaire de recevabilité du projet et la délibération communautaire prononçant l'intérêt communautaire du projet, pour lancer toute action qui se révélerait utile pour le projet (par exemple : titulaire du droit de préemption d'une éventuelle prorogation ou modification de la zone d'aménagement différé, autorité expropriante le cas échéant, etc.).

Avant que je porte aux voix, y a-t-il des interventions ?

Monsieur DESTIZON

Mes chers collègues, ce projet d'Iraty est incontestablement le dernier grand projet urbain envisageable sur la Commune de Biarritz. C'est un projet complexe qui va

prendre beaucoup de temps puisque nous n'avons pas la maîtrise de la zone, tout un tas de problématiques qu'il faudra lever, mais j'y reviendrai. J'ai deux remarques à faire dont l'une est sur la forme et l'autre sur le fond.

Concernant celle sur la forme, je vois très bien l'intérêt que vous pouvez avoir au sujet de cette délibération qui est exposée et ce que vous souhaiteriez. Enfin, je rappelle tout de même que la Communauté d'Agglomération Pays Basque a déjà accepté d'inscrire l'opération Iraty comme une opération communautaire dans un courrier que nous avons reçu le 23 mai 2019. À l'époque, j'étais aux travaux. Le Conseil Municipal du 25 septembre 2019 a transféré à la Communauté d'Agglomération la possibilité d'être le maître d'œuvre pour cette opération d'aménagement. Cela a d'ailleurs été confirmé par un vote de la Communauté d'Agglomération le 9 novembre 2019. On peut se demander pourquoi on y revient encore aujourd'hui puisque tout est fait. Tout est transféré. La Communauté d'Agglomération peut d'ores et déjà avancer sur le projet sachant qu'il est très complexe. Voilà sur la forme. On ne voit pas très bien la finalité à part exposer vos vues sur le développement d'Iraty puisque ce projet ne va pas sortir avant 10 ou 15 ans. Ce ne sera pas pour ce mandat et peut-être même pas pour le suivant vu la complexité du dossier.

Sur le fond, il y aura beaucoup de problématiques comme de gérer la mixité des activités, entre l'activité économique et les logements. À l'époque, l'étude SAMAZUZU avait parlé de la possibilité de faire 1 000 logements sur la zone. Je ne sais pas s'il y aura 1 000 logements, mais c'est le potentiel que l'étude SAMAZUZU avait donné à l'époque pour développer un quartier plus équilibré. Il y a également d'énormes problèmes dans cette zone dont celui de l'hydraulique car ce sont des terrains fragiles. Nous sommes sur le bassin-versant du lac de Brindos. Il y a eu plusieurs réunions. C'est un très gros problème. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle à l'époque l'ancien Maire de Biarritz, Didier BOROTRA, n'avait pas acquis les terrains car les études de sol étaient très mauvaises. Il avait renoncé à se porter acquéreur de ces terrains. Il y aura d'énormes problèmes hydrauliques à gérer et ce sera très compliqué. Le dossier sera extrêmement long et ne sera pas pour ce mandat. La seule chose qu'on pourrait envisager de faire, mais il faudrait peut-être s'affoler, c'est le désenclavement en prévoyant un nouveau pont au-dessus de la voie ferrée. Cela permettrait de développer le quartier en sachant que la S.N.C.F. ne va pas très vite. Lorsqu'on demande l'autorisation de faire des travaux sur une voie internationale comme celle-là, 3 ou 4 ans sont nécessaires pour obtenir les autorisations. Je me rappelle avoir fait des courriers dès 2016 pour que la Communauté d'Agglomération dans le cadre du PDU de secteur commence à faire les demandes. À ma connaissance, rien n'a été fait, donc on en est toujours au même point. Ce n'est pas demain que le quartier sera désenclavé. Or c'est le point d'entrée du dossier. Si le quartier n'est pas désenclavé, il sera difficile de faire quoi que ce soit.

Ce sont les remarques que je voulais faire. Tout le monde est bien sûr d'accord pour développer cette zone d'Iraty, mais ce sera très complexe et très long. Ce ne sera pas pour tout de suite. La Communauté d'Agglomération avait déjà tous les éléments en main pour commencer. Cette délibération me semble un peu superfétatoire.

Monsieur BARUCQ

Il est vrai que cela est un peu désespérant parce qu'effectivement cela fait presque 5 ans qu'on en parle et on a l'impression qu'on ressort le même discours comme un disque rayé. Effectivement, le préalable est la création de ce pont au-dessus de la voie ferrée. Cette création a été reportée X fois et n'est même plus d'actualité. Sans cela,

on aura du mal à désenclaver la zone. Je vais me remémorer le discours de Madame AROSTEGUY du précédent mandat. À l'époque, je tenais déjà ce discours. Je ne vois pas ce que la Communauté d'Agglomération, qui a d'autres chats à fouetter, vient faire dans l'aménagement de ce quartier. Vous m'expliquerez quel est l'intérêt communautaire. J'ai vraiment l'impression que cela sera un facteur qui retardera encore ce projet d'autant que je pense qu'on pourrait avancer très vite sur ce quartier qui a déjà une identité et dans lequel il y a déjà des bâtiments emblématiques comme le skate-park, l'ATABAL et différents établissements de surf rider qui pourrait très bien se reconvertir par lui-même en une sorte de Darwin Biarrot. J'ai déjà exprimé à plusieurs reprises le fait que je ne concevais pas un grand projet potentiel immobilier dans ce secteur qui est peut-être le point le plus bas de Biarritz. Plus tôt dans le Conseil Municipal, vous nous proposiez déjà de construire l'auberge de jeunesse qui est un projet modéré. Or, on construit dans une zone qui a déjà été inondée. Corine MARTINEAU en avait été témoin et elle était allée écopier à l'époque. C'est une zone qui sera de nouveaux inondés. Patrick DESTIZON avait ressorti le chiffre de 1 000 logements qui avait été évoqué qui pour moi me paraît délirant. Vous nous soumettez c'est délibération sans qu'il y ait l'embryon d'une volumétrie envisagée de logements. Avez-vous déjà une idée à ce stade ou pas ? Par rapport à cela, je ne voterai pas pour cette délibération. Je crois qu'il y a d'autres quartiers comme le quartier Aguilera pour lequel vous avez fait beaucoup de promesses, donc on vous attend. On en reparlera tout à l'heure.

Madame AROSTEGUY

Je vais vous répondre directement. Aujourd'hui, la réflexion est vraiment embryonnaire. Car plus on avance sur le projet du quartier Aguilera, plus on voit qu'on aura peut-être besoin d'enlever un certain nombre de choses pour les mettre ailleurs afin de gagner de la place et afin d'avoir une urbanisation qualitative. Vous avez raison, je pense que réaliser 1 000 logements à cet endroit-là est un pur délire d'autant qu'il y a la possibilité qu'il y ait des inondations.

En revanche, je pense que ce quartier a vocation à devenir un quartier d'activité économique. On a énormément de porteurs de projets qui nous demandent des emplacements pour développer une activité économique.

Aujourd'hui, nous sommes très concentrés sur Aguilera. On essaie aussi de se projeter sur Iraty, mais comme vous l'avez dit cela prendra 10 à 15 ans. La raison pour laquelle on ne peut pas avancer est que le projet est beaucoup trop lourd à porter financièrement. On a déjà besoin de nettoyer la vision qu'on peut en avoir. La vision que j'en ai aujourd'hui n'est pas la même que celle à mon arrivée lorsque j'ai découvert l'état de la Ville. Aujourd'hui, la réflexion est nouvelle au regard du dynamisme économique et de nouveaux porteurs de projets qui arrivent à Biarritz et qui n'ont pas de foncier pour s'installer. Peut-être devrons-nous garder un peu de mixité entre un peu de logements et de l'économique. Ces études sont importantes. Elles seront financées par l'Agglomération. Elles coûteront cher et nous permettrons d'avoir peut-être une vision différente de celle datant d'il y a 4 ou 5 ans. Comme vous, j'ai découvert que ce projet de désenclavement grâce au pont avait disparu. On nous disait que c'était pour dans 2 ou 3 ans. Or, finalement ce projet a été abandonné. Du côté de l'Agglomération, je ne sens pas non plus un désir très fort d'aller là-dessus. Aujourd'hui avec des finances très contraintes au niveau du Syndicat des mobilités, on essaie avec Anne-Cécile DURAND-PURVIS en charge de ce dossier de travailler sur le pôle multimodal. Ce sera déjà une entrée vers ce quartier qui est assez abîmé. On n'est pas du tout au niveau. On travaille sur le pôle multimodal. Ensuite en fonction de

l'évolution d'Aguilera, on verra ce qu'il conviendra de faire. sera consacré à une réflexion et le mandat suivant sera peut-être consacré à des concrétisations. C'est quelque chose qui prendra effectivement beaucoup de temps.

Monsieur MORIN

C'était un peu mes craintes. On vient d'évoquer tout cela. J'y travaille, donc j'ai passé pas mal de temps à l'ATABAL, Gaztetxe, Festilasai. Avant, c'était un terrain vague, une décharge, un lac. À l'époque, je ne sais même pas comment on a pu construire là-dessus. Je l'ai vu grandir. Maintenant, j'ai eu une départementale devant l'ATABAL. Il y a déjà un gros problème de voitures. Iraty fonctionne énormément. Même s'il y a deux sorties, il y a des heures de pointe comme un peu partout. Avant d'imaginer un projet urbain, il faudrait déjà penser à faire un pont ou un tunnel. Je sais que des études ont déjà été faites un peu plus haut. Apparemment, il n'est pas si compliqué de faire des tunnels. J'avais posé la question parce que pour moi cela avait l'air incroyable et assez onéreux, mais pas forcément. Il faudrait peut-être déjà se poser cette question-là pour le quartier existant avant d'attaquer autre chose. Il faut faire attention à la mixité. Le skate-park attire énormément de monde toute la semaine. Donc il faudrait faire attention que les logements ne soient pas trop proches car c'est un des derniers quartiers qui est assez calme. Je sais qu'en centre-ville la musique et les habitants ne font pas bon ménage. Ce serait dommage de gâcher ce dernier quartier alors qu'on pourrait développer un côté Darwin ou économique ou de ce qui devrait être déplacé à Aguilera. Si des logements devaient être faits, il ne faudrait pas qu'au bout d'un an, il y ait déjà des tensions et qu'on nous dise qu'on ferme l'ATABAL ou de ne plus faire de skate devant le skate-park.

Madame AROSTEGUY

C'est noté.

Monsieur DUSSAUSOIS-LARRALDE

Merci. Je souhaiterais réagir au sujet de cette proposition de délibération et appuyer sur un point déjà pressé par mes collègues. Cela concerne l'ensemble des infrastructures. C'est vraiment un point crucial. Lorsqu'on parle des infrastructures, il y a les infrastructures routières, énergétiques et hydrauliques. Évidemment, des professionnels font cela et l'Agglomération suivra cela très bien. Cependant, je vous invite à insister sur ce point-là parce que cela peut-être une difficulté par la suite si on s'amuse à créer un quartier avec des flux de population, avec des habitations ou des activités économiques.

Concernant l'hydraulique, on parle des eaux usées, des eaux pluviales et des eaux superficielles naturelles. À proximité, on a des cours d'eau et des lacs, donc il faut faire très attention parce que la pluviométrie sera amenée à être modifiée avec des épisodes d'étiage ou de crue dans les cours d'eau. Il faut faire attention à la problématique des inondations.

Concernant la partie énergétique, je pense qu'il y a de la surface, et vous l'avez aussi en tête, pour pouvoir produire de l'énergie qui pourra être mise sur le réseau ou en autoconsommation par la suite. Je pense que ce sont aussi des éléments à prendre en considération. Si on s'engage dans un projet de création de quartier autant aller vers une démarche vertueuse, environnementale, avec des bâtiments de qualité aux normes réglementaires. Peut-être pourrions-nous même aller plus loin en utilisant des matériaux biosourcés et faire des bâtiments bioclimatiques ? Je vous donne des

termes génériques, mais plusieurs techniques existent. Je prendrai cela en considération.

Mon dernier point me semble aussi important. En effet dans le périmètre de cette Z.A.D., on a une magnifique porte d'entrée avec la gare de Biarritz. Malheureusement, le bâtiment de la gare de Biarritz est en train de se délabrer. Ce bâtiment est la propriété de la S.N.C.F. Je vous pose la question : seriez-vous en mesure d'engager des discussions avec la S.N.C.F. pour qu'elle remplisse ses obligations notamment à faire le ravalement de la façade au regard du droit de la construction et de l'habitation puisque c'est une obligation légale de leur part ?

Madame AROSTEGUY

C'est plutôt l'environnement autour de la gare qui pose problème que le bâtiment lui-même. On bataille et on ferraille pour le pôle multimodal puisque la S.N.C.F. est d'accord pour qu'on le fasse, mais pas pour le financer. On est toujours coincé sur les mêmes sujets.

Madame MARTINEAU

Madame le Maire, Mesdames et Messieurs les élus. Vous nous demandez aujourd'hui de voter pour une zone d'aménagement au profit de logements sociaux. Sur le principe, je ne suis pas opposée. Mais sur la forme, je vous rappelle que lors de la tempête de 2019 ce quartier construit sur une zone marécageuse avait été complètement inondé. Il y a donc un premier sujet.

Le second est l'embolisation de la circulation dans le quartier de La Négresse. Vous allez ajouter un problème à un problème. Ce quartier n'a connu aucune évolution d'infrastructure routière alors qu'il s'est énormément densifié. Tous les jours, convergent des centaines de voitures que cela soit de Biarritz, d'Arbonne ou d'Arcangues et encore plus l'été. Là si rien n'est fait, vous accentuerez ce nœud d'étranglement qui ne fera qu'aggraver un problème existant. Un projet sur lequel nous avons travaillé il y a quelques années en Conseil de quartier qui consistait à créer un accès entre la route d'Arcangues et Iraty afin de désengorger les infrastructures routières. L'envisagez-vous ? Je pense que nous ne pouvons pas densifier un quartier sans d'abord penser à l'infrastructure routière. Que proposez-vous afin de fluidifier la circulation ?

Madame AROSTEGUY

Je vous rejoins 100 % là-dessus et c'est aussi pour cela qu'on travaillera avec des experts. Je me souviens très bien qu'au moment où le Conseil de quartier avait évoqué le désenclavement, il n'y avait pas autant de logements construits sur la route d'Arcangues. Or aujourd'hui si vous faites un pont, vous faites un deuxième pont à un endroit où maintenant c'est très urbanisé. On est relativement coincé concernant les endroits où les voitures peuvent sortir. La problématique d'Iraty est celle-ci. En haut, vous avez Anglet-Maignon qui débarque, donc il y a du monde. En bas, il y a La Négresse, donc c'est bondé. Et maintenant sur la route d'Arcangues, vous avez des tas de résidences qui poussent tous les ans, donc là aussi c'est supra urbanisé. Vous dire comment nous ferons aujourd'hui, je ne sais pas. Cependant, c'est quelque chose que nous regardons avec beaucoup d'attention et le chiffre de 1 000 logements est une complète aberration. Mettre 1 000 logements soit 2 000 personnes qui s'agglutinent rondement et accentuer un problème qui est déjà une asphyxie complète, c'est impossible. C'est pour cela que je pense à un quartier plutôt économique. Effectivement, il faut vraiment travailler sur les accès et c'est pour cela que c'est un

projet communautaire. On ne peut pas travailler dans nos zones économiques et des habitations sans au préalable travaillé sur le pôle multimodal et sur les entrées et sorties de ce quartier. Je vous rejoins à 100 % là-dessus.

Monsieur CARRERE

C'est intéressant ce qui se passe ce soir parce que je réalise que nous discutons déjà du fond du dossier, des aménagements futurs avec les contraintes. On a parlé des contraintes hydrauliques et environnementales puisqu'il y avait un site qui est l'ancienne décharge du Moura. On a même parlé de la programmation. Cela veut dire que ce débat est tout à fait recevable à l'échelle de la Commune. Je pense que le Maire devrait avoir le dernier mot s'agissant de ces opérations d'aménagement même si la Ville bénéficie d'un support technique, financier, etc. Lorsque je lis les conditions de gouvernance future, il y a des choses qui ne me satisfont pas. Les différentes étapes seront présentées au Conseil Permanent d'Agglomération et pas au Conseil Communautaire. Pourquoi ? On nous dit que Biarritz sera au Comité de pilotage et j'espère bien. Cela est évident. L'Agglomération qui a certainement dû préparer ce texte avec vous est très prudente puisqu'il y a des conditions. Si la zone n'est pas déclarée d'intérêt communautaire, il y a un dispositif qui fait que c'est la Ville de Biarritz qui devra assurer le portage foncier des terrains qui auraient été acquis précédemment. Ce n'est pas tout à fait anodin. Le temps est l'inertie que cela soit à la Communauté d'Agglomération ou à la Ville, c'est un projet qui prendra de toute façon 10 à 15 ans. Attention au fond et à la décision. On sent déjà dans cette délibération que l'Agglomération oriente le quartier vers un quartier où l'habitat serait majoritaire. Cela est à relier avec la politique actuelle de l'Agglomération qui est de rééquilibrer vers l'intérieur du Pays Basque les activités économiques. Je suis très sceptique qu'on puisse planifier en disant que ce qui était là sera là. Il me semble qu'il y a peut-être des zones d'habitats. Il n'y a pas que le tourisme car il y a de l'artisanat et un secteur économique où des personnes veulent y rester, donc attention. Je suis plutôt inquiet quand je lis cela. Je souhaite que le Maire et la Municipalité aient le dernier mot sur ce type de projet.

Madame AROSTEGUY

Je n'entends pas la chose autrement. La Communauté d'Agglomération a tellement à faire que je ne pense pas qu'elle bataillera pour imposer des choses concernant Iraty. Comme vous l'avez dit, c'est un quartier qui est en contrebas. Cela nous permettrait de montrer, c'est-à-dire d'avoir peut-être moins d'emprise au sol et de faire peut-être plus de hauteur. C'est ce qui fait peur dans tous les autres quartiers et plus personne n'en veut. Mais là, ce serait peut-être une occasion de le faire loin des infrastructures déjà existantes.

Je voulais aussi vous dire, et vous avez certainement dû voir dans une question qui est aux alentours de la 40, qu'il y a la création de la S.P.L., la Société Publique d'aménagement de la C.A.P.B. Cet outil n'existait pas. Il permettra de porter des projets coûteux et longs. Cet outil permettra d'avoir une collaboration très fine entre les communes et la Communauté d'Agglomération. C'est cet outil qui nous permet d'être plus sécurisés qu'on aurait pu l'être il y a 4, 5 ou 6 ans.

Y a-t-il une autre prise de parole ? Je n'en vois pas. Je sou mets à vos votes. Y a-t-il des abstentions ? Y a-t-il des votes contre ? Cinq votes contre. C'est noté.

ADOpte AVEC 27 VOIX POUR

5 CONTRE : Guillaume BARUCQ, Lysiann BRAO, Brice MORIN, Nathan MOTSCH, Sébastien CARRERE

10 - Création de logements sociaux et choix du bailleur social dans le cadre de l'appel à candidatures lancé par l'Établissement Public Foncier Local sur les terrains cadastrés AH36 et 306, Marne/Europe

Madame AROSTEGUY

Nous passons maintenant à la délibération que Madame POURVAHAB, souffrante, aurait dû présenter et sur laquelle elle a travaillé. Nous attendons tous cette délibération. C'est la numéro 10. Il s'agit de la création de logements sociaux et du choix du bailleur social dans le cadre de l'appel à candidatures lancé par l'Établissement Public Foncier Local (E.P.F.L.) sur les terrains cadastrés AH36 et 306, dit Marne/Europe.

L'E.P.F.L. a déjà été sollicité en 2017 pour mener des actions foncières sur l'îlot « Marne – Europe ». Vous voyez qu'on est en 2022.

L'E.P.F.L. est devenu propriétaire des terrains pour un montant de 1 500 000 €. L'E.P.F.L. Pays Basque a lancé, en coordination avec la Ville, un appel à projets le 13 décembre 2021 pour la cession de ces parcelles en vue de la réalisation d'un programme immobilier 100 % logement locatif social.

Le montant de cession de l'E.P.F.L. à l'opérateur retenu est identique aux montants des acquisitions réalisées, c'est-à-dire 1 500 000 € auxquels s'ajouteront les frais inhérents au portage. C'est ce que nous payons à l'E.P.F.L., soit un prévisionnel de 80 363 €.

Deux opérateurs sociaux locaux ont répondu :

- Le Comité Ouvrier du Logement (C.O.L.),
- Habitat Pays Basque – Adour - Béarn (structure commune entre H.S.A. et Office64).

L'E.P.F.L. Pays Basque sollicite l'avis du Conseil Municipal en vue de retenir le lauréat de cet appel à projet et de procéder ensuite à la rétrocession des fonciers.

Nous avons bien sûr travaillé cette question-là et nous allons vous faire part de notre choix. Vous avez les visuels.

D'un côté, nous avons l'offre du C.O.L. qui prévoit trente-trois logements locatifs sociaux avec trente-trois places de stationnement. Une subvention d'équilibre de 990 000 € qui correspond à 30 000 €/logement. Cette subvention est demandée à la Ville. Le C.O.L. propose 30 000 €/logement de fonds propres, donc on retrouve la même somme de 990 000 €.

Le projet, conçu par l'architecte François HÉBRARD, prévoit un ensemble bâti d'une hauteur de deux étages avec une surélévation à trois étages marquant l'entrée de l'avenue de la Marne. Le stationnement est en sous-sol. Un jardin commun au nord et à l'est de la parcelle sera aménagé. Cet édifice est traité comme une grosse maison bourgeoise, avec une référence à l'architecture néobasque Biarrote. Les logements sont traversants.

La deuxième offre est celle de H.S.A. Cette offre prévoit vingt-neuf logements locatifs sociaux de type LLS avec quarante-trois places de stationnement. Une subvention

d'équilibre de 1 263 153 € soit à peu près 43 557 €/logement demandée à la Ville.

Le projet, conçu par l'agence 2SL Architecture, prévoit un ensemble bâti composé de cinq bâtiments reliés par des espaces communs qui sont des escaliers. Les deux bâtis situés le long du B.A.B. présentent une hauteur de trois étages, les trois bâtiments situés sur les extérieurs présentent une hauteur de deux étages. Le stationnement est en sous-sol. Un jardin commun au nord et à l'est de la parcelle sera aménagé. Les logements sont traversants.

Le Conseil Municipal sera sollicité ultérieurement quant au vote du montant définitif de la subvention d'équilibre nécessaire à la réalisation du projet.

L'objectif de production de logements sociaux ayant motivé ces acquisitions, je vous propose de :

- Retenir la candidature du C.O.L. pour 33 logements locatifs sociaux,
- Solliciter l'E.P.F.L. pour rétrocéder les fonciers en portage au COL,
- Autoriser Madame le Maire à signer toutes pièces relatives à cette affaire.

Vous verrez que pour Marne Europe, nous fléchons plutôt le C.O.L. Dans la délibération suivante concernant un autre projet social, nous retenons H.S.A. qui était la deuxième proposition.

Y a-t-il des interventions au sujet de cette proposition ?

Monsieur MORIN

Ce sera très court. C'est juste pour vous dire qu'il est possible de faire des logements sociaux à 100 %. Nous vous redemandons pour le plus gros projet de Biarritz, Aguilera, d'essayer de tendre au maximum vers le 100 % logements sociaux. Il me semble que nous avons voté un maximum de 70 % qui serait le minimum. Si nous restons sur 55 % de logements sociaux, dans quelques années, es 45 % restants deviendront des résidences secondaires et des locations à courte durée. Nous ferions un peu la même erreur qu'à Kléber. Nous avons attendu pendant des années le projet concernant Kléber. C'était un petit peu le poumon qui permettait à Biarritz de respirer. À l'époque, je ne sais pas si les élus étaient au courant de ce qu'ils votaient. Au bout de 5 ans, on s'aperçoit que c'est un drame. Il me semble que 55 % ce n'est pas assez à Aguilera. Donc je vais vous le répéter jusqu'à la construction en 2026 comme pour la surtaxe et on avait réussi à se mettre d'accord. Par conséquent, j'espère que d'ici là on gagnera 5 % par 5 %. 70 % me paraissent pas mal. Merci.

Monsieur DUSSAUSOIS-LARRALDE

Je voulais intervenir rapidement. Je suis assez content de voir une opération de ce type-là, mais cela m'amène quand même à poser une question puisque c'est le C.O.L. qui a été sélectionné. On a eu une délibération il y a quelque temps avec le C.O.L. concernant la parcelle de Grammont pour laquelle la Mairie a récupéré la parcelle qui était isolée. Où en sommes-nous du projet de végétalisation qui nous avait été présenté lors d'une suspension de séance ? Il me semble qu'il y avait deux associations. Pouvez-vous nous mettre à jour par rapport à cela puisque c'est lié au C.O.L. ?

Madame AROSTEGUY

Vous m'excuserez car je ne vais pas vous mettre à jour parce que nous avons 50 délibérations. Aujourd'hui, le projet Grammont ne fait pas parti des délibérations. Je peux vous dire que le projet avance. Un appel à projets a été fait. Il sera lancé.

C'est en cours. On n'y reviendra. Je vous assure que vous avez des informations là-dessus. De toute façon, la construction avait été retoquée, donc elle n'aurait pas pu se faire. Excusez-moi, mais on a vraiment un programme très copieux, donc je ne voudrais pas trop dévier là-dessus.

Je porte à vos voies. Y a-t-il des abstentions ? Des votes contre ? Je vous remercie. Adopté à l'unanimité.

ADOpte À L'UNANIMITÉ

11 - Création de logements sociaux et choix du bailleur social dans le cadre de l'appel à candidature lancé par l'Établissement Public Foncier Local sur le terrain cadastré AC26, 12 avenue d'Étienne

Madame AROSTEGUY

La deuxième bonne nouvelle est la création de logements sociaux et le choix du bailleur social dans le cadre de l'appel à candidatures lancé par l'E.P.F.L. Cette fois-ci, on est sur le terrain cadastré AC26, 12 avenue d'Étienne.

Après le dépôt d'une Déclaration d'Intention d'Aliéner le 1^{er} mars 2021 pour la parcelle du 12 avenue d'Étienne, l'E.P.F.L. a décidé de préempter ce bien au prix de 1 213 000 € plus 50 000 € de frais d'agence.

Le 13 décembre 2021, L'E.P.F.L. lançait un appel à projets pour la cession de la parcelle en vue de la réalisation d'un programme immobilier de logements sociaux.

L'objectif de cette opération est la réalisation d'un programme résidentiel proposant une offre de logements locatifs sociaux qui pourra être complétée par des logements en accession à la propriété de type B.R.S. qui nous protège, Monsieur MORIN, de ce qui s'est passé à Kléber parce que le B.R.S. nous garantit pendant 90 ans que la propriété restera la propriété du bailleur social.

Le montant de cession de l'E.P.F.L. à l'opérateur retenu est identique aux montants de l'acquisition réalisée soit 1 213 000 € plus 73 000 € environ de frais inhérents au portage.

Deux opérateurs ont répondu et ce sont les mêmes que précédemment :

- Le Comité Ouvrier du Logement (C.O.L),
- Habitat Pays Basque - Adour - Béarn (structure commune entre H.S.A. et Office64).

L'offre du C.O.L. prévoit onze logements sociaux. Une subvention d'équilibre de 990 000 € est demandée à la Ville. Six logements sociaux (4 T2, 1 T3 et 1 T4) et cinq logements en Bail Réel Solidaire (3 T3 et 2 T4) sont prévus.

Le projet, conçu par l'architecte François HÉBRARD, prévoit un bâtiment, de deux étages, partiel : un décroché à R+1 est réalisé pour suivre les principes de l'architecte conseil. Le stationnement est en sous-sol. Des jardinets privatifs pour les logements en R.D.C. et un jardin commun à l'arrière de la parcelle sont prévus.

H.S.A. nous propose douze logements sociaux. Une subvention d'équilibre oscillant entre 944 000 € et 1 000 000 € est demandée à la Ville. Nous sommes sur huit logements locatifs sociaux (2 T2, 4 T3 et 2 T4) et quatre logements en Bail Réel Solidaire (1 T2, 2 T3 et 1 T4) sont prévus.

Le projet, conçu par l'architecte Miguel MONTOURO, prévoit des étages avec combles aménagés. Le stationnement est aménagé au R.D.C. Un jardin commun à l'arrière de la parcelle sera aménagé.

Cette fois-ci, nous vous proposons de :

- Retenir la candidature d'H.S.A. pour douze logements sociaux (8 LLS/4 BRS),
- Solliciter l'E.P.F.L. pour rétrocéder les fonciers en portage à Habitat Pays Basque – Adour – Béarn,
- Autoriser Madame le Maire à signer toutes pièces relatives à cette affaire.

Je propose directement les votes.

Monsieur BARUCQ

On se félicite pour ces créations de logements sociaux. Est-ce que vous pourriez nous mettre à jour du pourcentage de logements sociaux dans la Commune tout en sachant que cela tient compte des logements sociaux qui ne sont plus sociaux au bout d'un certain temps, et du pourcentage de résidences secondaires que les citoyens ne connaissent pas forcément, et qui paradoxalement peut faire gonfler le pourcentage de logements sociaux ? Il me semble que nous étions à 12 ou 13 %.

Madame AROSTEGUY

Non, on n'était pas aussi haut. On est à peine à 10 %. La problématique est l'accession sociale à la propriété car elle n'est pas pérenne contrairement au Bail Réel Solidaire. S'agissant de l'accession sociale à la propriété, on nous en demande beaucoup. La liste des acheteurs potentiels s'allonge. Ce sont nos classes moyennes et elles fuient vers l'intérieur du Pays Basque. On a vraiment une volonté à proposer du B.R.S. Du B.R.S. sera proposé à Aguilera. On est quand même capé à 30 %. La loi et la Communauté d'Agglomération ne nous donnent pas la possibilité d'aller au-delà de 30 % de B.R.S., mais nous irons. À chaque fois que nous pourrons faire du B.R.S. dans les projets, c'est-à-dire l'acquisition avec la garantie que ce logement ne sera pas détourné en résidence secondaire ou en investissement, nous proposerons cela en prenant cette protection.

Concernant les résidents secondaires, je crois que nous sommes à 47 %. Je crois que Guétary et Saint-Jean-de-Luz sont au-dessus de nous. Je n'ai plus en tête le pourcentage exact, mais lorsque nous avons travaillé sur le changement d'usage à l'Agglomération, on avait la liste de toutes les communes et à mon grand étonnement Guétary et Saint-Jean-de-Luz avaient un pourcentage de résidences secondaires encore plus élevé que le nôtre qui est déjà bien élevé.

Monsieur DESTIZON

Je ne pense pas que cela soit 47 %. Je pense que c'est moins que cela. Cela doit être dans les 43 ou 44 % si ma mémoire est bonne. Comme on mesure les logements sociaux en pourcentage des résidences principales, paradoxalement plus il y a des résidences secondaires, meilleur on est. C'est un paradoxe.

Madame AROSTEGUY

De toute façon, je compte vraiment sur un nouvel exécutif. Je vous invite aussi à être force de propositions là-dessus et non pas à faire la liste au Père Noël, mais à vraiment demander à nos parlementaires d'agir pour nos communes. On est extrêmement démuné. Nous n'avons aucun levier pour nous protéger et pas la possibilité d'étendre le nombre de résidences secondaires. Nous avons été retoqués à la Communauté

d'Agglomération sur le changement d'usage. Aujourd'hui, on en a vu beaucoup de jeunes qui ne peuvent plus se loger. Quatre jeunes ont été arrêtés à Saint-Pée-sur-Nivelle me semble-t-il, puis ils ont été relâchés. À un moment, la tension monte. Je ne souhaite pas que la tension continue à monter, mais il y a aujourd'hui une jeunesse qui ne peut plus se loger au Pays Basque et c'est insupportable. Aujourd'hui, les Maires des 158 communes, sont extrêmement démunis. Donc il faut vraiment faire remonter à nos parlementaires des projets de loi qui nous protègent, qui nous outillent pour qu'on ait la main sur ce qu'on peut faire comme de favoriser la transmission des maisons de famille. En effet compte tenu du prix du foncier, bien souvent les héritiers ne peuvent plus payer les droits de succession et sont obligés de vendre. Je pense que cela fait partie des choses qu'il faut qu'on protège que ce soit le T2 de la mamie ou que ce soit une maison. Aujourd'hui, il faut protéger ce patrimoine familial et nous aider à lutter contre cette spéculation AIRBNB qui est un tourisme que plus personne ne maîtrise à l'échelle européenne et qui détruit nos Villes. L'autre jour, j'ai eu l'occasion d'assister à un congrès européen des Villes qui se protègent de AIRBNB. J'ai été extrêmement étonnée de voir que les Villes d'Amsterdam, de Bruxelles, de Lyon, Paris, Barcelone, de Florence ou des Sables d'Olonne ont tous les mêmes problèmes. Les centres-villes se dégradent. Ils sont dépossédés de leurs habitants. Aujourd'hui, la Ville de Florence ne peut plus loger ses étudiants parce que le phénomène AIRBNB a aussi fait qu'il n'y a plus de logements étudiants disponibles. Au niveau européen, on va essayer de se rassembler avec ces Villes et peut-être au-delà du Pays Basque. Hier encore, j'étais avec un adjoint au Maire de la Ville de Saint-Malo qui était au congrès de l'U.M.I.H. On a tous le même problème et il faut qu'on s'unisse pour lutter contre cela parce qu'il s'agit de l'avenir de nos enfants qui ne peuvent déjà plus se loger et qui demain ne pourront plus se loger encore plus dans l'ensemble du Pays Basque.

Monsieur CHAZOILLERES

Concernant les chiffres que j'ai retrouvés, je précise qu'en 2017 nous avions 10 % de logements sociaux. Et fin 2021, on est à 11,5 %. S'agissant des résidences secondaires, les estimations varient entre l'I.N.S.E.E. et d'autres sources. Il y a un an et demi le taux était entre 31 et 41 %. L'estimation la plus importante est plutôt aux alentours de 42 à 43 %.

Madame AROSTEGUY

Qui s'abstient pour cette délibération ? Qui vote contre ? Unanimité. Je vous remercie infiniment.

ADOpte À L'UNANIMITÉ

12 - Projet de création d'un pôle social et solidaire sur le terrain cadastré AV 16, avenue J.F. Kennedy

Madame AROSTEGUY

Je passe la parole à Adrien BOUDOUSSE pour la question numéro 12 concernant le projet de création d'un pôle social et solidaire sur le terrain cadastré AV 16 avenue J.F. Kennedy.

Monsieur BOUDOUSSE

Merci Madame le Maire. Bonsoir à toutes et tous, bonsoir mesdames et messieurs, nous allons parler du projet de création d'un pôle social et solidaire sur le terrain cadastré AV 16 avenue Kennedy.

La Ville de Biarritz est une cité de contrastes qui rassemble toutes les couches sociales. Ainsi plusieurs partenaires et organismes sociaux évoluent ou ont évolué sur notre Commune comme l'Épicerie Sociale.

Par ailleurs, le Centre Communal d'Action Sociale développe la culture du travail en réseau avec les services municipaux par la mutualisation des moyens pour une meilleure complémentarité et efficacité sur les interventions sociales notamment avec la synergie que nous pouvons déjà avoir avec la Maison du Logement.

Les locaux actuels du C.C.A.S. ne sont ni adaptés aux besoins des usagers ni même aux besoins de ses employés. Cela a même été une des premières demandes des employés du C.C.A.S. à notre arrivée il y a deux ans. Par ailleurs, un projet de création de Maison des Aidants est défendu par l'équipe municipale. Ce site prévoit d'être un lieu de rencontres, de formation et de partage d'expérience en collaboration avec les associations culturelles et sportives et sociales concernées.

Au regard de ces données et compte tenu de l'inadaptation des locaux actuels du CCAS aux besoins de la population, nous souhaitons mettre en place un réel projet collectif autour des interventions sociales pour permettre d'offrir :

- Aux usagers, un lieu unique facilement identifiable, valorisant et convivial,
- Aux bénévoles et professionnels des locaux fonctionnels avec des moyens mutualisés.
- Aux associations, un lieu de rencontre, pour les accompagner vers une cohérence et une complémentarité des interventions, et aussi de leurs actions par rapport aux aidants familiaux.
- Aux partenaires extérieurs, un lieu d'échange avec l'ensemble des intervenants pour faciliter l'orientation et la prise en charge des usagers.

Le Conseil Départemental est partie prenante de ce projet dans lequel le service social départemental et le C.C.A.S. pourraient créer des espaces partagés et des synergies communes dans le travail social autour des Biarrotes et des Biarrots. Ce fut aussi un constat post-COVID suite à une période qui fut très particulière. On a vu qu'il fallait mettre un peu plus d'huile dans les rouages concernant les différentes actions de ces services.

L'opportunité de l'acquisition d'un terrain a été identifiée sur l'avenue J.F. Kennedy, à proximité du Gymnase Notary.

Ainsi ce soir, vous êtes invités à :

- Valider le principe de la création d'un pôle social et solidaire sur le terrain identifié,
- Entamer toutes les démarches nécessaires à l'acquisition et à la réalisation de cette opération,
- Entamer des négociations avec le propriétaire actuel du terrain en vue de l'acquisition de ce terrain.
- Solliciter l'E.P.F.L. Pays Basque, au besoin, en vue de la négociation, de l'acquisition et du portage de ce bien.

Merci. Madame le Maire.

Madame MARTINEAU

Je trouve plutôt bien de mutualiser les moyens. C'est une bonne chose. Par contre la question que je me pose est : si effectivement on déplace le C.C.A.S. et ses différents services, que vont devenir les bâtiments actuels ?

Madame AROSTEGUY

Les bâtiments actuels seront détruits pour faire place à des logements. C'est l'objectif que nous nous donnons.

Monsieur DESTIZON

Mes chers collègues, notre collègue nous propose ce soir d'acquérir un terrain avenue Kennedy pour réaliser un pôle social. Je ne vous cache pas que je ne suis pas favorable à ce projet car je trouve que l'abandon de l'actuel C.C.A.S. serait une erreur. Cependant je ne vous cache pas que le bâtiment nécessite des travaux. C'est évident. Il faudrait être aveugle pour ne pas le reconnaître. Mais, d'autres solutions existent. Il y a en effet un intérêt à avoir un plateau square d'Ixelles où on a la Mairie, le commissariat, l'office du tourisme et le C.C.A.S. Il est regrettable d'éloigner le C.C.A.S. avenue Kennedy. D'autres solutions seraient envisageables. On peut imaginer de surélever l'actuel C.C.A.S. voire de le raser puis de le reconstruire. Ce serait également une solution plutôt que d'avoir une promotion privée parce que cela finira ainsi par la suite. Je n'ai rien contre votre idée de mutualisation. Je pense qu'il serait préférable de maintenir le C.C.A.S. là où il est quitte à surélever, à reconstruire, à agrandir l'actuelle C.C.A.S. car c'est tout à fait possible puisqu'il n'est pas très haut par rapport aux immeubles avoisinants. Je serais plutôt favorable à conserver le C.C.A.S. là où il est parce qu'il y a un intérêt à tout avoir sur le même plateau comme c'est actuellement le cas. Je voterai donc contre cette délibération.

Monsieur BOUDOUSSE

Je vais vous répondre directement. Concernant le point central entre le C.C.A.S. et son accord avec le square d'Ixelles et la Mairie, c'est une bonne idée, mais ce n'est pas ce que nous remontent les usagers et surtout les employés du C.C.A.S. Les employés du C.C.A.S. comptent 90 aides à domicile et ces employés ont énormément de soucis pour ceux stationnés lors de missions chez les usagers ainsi que pour revenir à la base, c'est-à-dire au C.C.A.S. et leurs bureaux. Le problème vient de là. Il vient des employés qui nous disent : Nous, on ne peut plus fonctionner avec ce C.C.A.S. Il faudrait peut-être créer des places de parking. Ce serait un investissement énorme par rapport au bénéfice rendu aux aides à domicile. Le fait de les délocaliser cela améliorera paradoxalement l'accessibilité. Le décentrage, c'est ce qui nous a été demandé par les usagers et les aides à domicile. Cette remarque émane du terrain. Je pense qu'on a cette occasion de travailler avec le Service Départemental des Solidarités sur ce projet. Je pense qu'il faut foncer parce que cela correspond à une centaine d'employés de la Ville ainsi que tous les usagers de Biarritz qui doivent nécessairement se rendre au C.C.A.S.

Monsieur MORIN

Je vais reprendre un peu ce qui a été dit. Encore une fois, le problème est qu'on va perdre la maîtrise du foncier. Vous allez le vendre à un privé et vous allez en faire je ne sais quoi ou des logements. C'est pareil, on va perdre encore 45 % de logements. Si près de la mer, il est évident que cela ne sera pas autrement. Pareil, je pense qu'au lieu d'acheter ailleurs il vaudrait mieux tout raser et faire des souterrains en mettant

des places à chacune des aides à domicile puis on les surélève des logements. Je ne sais pas jusqu'où on peut aller. On peut tout rentrer dedans. En fait, ce sont de faux problèmes. C'est juste pour pouvoir le vendre plus tard et pour en faire je ne sais quoi. Donc la question est : qu'est-ce que va devenir ce terrain-là ? C'est la question qui me pose problème. Pareil pour l'Épicerie Sociale, le P.A.J., que vont devenir leurs bâtiments ? Est-ce que ce sera encore pour les vendre comme vous avez dit qu'il faut vendre pour faire rentrer de l'argent ? J'ai l'impression qu'on est plus dans une entreprise que dans une commune.

Madame AROSTEGUY

Je vais vous répondre de façon extrêmement pragmatique. Aujourd'hui sur ce terrain, il n'y a pas de logements. Le terrain ORANGE n'est pas constructible, donc il y a zéro logement. Dans l'opération qu'on propose, on propose d'améliorer le service à l'usager, d'améliorer les conditions de travail des aides à domicile qui sont les plus oubliés du Ségur de la santé et nous proposons la création de logements. Évidemment, il y aura du logement privé, mais il y aura 50 % de logements sociaux y compris peut-être du B.R.S. Alors qu'il y a zéro logement, vous critiquez le fait que des familles Biarrottes pourront se loger demain en centre-ville. Cela n'a pas de sens.

Monsieur MORIN

Je n'ai pas dit cela. Il s'agit juste de garder la maîtrise de ce foncier. C'est possible. Tout ce qui est Biarrot, vous le vendez. On peut garder la maîtrise du foncier. Évidemment, on récolte moins d'argent, mais tout est possible. C'est une possibilité. Vu qu'on va acheter un autre terrain, on va donc perdre de l'argent. On peut très bien raser. Je ne connais pas toutes les ficelles d'un projet, mais je pense qu'on peut faire un parking souterrain, garder le C.C.A.S. et ajouter s'il le faut le P.A.J. ou d'autres associations et mettre tant de logements. Je ne connais pas les hauteurs et la réglementation. Je pense qu'on peut garder ce foncier et faire tous ces projets là-dessus.

Monsieur DESTIZON

Juste à côté il y a un immeuble qui doit faire six étages. On ne dit pas de monter jusqu'à six étages, mais on peut surélever.

Monsieur MORIN

Je ne suis pas, on n'est pas constructeur, ce n'est pas ça. Mais c'est juste que je pense qu'on déplace un problème pour qu'après ce terrain puisse être...

Madame AROSTEGUY

On ne déplace pas un problème. On résout un problème. On crée du logement à un endroit où on ne peut pas en faire. Sur le terrain ORANGE, il n'y en a pas et à cet endroit-là, on n'en a pas non plus. Demain, il y en aura plusieurs. Je ne dirais pas des dizaines car on ne fera pas un gros ensemble à cet endroit-là. Mais il y aura encore des Biarrots qui seront logés. Vous nous reprochez de ne pas faire suffisamment de logements. Là, on a l'opportunité de faire des logements.

Monsieur MORIN

Vous parlez du nouveau projet ?

Madame AROSTEGUY

Je vous parle de l'hyper centre-ville.

Monsieur MORIN

Moi aussi, je parle de logements.

Madame AROSTEGUY

Attendez qu'on vous propose un projet. Je parle de logements. Aujourd'hui, on n'a plus rien pour loger nos personnes âgées avant l'E.H.P.A.D. L'autre jour, on a reçu le premier vice-président et le Maire d'Anglet, Claude OLIVE, parce que nous voudrions faire une résidence sociale pour les personnes âgées à l'image du Petit Désir. Claude OLIVE nous a dit qu'il fallait absolument que ces projets soient faits en hypercentre-ville. Aujourd'hui, nous n'avons pas de foncier en hypercentre-ville. Là, on a un foncier. Si on garde cet espace pour faire une résidence sociale pour personnes âgées, ce sera un projet d'intérêt pour tout le monde.

Monsieur MORIN

Vous me parlez déjà d'un projet alors que vous m'aviez dit que vous n'aviez pas de projet. Il est tout de même assez précis ce projet.

Madame AROSTEGUY

Aujourd'hui, aucun projet n'est défini. Il s'agirait d'un projet à long terme. Ce que je veux vous dire c'est que dans les possibilités qu'on a, nous avons le désir de loger des Biarrots que ce soit pour des personnes âgées ou des personnes qui ont besoin d'un logement social ou d'une accession à la propriété. Demain à cet endroit-là, on pourra loger des Biarrots.

Monsieur MORIN

D'accord, sauf qu'au rez-de-chaussée, il peut y avoir le C.C.A.S. et le pôle multi social.

Madame AROSTEGUY

On a besoin de beaucoup d'espace, Monsieur MORIN. Malgré tout, on ne pourra pas monter trop haut parce qu'il y a aussi des voisins. Rien qu'à l'idée qu'on déplace le C.C.A.S., il y a déjà des riverains qui sont venus nous voir effrayés à l'idée de ne plus avoir le C.C.A.S. car il est vide durant la nuit et d'avoir des logements sociaux à cet endroit-là. Il y aura bien évidemment des recours. On est dans une pré réflexion. Sachez que nous voyons tous les jours à la Maison du logement des personnes âgées qui sont expulsées de leur logement. Ces personnes sont locataires depuis 30 ans et perdent leur logement. Aujourd'hui, on a besoin de loger ces personnes qui sont dignes et qui n'ont jamais rien demandé à personne et qui aujourd'hui sont en phase de précarisation. Ce projet de type Petit Désir est un projet merveilleux que nous souhaiterions mettre en place à Biarritz.

Monsieur BOUDOUSSE

Pour aller plus loin, on est en train de discuter d'un projet sur le terrain ORANGE. C'est vraiment de cela dont nous devons délibérer ce soir. Le futur nous dira ce qu'on pourra réaliser dans le C.C.A.S. Lorsque j'ai quitté le C.C.A.S. à 16 h 30 avant de venir au Conseil Municipal de ce soir, il y a eu dans la presse de ce matin le relais de cette délibération. Au C.C.A.S., tout le monde est enjoué à l'idée que celui-ci pourrait migrer sur le terrain d'ORANGE. La demande initiale date d'il y a deux ans. Là, on arrive à concrétiser un projet autour de 130 employés de la Ville. Il faut le voir comme une opportunité et comme un projet d'avenir pour les employés de la Ville.

Monsieur MORIN

J'anticipe. Comme on dit, il faut toujours avoir un coup d'avance posée est : que va devenir le C.C.A.S. ? On n'est pas contre ce projet-là qui est peut-être plus proche de Pétricot, de La Négresse, de la gare, de ce que vous voulez. Pour moi, c'est encore une perte de foncier car cela va se passer ainsi. Vu que cela en découle, je ne peux pas être d'accord à 100 % avec cela.

Monsieur BARUCQ

Désenclaver le C.C.A.S., j'y suis tout à fait favorable et les arguments du Docteur BOUDOUSSE sont efficaces parce qu'effectivement les employés du C.C.A.S. ont des besoins. Ils ont souvent très peu de temps mort. Ils n'arrivent pas à se garer. Ils ont beaucoup de difficultés pour exercer leur métier. Cela est donc très bien. Cela permettra peut-être aussi de desservir encore mieux cette zone même si des lignes la desservent. Je voterai cette partie puisque c'est ce qu'on nous demande aujourd'hui. Cela me semble intelligent et j'avais pensé à déplacer le C.C.A.S., donc cela est très bien. En revanche, ce qu'on vous demande, et je crois qu'on est d'accord, c'est que nous débattions ensemble au sujet de ce foncier stratégique sur lequel se trouve le C.C.A.S. aujourd'hui et que vous nous soumettiez les différents projets afin qu'on se mette d'accord. Je ne suis pas persuadé que de faire du logement à cet endroit-là soit une bonne idée. Je pense qu'il faut que la Ville en garde la maîtrise. Un emplacement aussi central près du commissariat et de la Mairie est vraiment important. Donc si vous avez déjà des idées derrière la tête, ce serait bien de nous les soumettre afin de décider en commun de ce que nous ferons de cet emplacement.

Madame AROSTEGUY

De toute façon, ce projet prendra du temps parce que ce projet est commun avec le Département. C'est un projet à tiroirs qui nous donnera certainement l'occasion de débattre. Pour nous aujourd'hui, l'important est de sanctuariser la possibilité d'aller sur le terrain ORANGE et d'offrir des perspectives plus optimistes à nos agents du C.C.A.S. Concernant le reste, il y a plein de possibilités sur un foncier qui, vous l'avez dit, est éminemment stratégique.

Madame MOTSCH

Je souhaite juste rebondir et reprendre ce qu'a évoqué Guillaume BARUCQ. On est tous d'accord que l'idée est bonne. D'ailleurs, on l'avait tous dans nos programmes, donc on ne va pas la contester aujourd'hui. Pour nous, ce qui est inconfortable, et il faut le comprendre, c'est que c'est opération d'urbanisme à tiroirs et qu'on démarre l'opération 2 sans savoir ce qui va se passer dans l'opération 1. La transparence aurait commandé que vous disiez : « on a un terrain, un foncier d'une valeur vénale importante parce qu'il est situé en hypercentre-ville. On l'a déjà fait estimer et on a déjà fait une faisabilité à la louche. On peut en estimer tant et cela nous permettra de financer une opération de... ». Et pas que : « ce soir, l'objet de la délibération est la création du pôle social et solidaire » alors qu'on a déjà travaillé sur le foncier numéro 1. Vous nous avez dit que vous n'avez pas d'argent, mais comment allez-vous financer ce très beau projet sur ce terrain à Kennedy ? Ce qui est inconfortable, c'est d'avoir des petits bouts à chaque fois, au lieu d'avoir quelque chose de très transparent, porté à la connaissance de tous. On travaille à livre ouvert. On fait des Comités de pilotage. On associe tout le monde. Et à la limite, on fait un brainstorming comme le dit Guillaume où toutes les bonnes idées sont les bienvenues pour dire ce qu'on fait sur le terrain 1, comment on peut optimiser le terrain 2 et on travaille en construisant en intelligence collective. Et là, on aura dans un an la délibération sur l'opération numéro 1 avec un foncier qui montera en R+5 parce qu'il faut ménager les voisins. En termes d'urbanisme comme on a du R+6, vous serez de toute façon obligés de monter parce

que vous ne pouvez pas avoir de dent creuse. Vous serez donc nous expliquerez qu'il n'y a que 50 % qui partiront dans le privé et 50 % dans le social avec du B.R.S. et je pense que vous ferez un pied de bâti avec un peu de commerce parce que ce ne serait pas si idiot à cet endroit-là.

Madame AROSTEGUY

On prend note de votre suggestion.

Madame MOTSCH

Je suggère qu'il y ait au moins un Comité de pilotage et d'y associer les gens pour travailler ensemble.

Madame AROSTEGUY

Je pense qu'il y a toujours un membre de l'opposition dans les Commissions, donc si vous veniez vous seriez peut-être associée à chaque fois.

Madame MOTSCH

Cela s'appelle des urbanismes de projet, donc cela nécessite d'avoir un groupe de travail sur un foncier en particulier. Cela ne relève pas d'une Commission urbanisme. C'est un Comité de pilotage sur un projet.

Madame AROSTEGUY

On le découvre parce qu'au mandat précédent, on n'a pas connu cela.

Y a-t-il une autre intervention ? Je sou mets à vos votes. Y a-t-il des abstentions ? Deux abstentions. Y a-t-il des votes contre ? Un vote contre. Je vous remercie.

ADOpte AVEC 29 VOIX POUR

2 ABSTENTIONS : Lysiann BRAO, Brice MORIN

1 CONTRE : Patrick DESTIZON

13 - Compte de gestion 2021 : déclaration de conformité avec le Compte Administratif

Madame AROSTEGUY

Je passe maintenant la parole à Édouard CHAZOUILERES pour les questions concernant le compte administratif. Édouard va vous présenter l'ensemble des différents comptes et des différents budgets. Le Maire peut participer au débat, mais ne peut pas participer au vote. Donc on présente l'intégralité des présentations et on passera au débat. Ensuite, on votera toutes les délibérations en une seule fois pour que je ne sorte qu'une fois.

Monsieur CHAZOUILERES

Merci, Madame le Maire. En effet, quelques délibérations suivront. Ces délibérations concernent le compte administratif 2021. Je tenterai d'être relativement synthétique puisque vous avez eu la présentation très détaillée. Cette présentation a été travaillée par les services. Je remercie l'équipe de François-Noël MIRANDA ainsi que François LARTEGUY pour ce gros travail.

Avant d'examiner le compte administratif 2021, il y a la délibération numéro 13 qui nous demande d'examiner la conformité entre le compte de gestion et le compte administratif 2021.

En quelques mots, le compte de gestion est le pendant du compte administratif de la Ville, mais du côté du Comptable public. Ce compte retrace par exemple des comptes qui ne sont pas des comptes administratifs comme les comptes de trésorerie, de tiers, d'opérations hors bilan, des fournisseurs et des clients. Ce sont des comptes qui ne sont pas dans le compte administratif voilà pourquoi il y a un distinguo entre les deux comptes.

Il a fallu procéder au contrôle de conformité des deux comptes. Cela a été fait par les services de la Ville. Avant d'examiner le compte administratif, on vous demande de déclarer que le compte de gestion dressé par Monsieur le Trésorier Principal est en tout point conforme dans ses écritures au compte administratif 2021 et qu'il n'appelle aucune observation ou réserve de la part de notre Conseil Municipal.

Madame AROSTEGUY

Y a-t-il des abstentions ? Deux abstentions. Y a-t-il des votes contre ? Je n'en vois pas.

ADOPTÉ AVEC 30 VOIX POUR

2 ABSTENTIONS : Lysiann BRAO, Brice MORIN

14 - Compte Administratif 2021 - Budget Principal : examen et approbation

Monsieur CHAZOILLERES

Nous pouvons donc passer à la 14^e délibération qui concerne à proprement parler le compte administratif 2021.

Le compte administratif 2021 est le bilan de l'année passée. C'est un peu comme dans une entreprise. On a six mois pour déposer les comptes de l'année précédente.

L'année 2020 était une année à l'arrêt à cause de la crise sanitaire. L'année 2021 marque un retour, à la normale, progressif. On oublie très vite, mais je vous rappelle qu'en 2021 on a quand même eu un confinement du 3 avril au 3 mai 2021. On a eu quelques restrictions. Donc l'année 2021 a quand même été impactée. On ne peut pas considérer que l'année a été complètement normale. La saison a marqué le retour progressivement à la normale puisqu'on a revu beaucoup de fréquentation. En revanche, le tourisme d'affaires a été très perturbé et n'a repris qu'à partir de septembre. Et les événements culturels ont été très tardifs en fin d'année. L'année 2021 et encore une année un peu particulière.

On va examiner le **fonctionnement**. Il y a là le budget principal et le budget annexe. Après, on passera sur le budget principal. Vous voyez le trou d'air de recettes en 2020 puisqu'on passe de 58 à 55,9 ainsi que le véritable redressement en 2021. Ce trou d'air lié à l'année COVID, on le retrouve aussi en dépenses, même s'il est moindre. Vous voyez 47 500 000 € et 45 800 000 €. Il y a davantage de dépenses en 2021 puisque l'année est revenue quasiment à la normale.

Je vous dis cela pour vous proposer de mettre entre parenthèses l'année 2020 en tant qu'année de référence au cours de l'examen du compte administratif 2021 qu'on va réaliser là. Sinon, cela faussera les choses. Comme année de comparaison, on prendra l'année 2019.

Concernant la partie **budget annexe**, vous voyez le budget aussi l'année COVID a eu un très fort impact. Ce qui est à relever concernant le budget annexe pour le compte 2021, ce sont que les redevances commerciales reprennent. Cependant elles ne sont pas encore au niveau de l'année 2019. Le niveau a été redressé en 2021, mais pas encore au niveau de celui avant la crise. C'est le seul point que je souhaitais souligner s'agissant du budget annexe.

Désormais, je vous propose de nous concentrer sur l'analyse du budget principal et cela nous permettra de faire les comparaisons avec d'autres Villes. On parle toujours de budget principal à budget principal d'autant qu'à Biarritz, nous avons un budget annexe très particulier. Celui-ci est très important.

S'agissant des **recettes du budget principal**, Monsieur DESTIZON a souligné tout à l'heure le niveau élevé de l'épargne de gestion. C'est notre capacité à pouvoir financer notamment nos investissements. Cette santé financière, on la voit à travers la hausse des recettes. Cette hausse des recettes est bien plus rapide que celle des dépenses. Vous voyez qu'on réfléchit encore hors produits de cession concernant les recettes de gestion car comme l'on dit certains, les produits de cession peuvent être très ponctuels. Cela ne se renouvelle pas et cela vient polluer la lecture concernant la santé de la gestion de la Mairie. On réfléchit donc hors produits de cession. En 2019, vous avez 52 600 000 € de recettes et vous voyez qu'en 2021 nous avons eu une forte hausse avec + 3 700 000 € soit + 7 %.

Ensuite lorsqu'on regarde les **dépenses**, vous voyez que nous sommes sur une hausse, mais celle-ci est deux fois moindre à + 3 %.

Au final lorsque vous prenez les recettes moins les dépenses, vous avez l'**épargne de gestion**, c'est-à-dire ce qu'on est capable de mettre de côté. L'épargne de gestion se redresse. Celle-ci était déjà relativement bonne comme vous l'aviez dit Monsieur DESTIZON. Elle est à 8 800 000 €. Vous voyez vraiment qu'en 2021, on a un effet très fort avec une épargne de gestion qui gagne 2 300 000 € soit + 25 %. Cela décrit clairement la santé financière de la gestion, du fonctionnement de la Mairie. C'est un très bon indicateur concernant sa santé. Je dirais que ce niveau d'épargne est très satisfaisant. Il montre que les dépenses et les recettes sont maîtrisées. S'il faut être confiant via cet indicateur, je dirai qu'il faut rester prudent parce que c'est une photographie à un instant T de l'année 2021. En 2022, nous avons bien des événements, donc je nous encourage à rester prudent par rapport à ces chiffres tout en s'en satisfaisant. Les finances de la Ville sont saines grâce aux redressements du mandat précédent que nous avons poursuivi. Cependant, j'indiquerai de rester assez prudent pour l'avenir étant donné que le niveau des investissements à réaliser est très élevé comme le disait tout à l'heure Madame le Maire. On travaille sur la finalisation du P.P.I. d'ici la fin du mandat. On se rend compte clairement sans faire de folies que par rapport aux investissements nécessaires à la Ville de Biarritz que nos investissements sont deux fois plus importants que nos capacités pour investir où il faut et maintenir notre patrimoine. Même si on a des bonnes capacités, les investissements nécessaires représentent à peu près deux fois ce qu'on peut se payer. J'ai confiance, mais il faut être prudent par rapport à la somme pour les investissements à mener et par rapport aux quelques risques sur les dépenses de fonctionnement à venir.

Le focus sur les **recettes** est toujours intéressant à voir. Les recettes de fonctionnement d'une Ville et notamment de la nôtre sont principalement de la fiscalité

directe (impôts et taxes). Vous voyez qu'il y a 50 % de fiscalité à ajouter 27 % d'impôts et taxes. Vous avez donc 78 % de taxes et de fiscalité. Nous avons aussi les dotations et les subventions à hauteur de 9 %. Puis, il y a les produits et services, et domaines qui sont relativement importants à Biarritz en proportion des recettes. Nous sommes une Ville touristique où il y a une forte activité économique sur le domaine public.

Je vais vous faire un focus sur trois points. On a vu que les recettes étaient en forte hausse, donc elles se positionnaient bien. Elles sont liées à trois indicateurs, trois recettes qui montrent l'attractivité de la Ville. Je voulais montrer ceci. L'attractivité de la Ville peut être caractérisée par :

- Les droits de mutation : l'année 2021 est une année record avec 7 200 000 € alors qu'en 2019 on était plutôt à 5 400 000. C'est tout de même + 1 800 000 soit 33 %, donc cela est très important. Les droits de mutation sont à un niveau record. Vous avez vu que pour le budget 2022 a été établi en dessous de ce niveau record par prudence.
- La taxe de séjour a atteint son record en 2021 malgré le confinement, le tourisme incertain, et un Hôtel du Palais qui n'a ouvert que tardivement. Cette recette est tout de même très encourageante.
- Le stationnement est à l'image de la fréquentation. On a un niveau qui est quasiment le même que celui de 2019. Il est autour de 2 100 000, 2 200 000. Malgré la gratuité en 2021, on est revenu à un niveau de recettes qui montre l'attractivité et le niveau de fréquentation. Cela pose d'autres problèmes, mais en termes de recettes, cela ne pose pas de problème.

S'agissant des **dépenses**, ce qui est intéressant de voir comme pour les recettes c'est que nos activités sont des activités de service à la population puisque nous sommes une collectivité. C'est donc bien naturel que 50 % de notre budget de fonctionnement soit des charges de personnel. Vous voyez que la moitié du camembert est orange et ce sont les charges de personnel. Ces charges représentent 49 %. L'autre gros poste est les charges à caractère général pour 25 %. Ensuite, vous avez les subventions et participations pour 18 %. Puis, il y a quelques petits postes moins importants, mais sur lesquels je reviendrai pour expliquer leur évolution. Les charges de personnel sont un poste qui a évolué à la hausse en 2021. C'est + 1 700 000 sur 22 500 000 en 2021. On en a déjà parlé à l'occasion du budget primitif 2022 et aux orientations budgétaires, mais je voulais rappeler par rapport à cela que les frais de personnel ont été la conséquence de recrutements (entrées, sorties et création de postes). Cela représente 800 000 €. Les remplacements et les postes saisonniers sont en augmentation. De la même façon, ces postes sont là pour renforcer les équipes durant la période saisonnière. La partie des revalorisations de salaires est aussi importante. Ce sont des revalorisations réglementaires. Cela est lié à la loi de 2019. Il s'agit de réévaluation notamment des échelons C. Ces revalorisations ont été effectives et impactantes en 2020 et 2021. Ensuite, il y a aussi eu des rattrapages concernant 2020 parce que la Commission paritaire 2020 avait été reportée. Il y a eu des avancements de grade et des promotions internes. Vous voyez ce point en dernier et il représente 200 000 €. Il y a le G.B.T. que vous connaissez. Il est d'environ 120 000 € par an. C'est ce qui explique les frais de personnel et nous voulions vous donner ces indications.

Ensuite en termes de dépenses, nous voulions aussi rappeler qu'un des points majeurs proposés à l'occasion de la campagne en début de mandat était de renforcer le service à la population et le service de proximité. Cela a bien sûr eu un impact sur

les frais de personnel en termes de réorganisation ou de renfort, notamment sur :

- La santé
- La tranquillité publique et la protection civile
- Le stationnement, la mise en régie, la récupération et le contrôle des stationnements à STREETEO ont auguré des créations de postes. Je vous ai montré la dernière fois que nous sommes en passe d'être plus rentables que sous STREETEO.
- Service à la personne avec « Allô, Madame le Maire ! » et le guichet unique : des postes ont été mis sur ces services à la personne.

Ensuite concernant les dépenses réelles de fonctionnement, vous avez vu qu'un des gros points était les charges à caractère général. Là-dessus, nous n'avons pas de hausse par rapport à 2019. Vous diriez que ce n'est pas un succès, cependant s'en est un dans la maîtrise des dépenses puisque dès 2021 nous avons dû faire face à des hausses sur la partie fluide et carburant. Cela sera plus difficile pour les années à venir. Certains marchés ont été indexés à la hausse comme les marchés de prestation. Je pense au ramassage des déchets et à l'informatique. Puis, nous avons aussi eu le centre de vaccination qui a coûté 450 000 €. Cela compte dans les dépenses. Si la maîtrise n'avait pas été telle, on aurait eu une dérive des charges à caractère général. Cette maîtrise a été réelle sur ce poste qui est très important dans les dépenses.

Enfin ce qui explique aussi la hausse des dépenses, ce sont les versements de recettes. Il y a 500 000 € en plus qui sont dus à la loi liée aux pénalités SRU. En 2021, nous avons dû payer près de 500 000 € alors qu'en 2020 et 2019, nous étions à zéro. C'est ce qui explique ce différentiel.

Le focus sur les dépenses a été travaillé par politique publique. Vous voyez que l'administration générale qui est dans les dépenses de fonctionnement il y a les fonctions supports de la Mairie (les RH, les finances, la commande publique, l'informatique). Ce ne sont pas des choses qu'on peut distinguer par politique publique. Le C.T.M. sur la partie logistique des bâtiments représente 30 % des dépenses réelles de fonctionnement. Après, vous voyez par politique publique :

- La plus importante proportion est le sport et la jeunesse : 14 %
- L'aménagement et les services urbains avec 10 %
- La culture : 9 %
- L'enseignement : 7 %
- La sécurité : 6 %. Celle-ci a été renforcée.
- Les espaces verts et le social : 6 %
- La voirie : 4 %
- La propreté : 5 %

Je trouve qu'il est intéressant d'avoir cette vision par politique publique pour voir quel est notre budget de fonctionnement. Vous avez le camembert qui vous indique ceci.

Ensuite, on passe à l'**investissement** pour lequel on vous dit que ce fut une année importante en termes d'investissements lorsqu'on fait la somme du budget primitif, des décisions modificatives et du reste à réaliser N-1. Sur la présentation suivante, vous verrez les dépenses d'équipement pour 17 000 000 € en 2021, ce qui est un niveau élevé. C'est le même que celui qu'il y avait lors de la dernière année du mandat précédent en 2019. Par conséquent par rapport à des années classiques, nous

sommes à un niveau au-dessus. Nous avons 2 000 000 € d'investissement par an, soit 15 000 000 € en année moyenne.

Le taux de réalisation est un indicateur intéressant. Il indique ce qu'on a réalisé réellement en 2021 par rapport à ce qui était prévu. Ce taux est de 70 %. Cela est intéressant car cela signifie que nous sommes allés au bout de la plupart des investissements et qu'on en reporte moins. D'habitude, nous sommes plus à 60 ou 65 %. Cela montre que malgré une année perturbée en 2021 les équipes ont bien travaillé quant à la réalisation des investissements que nous avons votés.

Ensuite, vous avez quelques rappels de dépenses d'investissement sur l'année 2021 pour dire ce que nous avons fait avec ces 17 000 000 €. Nous avons réalisé :

- Une partie de Victor Duruy et en 2022 sa rénovation sera finalisée.
- Le programme de logements Loustau qui a été voté l'autre fois : 700 000 €.
- La maison sociale : 250 000 €
- Les bâtiments de la Mairie : 300 000 €
- La sécurité des bâtiments de la police municipale : 350 000 €
- L'acquisition de véhicules : cela se voit moins, mais n'en demeure pas moins important car de nombreux véhicules étaient âgés notamment des véhicules techniques. Ceux-ci ont donc été renouvelés. Une flotte de véhicules légers a été renouvelée par une flotte électrique.
- Voirie : 3 000 000 € (Saint-Martin autour du collecteur, le plan trottoir renforcé de 700 000 €, des requalifications dans le reste de la Ville pour 700 000 € et un plan voirie à 215 000 €.

Enfin, cela a été une année particulièrement importante sur des travaux liés à l'environnement comme :

- Le confortement des falaises : 4 000 000 €
- La renaturation de la Côte des Basques : 270 000 €
- Les travaux sur le littoral puisqu'il n'y a pas que la Côte des Basques. Il y a d'autres travaux au nord notamment.
- Le réseau séparatif des eaux usées : ce budget a été utilisé à hauteur de 550 000 €
- L'acquisition du terrain Grammont : 1 600 000 €.

Voilà pour les principales dépenses d'investissement de l'année 2021. C'est tout de même intéressant de mettre des réalisations derrière le chiffre de 17 000 000 €.

Ensuite, les recettes qui ont permis ces investissements sont composées de :

- Subventions : 900 000 €
- Dotations ressources (F.C. T.V.A. et la taxe d'aménagement)
- L'excédent de fonctionnement de l'année précédente a été capitalisé : 2 500 000 €
- La cession foncière est de 1 987 000 € sur Bigueyrie. Ce montant a enfin été perçu par la Ville après quelques années de suivi de dossier.
- Nouvel emprunt : 4 700 000 €. Ce montant est classique par rapport aux années précédentes. On tournait aux alentours de 4 200 000 et 4 700 000.

C'est ce qui a permis de financer ces investissements.

S'agissant de la **dette**, celle-ci est stable au 31 décembre 2021, mais cela est dérisoire (- 0,37 % par rapport à 2020). L'encours de la dette est stable à hauteur de 44 500 000 € au 31 décembre 2021. Comme vous l'avez dit tout à l'heure, cela nous permet de regarder cet indicateur qui permet de tester la santé financière de la Ville. Cependant, il est à prendre avec des pincettes car il est à un instant T. Par conséquent, le ratio de l'encours de dette divisé par l'épargne est de 4,1 ans fin 2021. L'épargne est la capacité à rembourser cette dette et si on utilisait toute l'épargne pour rembourser la dette, on ne ferait rien d'autre que de rembourser la dette. L'encours a donc un niveau très faible. Celui-ci a continué à baisser puisqu'on était à 4,9 en 2019. La tendance est baissière et il faudra la tenir, ce qui ne sera pas forcément évident. En revanche lorsqu'on se compare aux autres Villes touristiques de notre strate, la moyenne est de 6,2 ans, donc on est bien placé. Vous savez que le seuil d'alerte est à 12 ans, donc on s'en est éloigné alors qu'en 2013 on était complètement dedans. On était à 14 ans à l'époque.

Ainsi est le commentaire du compte administratif 2021 que je voulais vous faire. Désormais, on va passer au débat.

Monsieur DESTIZON

Mes chers collègues, je ne vais pas reprendre tout ce qu'a dit Édouard CHAZOUILLERES. Je vais juste reprendre quelques éléments qui me semblent significatifs.

Au niveau de l'état d'exécution du budget principal, on est à peu près au niveau des dépenses à un peu plus de 50 500 000 et 27 500 000 en investissement.

Le taux de réalisation en investissement pour le budget principal est d'un peu plus de 77 %. C'est quand même un peu faible. Cela montre que le taux de réalisation n'est pas très élevé. Il faudra viser à l'avenir à l'améliorer. Je passe rapidement sur l'état d'exécution.

Je vais en venir au sujet essentiel qui est l'épargne de gestion. L'épargne de gestion au niveau du budget principal avec les produits de cession est à un peu plus de 57 000 000 € en recettes. Comme vous l'avez rappelé, la plupart des postes seront rapprochés d'une année normale après l'année 2020 qui a été chahutée à cause de la crise COVID.

Au niveau des dépenses, on est à peu près à 45 200 000 € en 2021. On peut noter une forte augmentation des charges de personnel avec une croissance de plus de 7 % par rapport à 2020 et de 8,2 % par rapport à 2019 ce qui est plus parlant puisque l'année 2019 est une année normale. Je rappelle qu'il faut faire attention aux charges de personnel parce que ce sont des charges fixes du fait du statut de la fonction publique. Si un jour il y a une contraction des recettes conjoncturelles, ce seront des dépenses extrêmement rigides à la baisse et il faut éviter l'effet ciseau. Il faut faire attention à maîtriser les dépenses de personnel qui sont des dépenses extrêmement rigides à la baisse.

L'épargne de gestion s'établit à un peu plus de 12 000 000 € et l'épargne brute à 11 700 000 €. Mais si on ne tient pas compte des produits de cession, l'épargne est à un peu plus de 11 000 000 € et l'épargne brute à 10 700 000 € tous budgets confondus. Hors produits de cession, l'épargne brute s'établit à 12 800 000 € et si on

intègre les produits de cession 13 800 000 €. Cela est considéré comme très bien. Cela veut dire que la quasi-totalité des investissements pourrait être financée par autofinancement puisque vous avez parlé de 14 000 000 ou 15 000 000 € d'investissement. On a 13 800 000 € avec les produits de cession. C'est beaucoup. C'est très bien. Pour faire quoi ? Il y a tout de même beaucoup de projets sont en panne et je le regrette. Le but d'une Mairie n'est pas d'accumuler de l'épargne, mais c'est aussi de faire des choses. Le stade, on n'en parle plus. Les falaises, on n'en parle plus. Je parle des gros dossiers. Un certain nombre d'événements culturels sont supprimés. Les subventions sont rabotées. On vend une partie du patrimoine alors que cela n'est pas justifié vu les chiffres, que je viens de dire et qui sont exceptionnellement bons. À un moment donné, c'est bien de développer de l'épargne et je vous en félicite, mais il faut aussi passer à de lourdes réalisations.

Au niveau des ratios, le ratio des dépenses réelles de fonctionnement sur la population D.G.F. repart à la hausse. Avec 1 238 € par tête, c'est une bonne chose.

La capacité de remboursement dynamique de la dette que vous évoquiez, c'est-à-dire la capacité à rembourser notre dette, si nous y consacrons la totalité de notre épargne brute hors produits de cession, ce que nous ne faisons jamais, est de 4 ans si on prend le budget principal. Si on intègre les budgets annexes où la dette est importante avec l'ancienne dette de Biarritz Océan ex-PPP qui est de l'ordre de 70 000 000 € tous budgets cumulés, on serait inférieur à six ans. Là aussi, c'est une bonne chose. Je regrette qu'il n'y ait pas eu un état descriptif de la dette dans les documents qui nous ont été fournis. Du moins, je ne l'ai pas trouvé. Cependant, on le retrouve puisqu'il suffit de multiplier la dette par population D.G.F. Enfin, ce serait tout de même mieux d'avoir l'état descriptif de la dette emprunt par emprunt. Normalement, il nous est fourni.

Les résultats sont bons et je ne vais pas dire le contraire. Ils sont même excellents, et si j'osais, je dirais même qu'ils sont presque trop bons parce qu'un certain nombre de projets ne sont pas réalisés pour l'instant. C'est bien d'avoir une épargne brute aussi élevée. Encore une fois, je vous en félicite. Maintenant, il va falloir un peu dépenser.

Monsieur CHAZOILLERES

Je vais vous répondre sur ce point, Monsieur DESTIZON. Je partage votre point de vigilance au sujet des frais de personnel. Nous en sommes tous convaincus. Il y avait un rattrapage à réaliser et il fallait renforcer certains services.

Concernant la partie épargne, vous nous encouragez à dépenser plus. Très bien, on prend le point.

En revanche lorsque vous regardez le budget primitif 2022, on ne peut pas dire qu'on n'a pas prévu des investissements puisqu'on est à plus de 16 000 000 € d'investissement. Vous avez aussi vu qu'en 2022, nous avons eu à faire face à des besoins notamment pour l'Hôtel du Palais. Si nous n'avions pas eu les marges de manœuvre, cela aurait été plus délicat. Je prends le point. On restera ambitieux sur les investissements, mais toujours avec cette vision que l'avenir sera peut-être moins rose.

Monsieur MORIN

Il est vrai que tous les ans on parle un peu de la même chose bon résultat pour la Ville, mais ce qui me choque ce sont les droits de mutation de 21 000 000 €. On se doute pourquoi. C'est ce qui fait qu'on ne peut plus se loger ici.

Vous n'avez pas parlé des recettes de la surtaxe sur les résidences secondaires de 1 800 000 € et des taxes de séjour liées au tourisme. Cela fait un peu plus de 11 000 000 €.

Je n'ai pas tout lu dans le détail, mais il me semble qu'il n'y a pas de résumé sur les investissements consacrés aux logements sociaux par an. Ces investissements sont à hauteur de 10 000 000 €. Nous mettrions la totalité dans la réalisation de logements sociaux. J'aimerais avoir un comparatif pour savoir quel est le budget de la Ville par an au sujet de la création de logements sociaux. Je rappelle que la loi SRU nous impose de créer 357 logements sociaux par an pour rattraper quelque chose qui sera certainement irrattrapable. On était aux alentours de 78 logements. En fonction des projets, cela doit varier. On est tout de même à quatre fois moins.

Comme on le disait, les finances sont très saines. Nous avons tout de même 9 000 000 € qui sont liés aux ventes et à la surtaxe, donc ne serait-il pas temps de mettre le paquet sur les logements sociaux ?

Monsieur CHAZOILLERES

Là, nous avons examiné les comptes 2021, donc ce que vous indiquez concernant la taxe sur les résidences secondaires sera sur 2022.

Monsieur MORIN

Oui, ce sera l'année prochaine. J'ai dit 10 000 000 €. J'avais mis 11 000 000, mais j'enlève 10.

Monsieur CHAZOILLERES

Concernant les logements sociaux, j'ai évoqué le programme Loustau à hauteur de 700 000 €.

Monsieur MORIN

Ce serait bien que nous ayons un bilan car l'année prochaine il y aura d'autres investissements concernant la création de logements. Il serait bien que tous les ans nous ayons un bilan sur le logement comme vous le faites pour pas mal de choses. Il me semble que les logements sont de première importance. Je ne sais pas si on peut les classer, mais c'est quelque chose d'assez urgent. On crée des logements, mais il ne faut pas oublier qu'on devrait être à 357 logements, or on en est loin.

Concernant les rénovations des écoles, on a parlé de Victor Duruy. Je vous avais déjà demandé en janvier pour avoir un plan jusqu'en 2026 mentionnant toutes les écoles et les travaux prévus pour chaque école de Biarritz. Ensuite, il y a tous les travaux récurrents pour plus de 2 000 000 € pour les gros bâtiments (casino, Bellevue, Gare du Midi). Là aussi, avez-vous un bilan ? Connaît-on le coût total ? Parce que 2 000 000 € d'entretien et de réparations, c'est tout de même énorme. Est-ce qu'on atteint ce montant-là ou pas ? J'avais pris l'exemple du casino dont la provision est de 750 000 €. Y a-t-il vraiment 750 000 € de frais d'entretien pour le casino en 2021 ?

Monsieur CHAZOILLERES

Nous examinons des dépenses réalisées, donc oui ces dépenses ont été réalisées.

Monsieur MORIN

Comme c'était un prévisionnel, est-ce la même chose pour le Bellevue et la Gare du Midi ?

Monsieur CHAZOILLERES

Sur le compte administratif, c'est effectif (réalisé et payé). En 2022 sur le budget primitif, c'est du prévu.

Monsieur MORIN

Donc, on va mettre 4 000 000 € tous les ans pour l'entretien de ces quatre bâtiments ?

Monsieur CHAZOILLERES

Non pas tous les ans.

Monsieur MORIN

Cela revient en général.

Monsieur CHAZOILLERES

Oui, on a un budget d'entretien et de maintenance sur les bâtiments qui est important puisque notre patrimoine est important en nombre. De plus, ce patrimoine n'a pas été forcément entretenu de la meilleure des façons par le passé comme le disait Madame le Maire. Je rappelle l'exemple du Bellevue, la provision était de 1 800 000 dans nos comptes et cette année on ajoute 2 500 000 de provisions. Vous le verrez dans le budget supplémentaire. Malgré tout, nous serons encore loin des budgets réels pour réaliser les travaux du Bellevue. Oui, on provisionne pour entretenir le patrimoine.

On s'était arrêté sur le budget principal.

Concernant le budget annexe, il n'y a pas de choses majeures. Vous connaissez le budget annexe du Port des Pêcheurs. Aucun point particulier n'en ressort.

Concernant l'annexe soumise à la T.V.A., on n'en a parlé tout à l'heure et j'en ai fait la présentation.

Et concernant la Z.A.C. Kléber et la zone Aguilera, il n'y avait pas de points particuliers. S'il n'y a pas d'autres commentaires ou questions sur ce compte administratif 2021 par budget, nous allons pouvoir passer au vote.

Madame AROSTEGUY

Je dois nommer un président. À ce moment-là Édouard CHAZOILLERES préside cette séance. Je sors.

C'est donc en application de l'article L 2121-14 et aussi de l'article L 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, que le Président de la séance a été nommé.

Il a été proposé au Conseil municipal la candidature de Monsieur CHAZOILLERES pour prendre cette présidence.

Madame le Maire s'est retirée conformément à la loi.

M. CHAZOILLERES a été nommé Président et a mis aux voix le Compte Administratif **2021**.

ADOPTÉ AVEC 21 VOIX POUR

8 ABSTENTIONS : Guillaume BARUCQ, Lysiann BRAO, Jean-Baptiste

DUSSAUSSOIS-LARRALDE, Corine MARTINEAU, Brice MORIN, Nathalie MOTSCH, Sébastien CARRERE, Patrick DESTIZON

Mme AROSTEGUY n'a pas participé au vote.

15 - Compte Administratif 2021 - Budget principal : décision d'affectation du résultat de fonctionnement 2021

Monsieur CHAZOILLERES

Nous commençons par le budget principal avec la décision d'affectation du résultat de fonctionnement 2021.

Monsieur DESTIZON

Pouvons-nous définir les conditions de vote une fois pour toutes afin de gagner du temps ?

Monsieur CHAZOILLERES

Tout à fait.

Monsieur DESTIZON

Abstention pour tous les postes sauf le Port des Pêcheurs.

Monsieur CHAZOILLERES

Est-ce une position globale l'abstention ? OK, donc huit. Et pour le Port des Pêcheurs, de la même façon ? Très bien, c'est une unanimité. Le budget principal est voté moins huit voix d'abstention.

ADOpte AVEC 24 VOIX POUR

8 ABSTENTIONS : Guillaume BARUCQ, Lysiann BRAO, Jean-Baptiste DUSSAUSSOIS-LARRALDE, Corine MARTINEAU, Brice MORIN, Nathalie MOTSCH, Sébastien CARRERE, Patrick DESTIZON

16 - Compte administratif 2021 - Budget annexe du Port des Pêcheurs : examen et approbation

Monsieur CHAZOILLERES

Le budget annexe du Port des Pêcheurs est voté à l'unanimité

ADOpte À L'UNANIMITÉ

Mme AROSTEGUY n'a pas participé au vote.

17 - Compte administratif 2021 - Budget annexe Port des Pêcheurs : décision d'affectation du résultat de fonctionnement 2021

ADOpte À L'UNANIMITÉ

Mme AROSTEGUY n'a pas participé au vote.

18 - Compte Administratif 2021 - Budget annexe ZAC KLEBER : examen et approbation

Monsieur CHAZOILLERES

Le budget annexe de la Z.A.C. Kléber est voté moins huit voix d'abstention.

ADOpte AVEC 21 VOIX POUR

8 ABSTENTIONS : Guillaume BARUCQ, Lysiann BRAO, Jean-Baptiste DUSSAUSOIS-LARRALDE, Corine MARTINEAU, Brice MORIN, Nathalie MOTSCH, Sébastien CARRERE, Patrick DESTIZON

Mme AROSTEGUY n'a pas participé au vote.

19 - Compte Administratif 2021- Budget annexe ZAC KLEBER : décision d'affectation du résultat de fonctionnement 2021

ADOpte AVEC 24 VOIX POUR

8 ABSTENTIONS : Guillaume BARUCQ, Lysiann BRAO, Jean-Baptiste DUSSAUSOIS-LARRALDE, Corine MARTINEAU, Brice MORIN, Nathalie MOTSCH, Sébastien CARRERE, Patrick DESTIZON

20 - Compte administratif 2021 - Budget annexe Immeubles et Activités soumis à la TVA : examen et approbation

Monsieur CHAZOILLERES

Le budget annexe SPIC T.V.A. moins huit voix d'abstention.

ADOpte AVEC 21 VOIX POUR

8 ABSTENTIONS : Guillaume BARUCQ, Lysiann BRAO, Jean-Baptiste DUSSAUSOIS-LARRALDE, Corine MARTINEAU, Brice MORIN, Nathalie MOTSCH, Sébastien CARRERE, Patrick DESTIZON

Mme AROSTEGUY n'a pas participé au vote.

21 - Compte administratif 2021 - Budget annexe des immeubles soumis à la TVA : décision d'affectation du résultat de fonctionnement 2021

ADOpte AVEC 24 VOIX POUR

8 ABSTENTIONS : Guillaume BARUCQ, Lysiann BRAO, Jean-Baptiste DUSSAUSOIS-LARRALDE, Corine MARTINEAU, Brice MORIN, Nathalie MOTSCH, Sébastien CARRERE, Patrick DESTIZON

22 - Compte administratif 2021 - Budget annexe ZONE AGUILERA : examen et approbation

Monsieur CHAZOILLERES

Le budget annexe zone Aguilera moins huit voix d'abstention. Et, nous avons fait le tour.

ADOpte AVEC 21 VOIX POUR

8 ABSTENTIONS : Guillaume BARUCQ, Lysiann DUSSAUSSOIS-LARRALDE, Corine MARTINEAU, Brice MORIN, Nathalie MOTSCH, Sébastien CARRERE, Patrick DESTIZON

Mme AROSTEGUY n'a pas participé au vote.

23-Compte administratif 2021 - Budget annexe ZONE AGUILERA : décision d'affectation du résultat de fonctionnement 2021

ADOPTÉ AVEC 24 VOIX POUR

8 ABSTENTIONS : Guillaume BARUCQ, Lysiann BRAO, Jean-Baptiste DUSSAUSSOIS-LARRALDE, Corine MARTINEAU, Brice MORIN, Nathalie MOTSCH, Sébastien CARRERE, Patrick DESTIZON

24 - Budget supplémentaire 2022 - Budget principal : examen et vote

Monsieur CHAZOILLERES

Nous passons à la délibération 24 avec le budget supplémentaire 2022. Il suit toujours l'adoption du compte administratif.

Oui, pardon, dans le vote que j'ai soumis il y avait la décision d'affectation du résultat. Cela va mieux en le disant, mais cela allait sans dire. C'est bon, pas de remarque ?

Concernant le budget supplémentaire 2022, le **budget principal** s'équilibre en recettes et en dépenses à la somme de 35 800 000 €. Cette somme est répartie :

- De 8 700 000 € en fonctionnement
- De 27 100 000 € d'euros en section d'investissement

Cette année est particulière notamment avec les opérations d'ordre sur l'opération de capitalisation liée au Palais qu'on a voté le 11 avril.

Je vous fais un focus sur les **nouvelles recettes** du budget supplémentaire. En cours d'année, on a des nouvelles recettes. On les constate au cours de l'année précédente et la façon dont nous les utilisons au cours de l'année (nouveaux projets, financement des projets en cours). Le résultat net de fonctionnement est de 4 200 000 € qu'on reporte de 2021. Nous avons inscrit + 200 000 € pour les droits de mutation et des recettes exceptionnelles de 100 000 €. Ce sont les principales nouvelles recettes de fonctionnement.

Concernant les principales **nouvelles dépenses de fonctionnement**, il faut estimer parfois quelques dérives. On va le voir sur les fluides et le carburant. Il faut anticiper cette hausse. L'impact sur l'année 2022 est estimé à 250 000 € sachant que l'énergie n'impacte qu'un semestre. L'année prochaine, il faudra bien sûr anticiper une dérive plus importante. On a aussi des prestations de services location qui ont été réévaluées de 660 000 € et des honoraires et frais d'actes pour 239 000 €. Ensuite concernant les charges de personnel et les frais assimilés, on avait déjà anticipé dans le budget primitif 2022 une hausse notamment avec la hausse du point. Cependant là, nous avons souhaité ajouter un peu plus de 100 000 € sur les charges de personnel et frais assimilés. Il y a 300 000 € de plus sur les subventions et 200 000 € sur la partie provision. Ce sont les principales nouvelles dépenses de fonctionnement.

Concernant les **recettes d'investissement**, il y a le virement de 6 700 000 € sur la section de fonctionnement. L'intégration de la dette E.P.F.L. est une opération d'ordre de 1 100 000 €.

Concernant les **dépenses d'investissement**, c'est peut-être plus. On inscrit au budget supplémentaire 2022 par rapport au budget primitif voté en début d'année des dépenses d'investissement supplémentaire parce qu'il y a eu sur les programmes prévus des ajouts, des nécessités d'investir davantage. C'est le cas concernant l'École Victor Duruy au sujet du programme qui se terminera au cours de cette année 2022. On avait un B.P. 2022 à 1 300 000 €. Nous ajoutons 920 000 € pour finir le programme de rénovation sur 2022 pour Victor Duruy. Pour le terrain Grammont, 250 000 € ont glissé de 2021 à 2022. Pour l'acquisition de matériel et de matériaux, nous ajoutons 150 000 € afin de faire face notamment à la montée des prix des matériaux. 150 000 € de travaux sont nécessaires pour les bâtiments sportifs en 2022. Je rappelle que le montant était déjà de 420 000 €, donc on ajoute tout de même 150 000 € pour arriver à près de 600 000 €. Enfin, il y a des études urbaines et le pilotage de vagues de submersion concernant le logiciel Infoplages. On a besoin de crédits supplémentaires à hauteur de 150 000 € par rapport au B.P. voté en début d'année. Ce sont les nouvelles dépenses d'investissement.

Je passe en revue tous les budgets puis nous lancerons le débat.

Concernant les autres budgets, il n'y a rien de particulier que cela soit pour Aguilera, Kléber ou le Port des Pêcheurs. On est simplement sur l'intégration des résultats et des crédits en report de 2021 à 2022. C'est la raison pour laquelle je ne fais pas de commentaire particulier concernant ses budgets.

Tout à l'heure, j'ai évoqué qu'il y a en dépenses 2 500 000 € de provisions concernant le budget annexe du SPIC T.V.A. Ces 2 500 000 € sont prévus pour couvrir une partie des travaux à faire à l'avenir au Bellevue.

J'en ai fini avec les commentaires sur le budget supplémentaire des différents budgets.

Monsieur BARUCQ

Je vois passer dans les dépenses supplémentaires une dépense pour Infoplages. Qu'est-ce que cela recoupe ? En effet, j'ai eu la déception de voir au même titre que quelques centaines d'utilisateurs que l'application Biarritz Infoplages n'était plus en service alors que c'était tout de même une innovation de la Ville. Est-ce que vous la remettrez en service ou avez-vous prévu de faire autre chose avec ce budget ?

Madame AROSTEGUY

Au départ, c'était une très belle idée sauf qu'ensuite la Communauté d'Agglomération a construit un outil beaucoup plus complet et qui comprend l'intégralité des plages. Cet outil était donc redondant avec ce que propose la Communauté d'Agglomération, donc Kalilo fait le travail d'Infoplages. Nous économisons donc de l'argent en ayant les mêmes informations. Voilà l'origine de la suppression d'Infoplages. Ce qui a été construit avec Infoplages a servi à alimenter Kalilo.

Monsieur BARUCQ

Je ne peux tout de même pas vous laisser dire cela. Je suis d'accord que Kalilo regroupe toutes les plages, mais l'information est beaucoup moins complète. S'agissant de la qualité de l'eau, c'est soit l'eau est conforme soit elle est non conforme. Il y a deux niveaux au lieu de quatre. Le but de Biarritz Infoplages était d'avoir un état actuel de la qualité de l'eau, une alerte dès qu'il y avait des déversements et une prévision de l'évolution sur 24 heures. Ces informations ne sont pas proposées par Kalilo.

Monsieur CHAZOILLERES

Je me permets de répondre et de compléter. Kalilo ne donne pas de prévisions à long terme effectivement. Le modèle informatique de prévisions qui existaient pour Infoplages existe toujours et tourne toujours. Les prévisions sont toujours présentes. Kalilo est implémentée par les mêmes informations qu'à l'époque de Biarritz Infoplages. C'est juste la façade qui change. La façade s'appelle maintenant Kalilo. On avait Infoplages. Ce sont exactement les mêmes informations qui sont retransmises. Cette plateforme n'appartient plus à la Ville puisqu'elle appartient à l'Agglomération. Le modèle informatique et les prévisions sont toujours payés par la Ville et sont toujours implémentés.

Monsieur BARUCQ

Je me doute que le modèle existe toujours et que vous y avez accès, mais cela renforce le décalage entre l'information que vous avez en tant qu'Adjoint à l'environnement et l'information communiquée aux usagers. Je le sais parce que j'ai eu ces informations-là. L'information à destination des usagers est vraiment minimale. On lui dit uniquement : c'est conforme ou pas conforme. Il me semble qu'on a obtenu le pavillon bleu. Vous êtes Vice-présidente à l'assainissement et il me semble que cela ne va pas dans la démarche vertueuse qu'on avait mise en place.

Monsieur CHAZOILLERES

C'est exactement la même chose, voire mieux, vu qu'en plus la C.A.P.B. nous informe de tout ce qui se passe autour de nos plages.

Madame AROSTEGUY

Il ne me semble pas que lorsqu'il y avait une pollution qu'Infoplages permettait de savoir à quelle heure la plage allait être rouverte parce qu'on ne le sait pas tant qu'on n'a pas le résultat des contre-analyses. De toute façon, Infoplages ne donnait pas plus d'informations. L'utilisateur a juste besoin de savoir si la qualité de l'eau est conforme ou pas et s'il peut se baigner ou pas.

Monsieur BARUCQ

Il y a différents niveaux de pollution. Encore une fois, Biarritz Infoplages proposait quatre niveaux de qualité même si les informations étaient rudimentaires. Là, vous ne savez pas si l'eau est de qualité moyenne, satisfaisante, bonne ou très bonne. La notion de conforme ou pas conforme ne renseigne pas suffisamment les baigneurs.

Madame AROSTEGUY

Si, car cela me dit si je peux me baigner en toute sécurité ou pas avec mes enfants sur une des plages. De plus là, j'ai un téléphone, la météo, les aires de surveillance. J'ai vraiment tout. Si je prends Port-Vieux et que je compare avec Infoplages, cela était très pauvre. Les informations étaient focalisées pour faire peur aux gens en disant : c'est un tout petit peu moins bon sans donner une réponse satisfaisante. Aujourd'hui le politique pilote dit : oui, vous pouvez vous baigner. D'ailleurs, vous avez vu qu'il y a eu des déversements hier pendant la nuit. On a été informé et en fonction des informations on a donné la consigne de fermer en prévision des contre-analyses. Que me dit Infoplages ? Kalilo me dit qu'une pollution est en cours, mais ne peut pas me donner plus d'informations puisque je ne lisais pas moi-même. C'est une façon aussi de remettre Biarritz au sein de la Communauté d'Agglomération et de ne pas toujours faire les choses séparément en pensant qu'on les fait mieux.

Monsieur BARUCQ

Attention Madame le Maire, vous êtes en train de vous faire avoir par la Communauté d'Agglomération qui ne fait pas mieux les choses que nous. On ne passera pas le Conseil sur ce sujet. Je vous ferai un édit spécifique pour vous expliquer les différences. Les usagers les ont déjà remarqués et je peux vous dire que cette application est beaucoup moins informative à tous niveaux. Kalilo est beaucoup moins informatif que Biarritz Infoplages.

Madame AROSTEGUY

C'est un point de désaccord. Effectivement, on ne va pas passer le Conseil là-dessus. Y a-t-il d'autres interventions ? Non. Qui s'abstient ? Une abstention. Qui vote contre ?

Monsieur CHAZOILLERES

Vous votez pour le budget supplémentaire ?

Madame AROSTEGUY

On a fini avec le Port des Pêcheurs, on est allé beaucoup plus loin.

Monsieur CHAZOILLERES

Que faites-vous concernant tous les budgets ? Abstention ?

Monsieur DESTIZON

Pour simplifier, je m'abstiens sur tout sauf pour le Port des Pêcheurs.

Monsieur CHAZOILLERES

OK, abstention.

Madame AROSTEGUY

De 24 à 28.

Monsieur CHAZOILLERES

C'est le même vote que pour le compte administratif.

ADOpte AVEC 24 VOIX POUR

8 ABSTENTIONS : Guillaume BARUCQ, Lysiann BRAO, Jean-Baptiste DUSSAUSOIS-LARRALDE, Corine MARTINEAU, Brice MORIN, Nathalie MOTSCH, Sébastien CARRERE, Patrick DESTIZON

25 - Budget Supplémentaire 2022 - Budget annexe Port des Pêcheurs : examen et vote

ADOpte À L'UNANIMITÉ

26 - Budget supplémentaire 2022 - Budget annexe ZAC KLEBER : examen et vote

ADOpte AVEC 24 VOIX POUR

8 ABSTENTIONS : Guillaume BARUCQ, Lysiann BRAO, Jean-Baptiste DUSSAUSOIS-LARRALDE, Corine MARTINEAU, Brice MORIN, Nathalie MOTSCH, Sébastien CARRERE, Patrick DESTIZON

27 - Budget supplémentaire 2022 - Budget annexe SPIC T**ADOpte AVEC 24 VOIX POUR**

8 ABSTENTIONS : Guillaume BARUCQ, Lysiann BRAO, Jean-Baptiste DUSSEAUSSOIS-LARRALDE, Corine MARTINEAU, Brice MORIN, Nathalie MOTSCH, Sébastien CARRERE, Patrick DESTIZON

28 - Budget supplémentaire 2022 - Budget annexe Zone Aguilera : examen et vote**ADOpte AVEC 24 VOIX POUR**

8 ABSTENTIONS : Guillaume BARUCQ, Lysiann BRAO, Jean-Baptiste DUSSEAUSSOIS-LARRALDE, Corine MARTINEAU, Brice MORIN, Nathalie MOTSCH, Sébastien CARRERE, Patrick DESTIZON

29 - Taxe de séjour : adoption de nouveaux tarifs**Madame AROSTEGUY**

Nous quittons les budgets pour passer à la taxe de séjour. Fabrice-Sébastien BACH parlez-nous de l'adoption de nouveaux tarifs.

Monsieur BACH

Les tarifs actuellement applicables à la taxe de séjour perçue par la Ville de Biarritz ont été modifiés pour la dernière fois par délibération du Conseil Municipal du 28 septembre 2018 pour toutes les catégories.

Il vous sera demandé de réviser les tarifs de la taxe de séjour récapitulés ci-dessous. Je vous épargne la lecture de chaque ligne. Il faut retenir qu'il y a une augmentation départementale à hauteur de 10 % ce qui fait que nos tarifs passent de 4,30 € à 4,73 € par exemple et ainsi de suite jusqu'au bout.

Mes chers collègues, je vous propose de délibérer.

Monsieur DESTIZON

On en a parlé en Commission des finances. Là, on est au plafond pour la taxe de séjour. Regardons par rapport aux Villes voisines pour voir à quel niveau on est comparativement aux Villes balnéaires de la région.

Monsieur CHAZOILLERES

Nous l'avons fait. Des campings jusqu'aux deux étoiles, on est à des niveaux équivalents à Bidart, Saint-Jean-de-Luz et Bayonne. Et pour les catégories au-dessus puisqu'on a tout de même une hôtellerie très à part sur la Côte Basque, on est au-dessus de nos voisins, mais en revanche on est comparable à des destinations comme La Baule ou Menton pour de l'hôtellerie de quatre à cinq étoiles et palace.

Monsieur CARRERE

J'ai une remarque. Tout à l'heure Monsieur CHAZOILLERES, vous avez indiqué qu'on avait fait une très bonne année s'agissant de la taxe de séjour en 2021, donc je me questionne sur l'intérêt de mettre ces taux au taquet. Là aussi n'y avait-il pas un intérêt à garder une réserve fiscale pour l'avenir ?

Monsieur BACH

Il s'agit de répondre déjà à une inflation. Aujourd'hui, c'est un moyen d'autant que cela ne touche pas les Biarrots, mais les touristes car ils profitent de nos infrastructures.

Les touristes ne nous en tiendront pas rigueur puisque ceux 10 % alors que les 10 % pour la Ville sont beaucoup plus impactant en termes d'intérêt pour les Biarrots au profit de la Ville et des équipements à venir.

Madame AROSTEGUY

Monsieur CARRERE, ce sont les infrastructures de Biarritz Tourisme sur lesquels on a vraiment besoin d'investir en termes d'audiovisuels, de fauteuils, d'auditoriums, de moquettes, de mobiliers. Il y a un gros besoin pour remettre Biarritz Tourisme à niveau.

Monsieur DESTIZON

Vu les excellents résultats mentionnés tout à l'heure, je m'abstiendrai car je ne vois pas l'utilité d'une augmentation supplémentaire de la fiscalité.

Madame AROSTEGUY

Très bien. Y a-t-il d'autres abstentions que celle de Monsieur DESTIZON ? Deux abstentions. Y a-t-il des votes contre ? Combien de votes contre à part Madame MOTSCH ? Donc deux abstentions et un vote contre, et les autres votes pour. Je vous remercie.

ADOpte AVEC 29 VOIX POUR

2 ABSTENTIONS : Sébastien CARRERE, Patrick DESTIZON

1 CONTRE : Nathalie MOTSCH

30 - Délégation de Service Public pour l'exploitation de la fourrière municipale de véhicules : approbation du choix du délégataire et du contrat de délégation de service public

Madame AROSTEGUY

La question numéro 30, Madame VALS, pour la fourrière.

Madame VALS

Merci Madame le Maire, mes chers collègues. La délibération numéro 30 concerne la délégation de service public pour l'exploitation de la fourrière municipale de véhicules ainsi que l'approbation du choix du délégataire et du contrat de délégation de service public.

Par délibération en date du 31 janvier 2022, le Conseil Municipal a approuvé le principe de la délégation de service public pour l'exploitation du service d'enlèvement et de mise en fourrière des véhicules et autorisé le lancement de la procédure de publicité et de mise en concurrence correspondante.

La Commission de service publique a examiné le 13 mai 2022 la seule offre reçue, celle de la SARL MENDES CROSA.

Au vu des critères de jugement des offres fixés au dossier de consultation, la Commission a émis un avis sur cette offre et a proposé, à l'unanimité, de la retenir.

En conséquence, et conformément à l'article L1411-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, je vous demande mes chers collègues :

- D'approuver le contrat de délégation de service public à conclure avec la SARL MENDES CROSA ;

- D'autoriser Madame le Maire à signer ce contrat et tous les actes afférents.

M. DUSSAUSSOIS-LARRALDE

Je ne vois pas la durée du contrat dans la délibération. Pourriez-vous me la préciser s'il vous plaît ?

Madame VALS

5 ans.

Madame AROSTEGUY

Je sou mets à vos votes. Qui s'abstient ? Votes contre ? Adopté à l'unanimité.

ADOpte À L'UNANIMITÉ

31 - Création d'une société publique locale dénommée « SPL Pays Basque Aménagement » pour les opérations d'aménagement, de construction, de réhabilitation/requalification et de transition énergétique au Pays Basque : approbation des statuts et du pacte d'actionnaires

Madame AROSTEGUY

Je vous présente la délibération numéro 31. Il s'agit bien de l'outil auquel je faisais allusion dans les délibérations précédentes au sujet du quartier Iraty. Il s'agit de la création d'une société publique locale dénommée « S.P.L. Pays Basque Aménagement » pour les opérations d'aménagement, de construction, de réhabilitation/requalification et de transition énergétique au Pays Basque. Il s'agit d'approuver les statuts et le pacte d'actionnaires.

Au regard des ambitions du programme local de l'habitat (P.L.H.) Pays Basque et plus particulièrement de la volonté des acteurs publics de maîtriser le développement du territoire, la C.A.P.B. et certaines de ses communes membres dont Biarritz et le Syndicat des mobilités, souhaitent se doter d'une nouvelle structure juridique à savoir une société publique locale dite S.P.L.

Ses missions seront :

- L'aménagement opérationnel
- La construction en matière d'habitat
- Les équipements publics
- Les zones d'activités économiques
- L'aménagement de milieux naturels
- Les opérations de réhabilitation, de requalification et de transition énergétique.

La liste est non exhaustive.

Les SPL présentent les avantages d'une société de droit privé avec la garantie d'un contrôle par leurs actionnaires publics.

L'ensemble des éléments juridiques et statutaires vous a été adressé.

Vous êtes invités, mes chers collègues :

- De vous prononcer favorablement sur la création, avec 18 autres actionnaires publics, pour une Société Publique Locale dénommée SPL Pays Basques Aménagement.

- De décider que la Société aura pour objet d'étudier, de d'exploiter et/ou gérer toutes opérations d'aménagement, de construction et de requalification/réhabilitation dans les domaines de compétences de ses actionnaires ;
- D'approuver les actes constitutifs de la société publique locale : les statuts et le pacte d'actionnaires ;
- D'approuver la prise de participation de la Ville de Biarritz au capital de la SPL ;
- De préciser que le capital social est fixé à 225 000 € et qu'il est divisé en 2 250 actions de même catégorie, d'un montant de 100 € de valeur nominale chacune ;
- Et enfin de fixer la répartition du capital social de la manière suivante :

Actionnaires	Nombre d'actions	Capital	Pourcentage
La Communauté d'Agglomération du Pays Basque (« CAPB »)	1370	137.000 €	60,89%
Le Syndicat des Mobilités Pays Basque-Adour (« SMPBA »)	150	15.000 €	6,67 %
La commune d'Ascaïn	20	2.000 €	0,89 %
La commune de Bayonne	50	5.000 €	2,22 %
La commune de Biarritz	50	5.000 €	2,22 %
La commune de Boucau	50	5.000 €	2,22 %
La commune de Cambo-les-Bains	50	5.000 €	2,22 %
La commune de Ciboure	50	5.000 €	2,22 %
La commune de Hasparren	50	5.000 €	2,22 %
La commune de Hendaye	50	5.000 €	2,22 %
La commune de Mauléon-Licharre	20	2.000 €	0,89 %
Actionnaires	Nombre d'actions	Capital	Pourcentage
La commune de Mouguerre	50	5.000 €	2,22 %
La commune de Saint-Jean-de-Luz	50	5.000 €	2,22 %
La commune de Saint-Jean-Pied-de-Port	20	2.000 €	0,89 %
La commune de Saint Palais	20	2.000 €	0,89 %
La commune de Saint-Pée-sur-Nivelle	50	5.000 €	2,22 %
La commune de Saint-Pierre-d'Irube	50	5.000 €	2,22 %
La commune d'Urrugne	50	5.000 €	2,22 %
La commune d'Ustaritz	50	5.000 €	2,22 %
TOTAUX	2250	225.000 €	100%

Il vous est également demandé de :

- Préciser que les actions sont libérées à hauteur de deux cent vingt-cinq mille euros 225 000 € ;
- D'autoriser Madame le Maire à libérer les actions pour un montant de cinq mille 5 000 € ;

- De préciser que les crédits nécessaires à la constitution du budget ;
- De préciser que la société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés ;
- D'approuver la répartition et le nombre de membres du Conseil d'Administration :
 - 11 administrateurs pour la CAPB ;
 - 1 administrateur pour le SMPBA ;
 - 6 administrateurs pour l'assemblée spéciale ;
- De procéder à la désignation du représentant de la Commune au sein de l'Assemblée Générale et je vous propose ma candidature.

Y a-t-il d'autres candidatures pour siéger et représenter la Ville de Biarritz au sein de l'Assemblée Générale ? Nous allons procéder au vote à main levée car cela fait partie des choses obligatoires.

M. DUSSAUSOIS-LARRALDE

Puis-je poser une question sur la S.P.L. dans sa globalité et non sur votre candidature ?

Madame AROSTEGUY

Oui, allez-y.

M. DUSSAUSOIS-LARRALDE

C'est une question que je vous ai posée précédemment concernant les aménagements notamment sur l'aménagement de centrales ou d'installations photovoltaïques sur les sites publics. Je parlais d'Iraty, mais cela peut être sur d'autres établissements ou bâtiments publics. Lorsque je vois cela, j'ai une crainte car je me dis que finalement n'allons-nous pas perdre la maîtrise de la réalisation d'installations notamment à Iraty puisque finalement la Maire de Biarritz ne pourra plus procéder au choix du candidat, au choix des modalités, c'est-à-dire de faire un contrat de location du foncier public ou une exploitation ? Il y a toutes ces choses-là qui sont à prendre en compte. J'ai vraiment peur de cela. Ma question est liée à cette S.P.L. Lorsque vous dites qu'elle sera gérée comme une entreprise privée en termes d'actionnaires, Madame le Maire, vous représenterez 2,2 % des voix. Lorsque des projets devront être délibérés comme pour celui d'Iraty, nous aurons très peu de poids dans ces délibérations et nous nous retrouverons dans des situations assez délicates. Ce sont les commentaires et la question que j'ai par rapport au fonctionnement de la S.P.L. à venir.

Madame AROSTEGUY

Votre commentaire et votre interrogation sont parfaitement légitimes. On a eu les mêmes et on a posé des questions. Le but de la création de la SPL et de son utilisation est d'avoir un outil puissant capable de porter pour nous des sommes, surtout lorsque la durée est longue et que nous ne pourrions pas porter. L'idée est d'associer les communes. Nous n'irions pas nous mettre dans une structure qui nous déposséderait de notre pouvoir. Aujourd'hui, la Communauté d'Agglomération est lourde puisqu'elle est composée de 158 communes. Elle se construit et s'améliore. Il y a une vraie volonté de partager l'aménagement du territoire. Cependant, il est bien évident qu'Urrugne ou Ustaritz ne décidera pas de ce que nous ferons dans le quartier Iraty ou sur une autre grosse opération comme l'opération ORANGE. L'idée est d'être aidé par une structure qui peut porter et qui peut accompagner nos réflexions, et accompagner la réalisation de ces projets extrêmement lourds et à long terme. Je vous dirais que je n'ai pas plus

d'assurance que cela car tant que nous ne l'aurons pas fait, Cependant comme dans toutes les sociétés, on y entre et on sort. S'il y avait le moindre doute ou si les débuts étaient extrêmement chaotiques ou insatisfaisants, nous en sortirions. Je suis assez peu inquiète par rapport à cela.

M. DUSSAUSSOIS-LARRALDE

D'accord. Merci pour vos précisions. Est-ce qu'une échelle de projets peut être exclue du champ de la S.P.L. ? J'entends par là des projets que nous pourrions avoir par la suite dans des établissements publics et municipaux comme la Mairie ou les écoles où nous aurions envie d'installer des panneaux photovoltaïques ou autres, serait-on obligé de passer par la S.P.L. même pour des petites installations ?

Madame AROSTEGUY

Pas du tout, la S.P.L. ne vous oblige en rien. C'est vous qui demandez à la S.P.L. de vous aider pour porter les projets, donc elle ne décide de rien. On peut faire nos panneaux photovoltaïques. On peut tout faire sans la S.P.L. On vient la chercher à un moment donné sur un projet particulier. On est actionnaire d'un outil qu'on actionne à la demande.

Monsieur DESTIZON

Vous faites bien de rappeler que ce n'est qu'un outil qu'on peut utiliser si on le souhaite. La Ville peut très bien développer des projets comme on l'a fait avec TRINA SOLAR lorsqu'on avait signé pour installer des panneaux photovoltaïques sur un certain nombre de toitures notamment ceux de nos gymnases. Cela n'empêche pas la Ville de porter des projets par elle-même par ailleurs. C'est juste un outil supplémentaire qu'on peut utiliser si on le souhaite comme on le fait avec un certain nombre comme avec l'E.P.F.L. Ce sont des outils qu'on utilise si on le souhaite, mais on peut aussi faire sans eux.

Madame AROSTEGUY

Je pense que c'est important dans la construction de la Communauté d'Agglomération que quelques grosses Villes emblématiques de la côte jouent collectif plutôt que celui joué par le passé qui nous a stigmatisés et mis à l'extérieur. Ce jeu n'était pas bon pour l'ensemble du Pays Basque.

Madame MOTSCH

J'ai une question. Je ne comprends pas pourquoi vous ne mettez pas votre Adjointe à l'urbanisme parce que cela sera très chronophage de gérer et de suivre l'ensemble des actions de la S.P.L. ? Je ne vois pas comment vous dégagerez autant de temps parce que les projets sont lourds et demandent beaucoup de présence pour garder la main. Cela veut dire qu'il faut être tout le temps là et dire stop. On sait tous que le principe de la S.P.L. est hyper chronophage.

Madame AROSTEGUY

J'aurai adoré que mon Adjointe à l'urbanisme, qui est également sous l'eau, puisse être membre à l'Assemblée Générale. Cependant, il a été demandé aux Maires des communes d'être les représentants des communes. On participe simplement à l'Assemblée Générale, donc ce ne sont pas des Comité de pilotage.

Madame MOTSCH

Vous pouvez la faire représenter quand vous voulez.

Madame AROSTEGUY

Exactement. Cette demande est du Président de la Communauté d'Agglomération que les Maires soient les représentants. Ce n'est qu'un formalisme. Je suis candidate.

Monsieur DESTIZON

Il faudrait faire deux votes, un vote pour l'adhésion à la SPL est un vote pour le représentant.

Madame AROSTEGUY

Si j'ai bien lu, on me demande de procéder à la désignation du représentant et après, on va voter. On est sur les représentants parce qu'il y a le représentant à l'Assemblée Générale, le représentant de la Commune à l'Assemblée spéciale et là l'Adjointe à l'urbanisme sera candidate. Ensuite, on doit désigner sans vote la Directrice Générale des Services de Biarritz comme représentante des services de la Commune au Comité Technique de la S.P.L. Là, il n'y a pas de vote. Nous devons désigner le Directeur général Adjoint Ressources de la Ville de Biarritz comme représentant des services de la commune de Biarritz au Comité financier et de contrôle analogue de la S.P.L. Là aussi, il n'y a pas de vote.

Monsieur DESTIZON

Il n'y a pas de vote pour l'adhésion de la Ville à la S.P.L. ?

Madame AROSTEGUY

Si, le vote vient après. Dans le processus, il faut d'abord que je vous demande votre confiance, votre vote pour que je sois la représentante à l'Assemblée Générale et ensuite que Madame CASCINO soit la représentante à l'Assemblée spéciale. On nous demande de faire un vote à main levée. C'est la procédure.

Qui s'abstient par rapport à la candidature du Maire ? Trois abstentions. Qui vote contre ? Tous les autres votes pour.

4 ABSTENTIONS : Guillaume BARUCQ, Lysiann BRAO, Brice MORIN, Patrick DESTIZON

Avec 28 voix POUR, Maider AROSTEGUY a été élue en qualité de « représentant de la Ville de Biarritz » à l'assemblée générale de la SPL ;

Même processus pour la candidature de Madame CASCINO comme représentante de la Commune à l'Assemblée spéciale. Qui s'abstient ? On reprend les mêmes. Trois. Qui vote contre ? Je vous remercie.

4 ABSTENTIONS : Guillaume BARUCQ, Lysiann BRAO, Brice MORIN, Patrick DESTIZON

Avec 28 voix POUR, Maud CASCINO a été élue en qualité de « représentant de la Ville de Biarritz » à l'assemblée spéciale de la SPL ;

Je continue. Dans ce que je vous demande de voter, je vous demande de :

- Autoriser les mandataires à accepter toute fonction dans le cadre de la représentation qui pourrait leur être confiée au sein de la S.P.L. ;
- Désigner la Directrice Générale des Services de la Ville de Biarritz comme représentant des services de la commune de Biarritz au comité technique de la S.P.L. ;

- Désigner le Directeur général Adjoint Ressources comme représentant des services de la commune de Biarritz au comité financier et de contrôle analogue de la S.P.L. ;
- M'autoriser à signer les statuts ainsi que le pacte d'actionnaires et ses annexes et tout acte nécessaire à la constitution de la société publique locale ;
- M'autoriser à effectuer toute démarche et à signer tout document nécessaire en vue de la constitution et de l'immatriculation de la S.P.L. ;
- Me donner tout pouvoir pour prendre toute mesure d'exécution de la présente délibération.

S'il n'y a pas d'autres remarques, je procède au vote. Y a-t-il des abstentions ? Trois. Y a-t-il des votes contre ? Je n'en vois pas. Adopté moins trois abstentions.

Monsieur CHAZOILLERES

Il a une procuration Brice ?

Madame AROSTEGUY

Oui. C'est ça trois abstentions et le reste à voter pour. Je vous ai compté dans les votes pour. Parfait, tout est clair. Merci infiniment.

ADOpte AVEC 29 VOIX POUR

3 ABSTENTIONS : Guillaume BARUCQ, Lysiann BRAO, Brice MORIN

32 - Plan Communal de Sauvegarde : information du Conseil Municipal

Madame AROSTEGUY

Nous changeons de sujet. Madame VALS vous reprenait la main sur un sujet très important qui est le plan communal de sauvegarde.

Madame VALS

Merci, Madame le Maire. Mes chers collègues, le Plan Communal de Sauvegarde plus communément appelée P.C.S. est un document obligatoire pour notre collectivité, conformément aux articles L2212-1 à L2212-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Qu'est-ce qu'un P.C.S. et pourquoi un P.C.S. ? En matière de sécurité civile il peut se produire des événements majeurs graves qui peuvent engendrer des victimes humaines et d'importants dégâts matériels et/ou néfastes pour l'environnement. Je pense par exemple à l'explosion d'AZF en 2001 et aux récurrentes inondations qui ont lieu dans le Sud-Est qui nous rappelle malheureusement régulièrement la nécessité pour une commune d'être doté des réponses à apporter et des mesures idoines à mettre en place pour faire face à tous les cas répertoriés de ces situations qui figurent donc au P.C.S. de la Commune.

Le P.C.S. répertorie l'ensemble de ces risques et définit ainsi sous l'autorité du Maire l'organisation prévue par la Commune pour assurer l'alerte et l'information de la population. Cela peut être via l'application Biarritz, sur le site de la Ville, via des campagnes SMS ou téléphoniques, ou à l'ancienne via des messages diffusés par haut-parleurs par la police municipale. Cette dernière est très efficace. La mission majeure du P.C.S. est d'assurer la protection et le soutien de la population au regard des risques recensés. Pour exemple de risques qui peuvent affecter Biarritz, on peut

citer entre autres des tempêtes comme Klaus en 2009, les marées rouges, les incendies de forêt, les inondations maritimes accidentelles, un accident ferroviaire, des mouvements de terrain et j'en passe.

Le P.C.S. est déclenché par Madame le Maire lorsque les renseignements reçus d'une source fiable ne laissent aucun doute sur la nature de l'événement.

Un poste de commandement communal qu'on appellera P.C.C. est alors mis en place avec divers intervenants pour application des procédures adaptées qui sont listées dans le P.C.S. et qui font l'objet de fiches réflexes pour intervenir sur le terrain par la suite, pour prendre en charge les personnes sinistrées et pour faciliter le retour à la normale.

Ce P.C.S. lorsqu'il sera concrétisé sera consultable en Mairie. Il sera actualisé, révisé en fonction notamment de la connaissance que nous avons de l'évolution des risques.

Parallèlement à ce P.C.S. pour la bonne information des citoyens, un Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs que nous appellerons DICRIM, c'est plus simple, sera également élaboré. Ce DICRIM répertoriera l'ensemble des risques avec les bonnes conduites à adopter événement par événement. Il sera mis à disposition de tous sur le site de la Ville, sur les réseaux sociaux et en version papier à l'accueil de la Mairie.

En conséquence, mes chers collègues, il vous est demandé de prendre acte de l'élaboration en cours, du Plan communal de sauvegarde de la Ville de Biarritz.

Avez-vous des questions ? Des interventions ? Nous prenons donc acte de l'élaboration du P.C.S. de la Ville. Je vous remercie.

Madame AROSTEGUY

Merci, ma chère collègue.

LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE.

33 - Bail emphytéotique administratif avec la Société Anonyme Sportive Professionnelle Biarritz Olympique Pays Basque : modification du périmètre – décision

Madame AROSTEGUY

Maintenant, nous abordons la question numéro 33. Il s'agit du bail emphytéotique administratif avec la Société Anonyme Sportive Professionnelle Biarritz Olympique Pays Basque. C'est une modification du périmètre.

La Ville de Biarritz a octroyé par bail emphytéotique administratif signé le 16 juillet 2003 pour une durée de 30 ans un droit d'occupation privative d'une partie des installations du parc des sports d'Aguilera, à savoir :

- Les deux tribunes et le terrain d'honneur (surface arpentée : 19 369 m²) ;
- La Villa Rose (surface arpentée : 165 m²).

Ce bail prévoyait notamment le réaménagement de la Villa Rose à la charge du B.O.P.B. comme pour l'ensemble des charges liées aux installations intégrées au périmètre du bail.

Aucun aménagement n'ayant été entrepris, la Villa Rose s'est trouvée pour être actuellement en état d'abandon. Pourtant la Villa Rose située au cœur du plateau d'Aguilera en est un bâtiment emblématique. Elle fait partie du patrimoine de la Ville et les Biarrots y sont très attachés.

Par courrier du 14 mai 2019, la Ville de Biarritz demandait déjà au B.O.P.B. d'engager les travaux nécessaires sans succès.

Les deux parties se sont alors rapprochées début 2020 et se sont entendues pour retirer du B.E.A. cet immeuble jamais utilisé par le club.

Le Conseil Municipal a voté une délibération en ce sens le 12 février 2020.

Alors que la Ville avait de ce fait commencé à programmer les travaux de restauration du clos et couvert, et que les diagnostics techniques avaient été réalisés, le B.O.P.B. a refusé de signer l'avenant formalisé par un notaire.

La réalisation de ces travaux de sauvegarde est éminemment obligatoire maintenant. Il existe bien un courrier datant de 2003 réalisé par Monsieur Didier BOROTRA adressé au regretté Président, Marcel MARTIN, mais il n'a jamais fait l'objet d'une délibération en Conseil Municipal. Il préconisait que la Ville fasse des travaux à l'intérieur d'un bail emphytéotique ce qui bien évidemment n'est pas permis par la loi. Ce courrier non entériné par le Conseil Municipal est comme une lettre d'amour qui ne sert à rien.

Je rappelle que le B.O.P.B. n'a jamais utilisé la Villa Rose, de facto ce retrait ne lui crée aucun préjudice et permettra à la Ville de faire réaliser les travaux de réhabilitation nécessaires pour la sauvegarde de notre patrimoine biarrot.

Faute d'entretien de la part de la S.A.S.P. B.O.P.B., le bâtiment est aujourd'hui en péril. Le montant des travaux de sa mise en sécurité qui comprend le clos couvert et la reprise structurelle des planchers avait été estimé à 570 000 € TTC en 2020.

Il vous est donc proposé unilatéralement le retrait de la Villa Rose selon le périmètre figurant au plan du géomètre annexé à la présente délibération du bail emphytéotique administratif signé le 16 juillet 2003 entre la Ville de Biarritz représentée par son Maire, Didier BOROTRA, et la S.A.S.P. Biarritz Olympique Pays Basque à l'époque représentée par Marcel MARTIN.

Y a-t-il des interventions ?

Madame MARTINEAU

Je vois que tout le monde sourit. Vous vous ennuyez un peu. Le budget n'est pas un sujet glamour. Il faut le dire Édouard. On va mettre un peu d'ambiance. Je vais être sympathique puisque je vais grouper avec la délibération numéro 50 pour éviter qu'on finisse à trois heures du matin.

Madame le Maire, Messieurs et Mesdames les élus. Hier, l'eau chaude. Aujourd'hui, l'électricité, l'entretien de la pelouse, la Villa Rose patrimoine du bail emphytéotique. Mais, on va où là ? Je vais prendre les choses point par point et l'historique afin que les Biarrots comprennent.

Pour ce qui est de la participation de la Ville :

- Aux fluides ;
- À l'électricité qu'on retrouve dans la délibération numéro 50 ;
- À l'entretien de la pelouse que vous supprimez B.O.P.B. afin de faire des économies sous prétexte que la Chambre Régionale des Comptes est venue faire un audit à titre consultatif ;

Pensez-vous trois minutes que chaque ville et village qui participent à l'entretien de son stade arrêteront demain toute participation avec un prétexte comme celui-là ? Bien évidemment que non. Il fallait donner une excuse pour une fois de plus faire rendre gorge au B.O.P.B.

Depuis des années les Maires successifs et les dirigeants du club se sont donnés une parole afin d'aider leur club. On est au Pays Basque ici et la parole compte. Vous, vous n'en avez aucune.

J'ai téléphoné à plusieurs Villes ayant un club de rugby. En dehors des subventions que chaque club reçoit à Angoulême, c'est un collectif par le biais d'une convention qui prend entièrement à sa charge l'entretien du stade et des fluides. À Agen, la Ville prend entièrement en charge les fluides et l'entretien de la pelouse. À Pau, c'est un stade communautaire. Les fluides et l'entretien de la pelouse sont entièrement pris en charge. À Mont-de-Marsan, le club verse une redevance à la Mairie pour les fluides et les pelouses. En échange, la Ville prend entièrement à sa charge le nettoyage, la gestion des espaces V.I.P. et l'entretien des vestiaires. Chaque Ville, chaque village de France participe et aide son club. Chaque Ville a vu un jour la Chambre Régionale des Comptes. On n'a jamais entendu une excuse comme celle-là nulle part ailleurs sauf à Biarritz.

Votre seul but est de faire partir les dirigeants. Je ne sais pas si c'est pour une vengeance personnelle pour faire en sorte qu'il n'y ait qu'un seul club, l'aviron, pour lequel vous avez voté il y a 18 mois une subvention de 2 300 000 à l'Agglomération afin de leur permettre de financer les travaux de leur stade. Toujours est-il, vous jouez contre votre Ville. Le B.O.P.B. est un club historique, 110 ans d'histoire de Biarritz. C'est une vitrine. C'est un bassin d'emploi. En déclarant la guerre comme vous faites, vous agissez contre l'intérêt général. Un stade a un coût, mais ça rapporte aussi à une Ville. Vous agissez contre les 120 employés, contre les joueurs qui portent notre maillot, contre les partenaires, contre les associations, contre les commerces de notre Ville, contre les supporters, contre l'esprit même du rugby qui unit une mixité sociale autour d'une même passion.

Pour ce qui est de la Villa Rose effectivement, la Villa Rose fait partie du bail emphytéotique depuis plusieurs années déjà. Cette dernière avait été ajoutée dans le bail par Monsieur BOROTRA. J'ai ici le courrier de ce dernier adressé à Monsieur Marcel MARTIN, le président de l'époque, datant de 2003 qui dit : « *Je vous confirme que la Ville de Biarritz maintient son engagement pris précédemment pour ce bâtiment, à savoir qu'elle prendra en charge les travaux de clos et couvert relevant du propriétaire.* »

Quand Messieurs GAVE et ALDIGÉ sont arrivés, quel était le contrat ? Le projet de la rénovation du stade, du centre d'entraînement et de la Villa Rose devait se faire en même temps. Afin de donner au club un outil performant lui permettant d'augmenter sa capacité financière, sa pérennité et de restaurer des bâtiments vétustes. Je vous rappelle que vous avez voté en 2020 pour ce projet et que vous l'avez soutenu haut

et fort pour vous faire élire : « *Je serai toujours du côté du club et ils trouveront toujours de leur côté.* » Maintenant, vous êtes face à face.

Que se passe-t-il pour la Villa Rose ? Effectivement, la Ville a décidé en 2020 de la retirer afin d'effectuer les travaux comme prévu dans le courrier datant de 2003, mais pour confier ensuite son exploitation à la S.A.S.P. B.O.P.B. C'est là toute la nuance. Ce que vous voulez faire, c'est la garder. Vous ne respectez nulle part les engagements pris, c'est pour cela que le Président du B.O.P.B. a refusé de signer chez le notaire. Vous avez tout de même mis deux ans à vous apercevoir qu'elle avait besoin de travaux. Et quand en décembre 2021 vous avez mis un arrêt brutal à l'accord qui avait été trouvé par le président de la Ligue, Monsieur BOUSCATEL, sur la rénovation des infrastructures sportives, vous avez aussi mis un coup d'arrêt à la rénovation de cette villa.

Maintenant, vous faites porter cette responsabilité aux dirigeants du B.O.P.B. alors que vous êtes seule responsable du retrait de votre vote et de vos engagements. Vous avez démembré le projet hier en détournant une partie de l'enveloppe qui aurait dû servir aux travaux du stade au profit du Polo Club à l'hippodrome. Et aujourd'hui, c'est la Villa Rose. Vous dépecez le projet B.O.P.B. jusqu'à l'os.

Si demain le B.O. tombe vous qui vous souciez de votre image, vous resterez le Maire qui aura mis par terre 110 ans d'histoire de notre Ville, un club historique. Ce sera la seule image que les Biarrots retiendront de vous.

Pourquoi voulez-vous garder la Villa Rose ? Avez-vous un projet ? Encore une de vos connaissances comme pour le Salon Diane. Pourquoi ne respectez-vous pas le projet initial de rénovation des infrastructures du stade, du centre de formation et de la Villa Rose ?

Je viens ajouter à cette intervention qu'hier soir, nous avons appris par le Président du rugby amateur, Monsieur COUZINET, et les Galactiques que vous avez mis en place la dissolution par ces derniers de la section féminine des cadettes, de la réserve et de la fédérale avec le staff, ce qui représente 85 licenciés, sous prétexte de manque de budget. Je vais vous dire deux choses. S'il manque de budget, qu'il commence par arrêter de financer à coups de milliers d'euros un avocat avec une subvention votée par la Ville de Biarritz pour envoyer Serge BLANCO, Nicolas BRUSQUE et tous les bénévoles au tribunal. Là, cela ne vous pose aucun problème que l'argent public serve à envoyer vos administrés devant le juge. La deuxième chose, et j'espère que les journalistes s'en empareront, est une incroyable discrimination pour ces femmes qui se sont battues pour notre maillot et qui se sont inclinées en demi-finale de la fédérale II pour leur première année de tournoi à XV en finissant quatrième de la Ligue. Tout cela est lamentable.

Madame AROSTEGUY

Y a-t-il d'autres interventions ?

Monsieur DESTIZON

Mes chers collègues, on va essayer de dépassionner un peu le débat pour revenir à des éléments factuels.

Ce bail emphytéotique administratif a été voté le 16 juillet 2003 pour une trentaine d'années, donc jusqu'en 2033. Le 12 février 2020, vous avez rappelé qu'en vue de

signer un avenant avec le Biarritz olympique Pays Basque la Villa Rose du bail emphytéotique administratif pour réaliser les travaux d'entretien car il n'était pas possible de réaliser les travaux dans le cadre du bail emphytéotique administratif. Je m'en souviens très bien et de mémoire je crois que c'est moi qui ai porté la délibération. À l'époque, cela devait se faire en concertation avec le Biarritz olympique Pays Basque. Cela entrerait dans un cadre global qui avait été voté le 12 février 2020 et la Villa Rose devait conserver une fonction en lien avec le sport et le rugby professionnel. Vous avez rappelé la lettre de Didier BOROTRA du 13 août 2003, donc je n'y reviendrai pas. La Ville s'est engagée à faire les travaux, il fallait donc la sortir du bail emphytéotique pour pouvoir les faire. Cependant, l'idée par la suite était de réaffecter cette Villa Rose à un usage sportif et notamment au rugby professionnel peut-être moyennant un loyer.

Je suis obligé de déborder pour remettre le cadre.

C'était un projet global et ce même Conseil Municipal prévoyait aussi la création d'un centre de formation à la place de la tribune Beldern.

Je rappelle que la cinquième délibération du Conseil précisait, je cite : « *Approuver le programme de l'opération en vue du lancement de la procédure de concours de maîtrise d'œuvre des travaux de construction d'une tribune, d'un centre d'entraînement et de formation au rugby professionnel destiné à être livré au Biarritz Olympique.* » Voilà le projet. D'ailleurs à l'époque, le projet a été voté par une conseillère municipale de l'opposition qui est aujourd'hui devenue Maire de Biarritz.

Or aujourd'hui, il n'y a plus de projet de centre de formation à Aguilera et il n'y a dans ce projet aucun engagement quant à la future destination de la Villa Rose. À moins que vous nous en donniez une ce soir, mais il n'y a pas d'engagement sur la future destination de la Villa Rose.

Je ne vais pas reprendre ce qu'a dit Madame MARTINEAU sur ces guerres picrocholines qui nous font passer pour ridicules dans la Ville entière. Il faudrait arrêter. On ne va pas encore avoir des éclats de voix dans cette enceinte car cela fatigue tout le monde. J'en appelle à votre sens des responsabilités pour tendre la main et sortir de cette situation qui aujourd'hui est quand même extrêmement préjudiciable au club, à la Ville, à l'image de la Ville et au-delà.

Je reprends un point que Madame MARTINEAU a évoqué. Vous avez voulu couper les fluides en arguant des éléments de la Cour des Comptes. Pourquoi pas, encore que, il y ait beaucoup de Villes qui ne le font pas. Biarritz veut être plus vertueux, admettons. Pour sortir de cette situation de crise, une solution serait d'augmenter la subvention du Biarritz Olympique Pays Basque pour couvrir les fluides. Ce serait un geste d'apaisement qui pourrait aller dans le bon sens. Je crois qu'on parle d'à peu près 50 000 € pour les fluides et 80 000 € pour la pelouse. Vous pourriez très bien séparer les réseaux et augmenter parallèlement la subvention d'un peu plus de 100 000 € pour équilibrer les comptes du Biarritz Olympique Pays Basque à un moment où la situation est tout de même extrêmement difficile pour lui puisqu'il redescend en Pro D2 et qu'on est dans un environnement très concurrentiel au niveau du sport. Aujourd'hui, je crois qu'il serait à votre honneur, vous ferez ce que vous voulez, de sortir de cette situation de guerre picrocholine qui est un peu détestable et de trouver une solution en se mettant autour d'une table pour discuter et sortir de cette crise qui est aujourd'hui assez préjudiciable même à l'image de Biarritz.

Madame AROSTEGUY

Merci mon cher collègue.

Monsieur DUSSAUSOIS-LARRALDE

Merci. Vous dites que les lettres d'amour sont inutiles, mais ce qui nous semble certains c'est que ce n'est pas un message d'amour que vous envoyez au B.O. avec cette proposition de délibération.

Vous proposez de sortir la Villa Rose du bail emphytéotique, le premier point est que juridiquement cela sera compliqué et cela aura un coût pour la Ville parce que la dégradation d'un bâtiment ne se constate pas uniquement visuellement. Il faut faire appel à des experts, prouver la détérioration et la mise en péril du bâtiment.

Madame AROSTEGUY

C'est fait, Monsieur DUSSAUSOIS-LARRALDE.

Monsieur DUSSAUSOIS-LARRALDE

Très bien, mais peut-être que cela sera contesté, donc on va peut-être engager des frais face à notre club. C'est un positionnement que vous devez avoir.

Ensuite je me pose la question et j'insiste là-dessus car j'aimerais avoir une réponse. Il s'agit de ce qu'a dit ma collègue Corine MARTINEAU s'agissant de la destination. Lorsque la Villa Rose sortira du bail emphytéotique que voulez-vous en faire ?

Un dernier point me semble aussi assez important et là je rejoins le message d'amour parce que nous n'y sommes pas du tout. On coupe les fluides. Nous n'entretenons plus la pelouse. Or dans le budget, vous aviez promis qu'on referait la pelouse du Stade Aguilera à l'intersaison. L'intersaison est maintenant, donc la question est : est-ce qu'on continue sur ce qu'on avait voté, c'est-à-dire la rénovation de la pelouse du Stade Aguilera ?

Je vous remercie.

Madame AROSTEGUY

Votre première question est : qu'est-ce qu'on fait de la Villa Rose. Pour commencer, on la sauve. Aujourd'hui, tout un quartier est en train d'être imaginé et travaillé. Aujourd'hui, je ne sais pas ce qu'on va faire de la Villa Rose. Ce que je sais c'est que si les travaux ne sont pas faits rapidement, elle va s'effondrer et on risque un accident. Plusieurs courriers du Président mentionnent qu'il refuse de faire les travaux et de la sortir du bail emphytéotique. La question est simple. Concernant la pelouse à faire à l'intersaison, quand avons-nous voté cela ?

Monsieur DUSSAUSOIS-LARRALDE

Ce fut un engagement à l'occasion du vote du budget. Je pourrai vous la retrouver.

Madame AROSTEGUY

Retrouvez-là.

Monsieur DUSSAUSOIS-LARRALDE

Avec mes collègues de l'opposition, je ne suis pas le seul à savoir cela.

Madame AROSTEGUY

Non. Un ensemble de travaux pouvaient être faits à partir du moment où des études déposées par le club étaient engagées. Il s'agit du projet à 30 000 000 €. Ce projet

prévoyait de faire la pelouse à l'entre-saison si le projet se faisait à l'intérieur d'un bail emphytéotique, on ne peut pas faire de travaux. Les clubs que vous avez cités et d'autres, et Xavier DELANNE pourra nous éclairer, n'ont pas de bail emphytéotique. Ils ont une autre forme de relation avec leur club, donc ils peuvent. On peut me prêter toutes les intentions qu'on veut et là-dessus j'ai fini de batailler, mais la difficulté est que le Maire est pénalement responsable dans une Ville. Et lorsque la Chambre Régionale des Comptes fait des préconisations, je ne fais pas partie de cette génération d'élus qui s'essuie des recommandations de la Chambre Régionale des Comptes. Je trouve que cela n'est ni vertueux ni éthique. Quand on est élu, il faut savoir être exemplaire. Si on ne respecte pas les recommandations de la Chambre Régionale des Comptes, on n'est pas éthique. Cette éthique va jusqu'au bout puisque la délibération suivante permet de redonner au club de l'argent qui a été indûment perçu par la Ville. Il s'agit du point sur les antennes qu'Édouard CHAZOUILLERES présentera dans un moment.

Quant à la main tendue, mon cher Patrick DESTIZON, si vous regardez l'ensemble des documents qui vous ont été fournis, vous verrez qu'en termes de contrats d'image la main tendue que nous avons faite représente 850 000 € de contrats d'image. Aucun autre Maire n'a donné autant à un club qui pourtant est redescendu en Pro D2. Et alors que nous n'avions pas l'autorisation, nous avons réalisé 50 000 € de travaux à l'intérieur de la tribune jusqu'à ce que nous soyons audités et que nous ayons ces conclusions. Avant la conclusion de la Cour des Comptes, nous avons engagé 50 000 € de travaux après la remontée du club en Top 14. Je peux vous garantir qu'il y a beaucoup d'associations à Biarritz qui aimeraient 5 000, 10 000 ou 50 000 € pour faire des travaux. Vous voyez que cet enchaînement s'est fait après les résultats de l'audit. On peut me prêter toutes les caractéristiques même les insultes de Madame MARTINEAU pour lesquelles je relève que je suis une femme sans parole ce qui est tout de même extrêmement grave. Je passe là-dessus car on ne va pas refaire le débat comme vous l'avez dit. Ce qui est important, c'est de savoir qu'aujourd'hui nous vous proposons, et vous déciderez si vous le faites ou pas, de sauver la Villa Rose pour la restaurer. Aujourd'hui, je n'ai pas de projet particulier. Le projet se fera au fur et à mesure du développement du quartier Aguilera. Quant au reste, vous verrez que nous redonnons au club l'argent que nous avons touché alors que nous n'aurions pas dû les toucher. Là aussi, c'était une vieille habitude de mes prédécesseurs. Monsieur DESTIZON, vous avez oublié de dire que lorsque vous étiez Adjoint aux travaux, Monsieur Michel VEUNAC avait fait partir un courrier en 2019 demandant au club de payer ces fluides.

Monsieur DESTIZON

Je ne nie pas qu'il y ait des problèmes sur la Villa Rose.

Madame AROSTEGUY

Je parle des fluides.

Monsieur DESTIZON

La preuve est que le 12 février 2020, nous avons demandé de la sortir du bail emphytéotique administratif pour faire les travaux. S'il n'y avait pas eu un problème, nous ne l'aurions pas fait.

Madame AROSTEGUY

Vous avez mentionné les fluides. Votre majorité souhaitait sortir la Villa Rose du bail emphytéotique. C'est vous qui l'avez fait.

Monsieur DESTIZON

Oui, c'est pour cela que je vous ai proposé une solution.

Madame AROSTEGUY

Absolument.

Monsieur DESTIZON

La solution est de compenser, de séparer les réseaux puisque vous voulez le faire.

Madame AROSTEGUY

C'est ce qu'on fait.

Monsieur DESTIZON

Il s'agit de compenser la perte financière par une subvention supplémentaire. C'est une solution que nous avons envisagée de séparer les réseaux et de compenser le coût supplémentaire que cela représente pour le Biarritz Olympique Pays Basque.

Madame AROSTEGUY

Très bien.

Monsieur BARUCQ

C'est bien de s'attarder un peu sur ce sujet pour refaire l'histoire, enfin du moins la rappeler parce que l'élection municipale s'est en grande partie jouée sur ce sujet. Non, il ne faut pas lever les yeux au ciel, Madame AROSTEGUY.

Madame AROSTEGUY

Si, vous imaginez que tous les Biarrots sont des fans du Biarritz Olympiques. Non.

Madame MARTINEAU

Pas tous, mais le club comporte 10 000 personnes tout de même. Ils ne sont pas tous de Biarritz, mais il y en a une partie.

Monsieur BARUCQ

Vous vous êtes engagée. D'ailleurs, vous avez voté un grand projet Aguilera qui à l'époque devait être porté par un consortium nébuleux d'entreprises. C'est là que Madame MOTSCH et moi, nous sommes sortis de la discussion.

Madame AROSTEGUY

Et Madame MARTINEAU qui était sur votre liste.

Monsieur BARUCQ

Je vous explique notre position. Nous étions pour un projet Aguilera porté par la Ville de Biarritz. Nous disions et nous avons même écrit une lettre aux supporters. Nous souhaitons que la Ville reste le maître d'ouvrage. La philosophie de ce projet était de donner une autonomie financière au club du Biarritz Olympique pour qu'il puisse en retirer des recettes et qu'il n'ait plus à demander de l'argent à la Ville.

Dans l'absolu, cela ne me choque pas que le club paie son gaz, son électricité et qu'il tonde sa pelouse à condition, et c'était le but initial, qu'on lui donne les moyens de subvenir et d'être un club de haut niveau qui peut prétendre rester ou remonter en Top 14.

La question aujourd'hui à laquelle vous devez répondre, Madame le Maire, est : est-ce que vous avez encore envie et souhaitez que le Biarritz Olympique Pays Basque

remonte en Top 14 ou pas ? Ou laissons-nous l'Aviron Bayonnais devant ? Madame MARTINEAU a rappelé que nous avons voté, et je l'ai votée aussi, une subvention de plus de 2 000 000 € pour l'Aviron Bayonnais en disant bien au Maire de Bayonne, Président de l'Agglomération : nous avons voté pour vous, j'espère que vous ferez voter pour nous. Or, cela n'est pas d'actualité pour l'instant.

Ce qui est préoccupant, c'est qu'on avait présenté dans le cadre de notre alliance avec EHVS ce projet qui comportait un stade rénové, un centre de formation sur place. Vous dites que vous ne savez pas quoi faire de la Villa Rose alors que vous allez la reprendre. C'est tout de même un peu particulier.

Madame AROSTEGUY

Il y a plein de choses qu'on peut faire avec la Villa Rose. Aujourd'hui, je ne sais pas puisque le projet Aguilera n'est pas fini. Lorsqu'il sera fini, on pourra vous le dire.

Monsieur BARUCQ

Cela pose question. Peut-être n'avez-vous pas envie qu'elle profite au club. À l'heure actuelle, elle est couplée au stade. Vous avez peut-être envie d'en faire autre chose. Cela pose beaucoup de questions que vous ne clarifiez pas. Je ne veux pas entrer dans la querelle. Je ne veux pas prendre parti pour les uns ou pour les autres. Mais ce que je remarque quand même, c'est qu'il y a des manières de faire. Le club était remonté de manière inespérée, historique, héroïque face à notre ennemie héréditaire, Bayonne, en Top 14. Au lieu de les encourager, vous avez passé la saison à saper le moral des troupes pierre par pierre. Finalement, cela s'est joué à très peu. Un coup, je coupe l'eau chaude. Ce sont des mauvais signaux qui ont été envoyés et derrière on se demande ce qu'espère le Maire de Biarritz par rapport à cette équipe.

La dernière goutte d'eau qui a fait déborder le vase pour laquelle j'ai eu du mal à y croire et pour laquelle il faut y apporter une clarification, mais cela concerne plus l'associatif, est : quel est l'avenir pour le rugby féminin à Biarritz ?

Je pense que c'est le moment de clarifier tout cela. Encore une fois, le B.O. et ses supporters vous ont été profitables, donc c'est le moment de rendre des comptes à tous ces supporters.

Monsieur MORIN

Mon collègue vient de dire beaucoup de choses. On était d'accord sur la même chose. Comme pour le C.C.A.S., je reviendrai sur le fait que vous voulez la reprendre et pourquoi pas. Je pense que l'important est qu'elle revive car cela fait 20 ans. Je pense que c'est autant la faute du club que de la Ville parce qu'avant il n'y avait pas cette guéguerre-là. Vous êtes incapable de garder la Villa Fal parce qu'il y a trop de travaux. Vous n'allez pas me dire que là vous mettez de l'argent pour la rénover, donc ce sera encore pour la vendre. Encore une fois, ajoutez-vous sur la table le fait que vous voulez la garder pour que la Ville reste maîtresse du foncier de ce bâtiment-là, mais on n'a même pas cette réponse. Là, c'est juste pour embêter le club. Je ne rentrerai pas dans cette guéguerre. C'est tellement complexe qu'on a toujours des éléments qu'on n'a pas sous la main qui arrivent au dernier moment. Là, c'est pareil. C'est pour en faire quoi ? Il y a au moins 500 000 € de travaux et je pense qu'on est bien loin de la réalité. Vous voulez la reprendre pour que le B.O. ne puisse pas s'en servir. Elle ne sert à rien et vous ne savez pas ce que vous allez en faire.

Madame AROSTEGUY

Je n'ai pas entendu de cris d'orfraie en 2020 quand mon pr
que la Villa Rose sorte du périmètre du bail emphytéotique.

Monsieur MORIN

La sortir pour quoi ?

Madame AROSTEGUY

Il faut la sortir pour la sauver puisque le club ne fait pas les travaux.

Monsieur MORIN

La sauver pour en faire quoi.

Madame AROSTEGUY

Elle s'écroulera.

Madame MARTINEAU

Pour en faire quoi ? Elle était prévue dans un projet global.

Monsieur MORIN

Il faut une réponse.

Madame AROSTEGUY

Peut-être qu'un projet global se fera. Donc, vous la laissez s'écrouler ?

Madame MARTINEAU

Ce n'est pas le problème.

Madame AROSTEGUY

Si puisqu'elle s'écroule, Madame MARTINEAU.

Madame MARTINEAU

Il y avait un projet global. Vous nous parlez d'éthique, mais où est l'éthique avec la Cour des Comptes ? Où est votre éthique au sujet des promesses que vous avez faites au B.O. ?

Madame AROSTEGUY

Nous parlons aujourd'hui d'un bâtiment qui est en train de s'écrouler et que nous souhaitons sauver. Je vous ai dit que la destination de la Villa Rose sera décidée lorsque nous aurons travaillé sur l'ensemble du quartier Aguilera.

Monsieur MORIN

Cela ne peut pas fonctionner ainsi.

Madame AROSTEGUY

Elle ne sera pas pour des logements. C'est au moins une réponse. Il n'y aura pas de logements dans la Villa Rose.

Monsieur MORIN

Je ne parle pas de logements. Je parle d'une destination. On ne peut pas voter pour sauver la Villa sans savoir pourquoi.

Madame AROSTEGUY

Si vous ne la sauvez pas, elle s'écroulera et ainsi on connaîtra les restes de la Villa Rose.

Monsieur MORIN

Vous n'avez aucune idée alors que vous êtes 27. Vous voulez la sauver, mais vous ne savez pas ce que vous voulez en faire ?

Madame AROSTEGUY

Non.

Madame MARTINEAU

Rendez-la à la S.A.S.P.

Monsieur MORIN

C'est incroyable.

Madame AROSTEGUY

Elle n'a déjà pas de quoi se payer des douches à leurs joueurs.

Madame MARTINEAU

C'est ce qui était prévu.

Madame AROSTEGUY

Non, ce n'est pas ce qui était prévu. Ce qui était prévu, c'est qu'elle sorte du bail emphytéotique.

Madame MARTINEAU

Pour faire les travaux et la rendre.

Monsieur DESTIZON

Elle restait affectée au rugby dans le projet, désolé.

Madame MARTINEAU

Oui, elle est affectée au rugby. Vous la rendez.

Madame AROSTEGUY

Peut-être qu'elle sera affectée au rugby.

Monsieur MORIN

Elle restait affectée au rugby que ce soit les bâtiments, les bureaux administratifs ou autres. Vous avez comme arrière-pensée d'en faire autre chose.

Madame AROSTEGUY

Je n'ai aucune arrière-pensée puisque je ne sais pas aujourd'hui quelle sera sa destination. Le seul but de cette délibération est de pouvoir la sauver. C'est l'argent public qui permettra de faire les travaux puisqu'aujourd'hui l'actionnaire qui a ce bâtiment dans le bail emphytéotique depuis deux ans, et cela a commencé avec mon prédécesseur, refuse de faire les travaux. La question n'est pas de savoir ce qu'elle va devenir. Le problème est qu'aujourd'hui l'emphytéote refuse de faire les travaux et refuse de la sortir, et cela ne date pas de moi. Ce n'est pas moi qui fus la première à le demander puisque cela date de 2020. Je ne vois pas pourquoi aujourd'hui il y a

autant de stupeur alors qu'on demande de sauver la Villa Rose in fine, incompréhensible.

Madame MARTINEAU

On n'a pas de problème avec cela.

Madame AROSTEGUY

Donc, vous allez le voter.

Madame MARTINEAU

Le problème est que cette villa faisait partie d'un consortium avec les travaux du stade et avec le centre de formation. Tout était fait pour qu'elle soit restaurée sauf que vous avez dépecé tout cela petit à petit.

Madame AROSTEGUY

Soit, vous votez pour soit vous votez contre. C'est très simple. C'est ce que je demande maintenant en le mettant au vote.

Monsieur DESTIZON

Vous m'accorderez que le 12 février 2020 on l'a voté. Trois semaines après, c'était le confinement. On n'a pas eu beaucoup de temps pour discuter avec le B.O.P.B. pour construire cet avenant. C'était un peu compliqué. Je vous rappelle la particularité de l'élection de 2020. Je suis comme mon collègue.

Je ne peux pas voter cette délibération sans être assuré de la destination de la Villa Rose in fine. Pour l'instant, c'est un chèque en blanc et je ne fais pas de chèque en blanc.

Madame MOTSCH

Je n'avais pas prévu d'intervenir sur cette délibération. En fait ce qui me gêne, c'est la façon dont vous présentez les choses et cela, je ne l'accepte pas. Le fond du dossier reste un courrier qui fut écrit en son temps entre Didier BOROTRA et l'ancien Président du B.O. au terme duquel ils avaient acté une espèce de *gentleman agreement*. Didier BOROTRA restera dans l'histoire de Biarritz comme un grand Maire parce qu'il a eu le mérite de faire éclore cette Ville et de la faire rayonner, et d'avoir permis que cette équipe de rugby soit flamboyante et on en aura eu tous les succès qu'on connaît. De dire que vous ne mangez pas de ce pain-là ou que vous n'êtes pas comme ça avec une espèce de litanie juridique, c'est faire offense à un Maire et je ne l'accepte pas parce que c'est un grand Maire. Je trouve que cette façon de présenter les choses vous met maladroitement en valeur et elle n'est pas acceptable.

Ensuite, je constate que tout ce qui a été dit est très bien dit. Cela veut dire qu'aujourd'hui une guerre est déclarée avec le B.O. On se demande bien pourquoi. J'imagine à quel point cela doit être douloureux pour un certain nombre de supporters. Vous voulez absolument gagner cette guerre. Vous prenez des décisions qui sont à la limite du conflit d'intérêts quand vous renouvez pour la troisième fois la concession d'Etxola Bibi à David COUZINET qui est le Président du B.O. amateur.

Madame AROSTEGUY

C'est vous qui leur avez attribué une première et une deuxième fois.

Madame MOTSCH

Je vous parle d'un renouvellement pour la troisième fois casquette de Président du B.O. amateur.

Madame AROSTEGUY

Vous mélangez. Non Madame, c'est vous une première et une deuxième fois.

Madame MOTSCH

Non.

Madame AROSTEGUY

Si, Madame. Les faits sont têtus.

Madame MOTSCH

Vous faites comme d'habitude.

Madame AROSTEGUY

Mais pas du tout.

Madame MOTSCH

Vous mélangez tout et vous êtes d'une mauvaise foi caractérisée.

Madame AROSTEGUY

C'est vous qui mélangez tout, Madame MOTSCH. Je vous trouve quand même extraordinaire.

Madame MOTSCH

Vous êtes d'une mauvaise foi caractérisée.

Madame AROSTEGUY

Vous placez les COUZINET par deux fois à Etxola Bibi et aujourd'hui, vous venez nous critiquer parce qu'on les met une troisième fois.

Madame MOTSCH

Vous le mettez une troisième fois dans un contexte, qui ne vous aura pas échappé, qui est totalement différent puisqu'aujourd'hui ce monsieur est en guerre avec la S.A.S.P. Biarritz Olympique et qu'il est Président du Biarritz amateur.

Madame AROSTEGUY

Doit-on pénaliser des exploitants de qualité simplement parce qu'il a pris des responsabilités ? Doit-on pénaliser ces exploitants ?

Madame MOTSCH

Les Biarrots jugeront. Ils ne sont dupes de rien.

Madame AROSTEGUY

Absolument.

Madame MOTSCH

Est-ce que je peux parler parce qu'il y a tout de même un principe de courtoisie élémentaire qui est de laisser les gens s'exprimer.

Madame AROSTEGUY

Les attaques sous la ceinture, ça va cinq minutes.

Madame MOTSCH

Mais vous ne faites que cela, Madame. C'est justement l'objet de mon propos. Vous ne faites que des attaques sous la ceinture. Vous traînez dans la boue un Maire qui a été un grand Maire. Je ne l'accepte pas.

Madame AROSTEGUY

Je ne le traîne pas dans la boue. Cela n'a même pas été délibéré.

Madame MOTSCH

Vous ne pouvez pas réduire un document *gentleman agreement* alors qu'il a permis d'avancer dans cette Ville.

Madame AROSTEGUY

Un *gentleman agreement* qui n'a pas fait l'objet de délibérations, Madame MOTSCH. Cela est factuel.

Madame MOTSCH

Ce n'est pas le sujet.

Madame AROSTEGUY

Ce n'est pas une critique.

Madame MOTSCH

Vous émettez de la suspicion en permanence.

Madame AROSTEGUY

À quel moment ai-je critiqué Didier BOROTRA ?

Madame MOTSCH

Vous vous drapez dans une espèce de litanie juridique qui est hors sujet. Le vrai sujet est que vous êtes en guerre avec le B.O.P.B. Le vrai sujet est qu'aujourd'hui, je découvre que l'équipe féminine ne pourra plus jouer et ne sera plus soutenue et cela est lamentable. Il y a 85 petites jeunes filles.

Mme MARTINEAU

Avec le staff.

Madame MOTSCH

Je trouve cela dramatique. J'imagine que tous les supporters qui voient le B.O. plonger sont d'une grande tristesse et on les comprend. Au lieu de calmer le jeu et de rebondir sur la proposition extrêmement intelligente et consensuelle de Patrick, non, il faut toujours en remettre une couche et en remettre une couche. Je trouve que ce que tu as proposé est vraiment la voie de la sagesse et est frappé du bon sens. Cela serait bien que de temps en temps vous soyez un peu à l'écoute de votre opposition.

Monsieur DELANNE* (03.42.11)

Merci, mes chers collègues. Je vais prendre la suite de ces échanges pour vous faire part de petites informations. Madame MARTINEAU, l'Aviron Bayonnais qui a un bail emphytéotique comme le B.O.P.B. avec sa Ville paye un loyer de 218 000 €. Il paye ses fluides et l'entretien de sa pelouse.

Madame MARTINEAU

Il n'a pas les mêmes subventions.

Monsieur DELANNE* (03.42.42)

Oui. Donc l'Aviron Bayonnais en 2020-2021 avait une subvention de 1 064,73 € total société et association pour 940 000 € pour la société quand le B.O.P.B. touchait 978 000 € en 2020-2021. Cela est avéré factuel.

Madame MARTINEAU

Il a des sponsors beaucoup plus importants.

Monsieur DELANNE

Non, je vous parle d'argent public.

Madame MARTINEAU

Oui, mais moi je vous parle aussi de son budget qui est de 20 000 000 € cette année.

Monsieur DELANNE

Je vous reprends sur ce que vous avez dit puisque vous dites des choses qui ne sont pas tout à fait vraies. Je prends un autre exemple pour vous montrer que la subtilité entre un bail emphytéotique et une convention d'occupation du domaine public joue. Il s'agit du courant problème actuel pour établir les loyers des gymnases et des stades. Agen paie ses fluides et l'entretien de sa pelouse. Son loyer annuel est de 273 000 €. Aujourd'hui, nous ne sommes ni sur la même échelle ni sur la même échelle juridique.

Le deuxième point est que vous avez dit que nous ne supportons pas depuis que nous sommes élus le Biarritz Olympique Pays Basque. Je vais vous donner quelques chiffres très précis qui sont issus des services d'analyse de la Ville, du service des sports, au travers de l'ANDIISS qui est l'association qui gère les directeurs des sports des collectivités. Je vous donne un chiffre. Le ratio par habitant dans des subventions données sans compter les aides indirectes (entretien de la pelouse ou autre), nous étions à 51,69 € par habitant. Le deuxième étant la ville de Colomiers, qui n'a pas non plus la même population, avec un ratio de 21,84. Vous voyez que Bayonne est à 24,94. Je vous parle de la saison 2020 – 2021 puisque nous n'avons pas encore définitivement les comptes 2021 – 2022 pour l'ensemble de ces clubs. Ces documents sont à votre disposition si vous mettez en doute ma parole et celle des services. Je souhaitais juste faire cette petite correction sur la différence entre un bail emphytéotique et une convention d'occupation du domaine public qui en fait va orienter le paiement des fluides et de l'entretien de la pelouse ou d'autres frais par la S.A.S.P. de la Ville en question.

Pour terminer, je ne veux pas faire d'ingérence contrairement à ce que vous prêtez à Madame le Maire sur le Biarritz Olympique Rugby Association de Monsieur COUZINET. Nous avons reçu l'ensemble des personnes sur ce dossier l'été en question qui est notre rôle. Ce que je peux dire au sujet de la section féminine, c'est que ce n'est pas l'ensemble des 85 licenciés de la section féminine qui est arrêté. Ce sont les seniors. Il faudra écouter le Président COUZINET s'exprimer à ce sujet plus précisément dans le sens où il a affaire à des difficultés financières.

Madame MARTINEAU

Il n'a qu'à arrêté de payer un avocat. Avec des dizaines de milliers d'euros, il en a largement.

Monsieur DELANNE

Madame MARTINEAU, je vous ai écoutée, donc je voudrais que vous me laissiez aller jusqu'au bout. Je vous remercie. Aujourd'hui, il est dans l'attente du résultat d'une Commission de conciliation qui rééquilibrera ou non ses finances. Après, il faut lui demander. Nous ne faisons pas d'ingérence dans les associations contrairement à ce que vous dites. Merci.

Madame AROSTEGUY

Je vous propose que nous passions au vote, mes chers collègues.

Madame MARTINEAU

On n'a pas fait d'ingérence.

Madame AROSTEGUY

Y a-t-il sur cette question du bail emphytéotique de la Villa Rose des abstentions ? Qui vote contre ? Cette délibération est adoptée moins les votes contre de l'opposition.

ADOpte AVEC 24 VOIX POUR

8 CONTRE : Guillaume BARUCQ, Lysiann BRAO, Jean-Baptiste DUSSAUSOIS-LARRALDE, Corine MARTINEAU, Brice MORIN, Nathalie MOTSCH, Sébastien CARRERE, Patrick DESTIZON

34 - Antenne de téléphonie mobile au parc des sports d'Aguilera : reversement au B.O.P.B. des recettes encaissées par la Ville – décision

Madame AROSTEGUY

Monsieur CHAZOILLERES concernant la délibération numéro 34 sur l'antenne de téléphonie mobile.

Monsieur CHAZOILLERES

Merci, Madame le Maire. Comme vous l'avez évoqué tout à l'heure il s'agit de rétrocéder au B.O.P.B. S.A.S.P. les recettes liées à la présence de ces antennes ORANGE sur les cinq dernières années.

Pour rappel, ces antennes avaient été fixées au stade en 2003. Le contrat a été signé en 2003. Ce contrat avait été réévalué et avait fait l'objet d'un nouvel acte en avril 2017 prévoyant le versement d'ORANGE à la Ville de Biarritz d'une redevance annuelle de 13 000 €. Ce contrat a pris effet au 1^{er} janvier 2017.

Ces antennes sont dans l'enceinte du bail emphytéotique.

En septembre 2021, la S.A.S.P. B.O.P.B. a sollicité le reversement par la Ville de cette recette, à juste titre me direz-vous.

Dans le cadre de la régularisation des rapports financiers entre la Ville et la S.A.S.P. B.O.P.B., nous avons donné suite à cette demande légitime que de reverser à la S.A.S.P. le produit des cinq dernières années puisque c'est la durée de prescription légale, donc nous reverserons de 2017 à 2021 le produit de cette utilisation du toit par ORANGE, c'est-à-dire 52 785,21 € à reverser à la S.A.S.P. C'est ce que nous vous proposons. C'est dire que nous sommes beaux joueurs puisque c'est 13 000 € de redevance qui étaient indûment perçues par la Ville à la place de la S.A.S.P. Comme

vous l'avez rappelé Monsieur DESTIZON, c'est 130 000 € que la Ville de Biarritz a payé les ans payait pour l'entretien et les fluides (eau, gaz, électricité) pour la S.A.S.P. C'est un rapport de 1 à 10 puisqu'il y a 13 000 € d'un côté et 130 000 € de l'autre, donc on rééquilibre les choses et on demande à la S.A.S.P. de régler ce qui est prévu dans le bail emphytéotique depuis 2003, à savoir payer ses charges comme tout le monde.

Madame AROSTEGUY

Je sou mets cette délibération à vos votes. Y a-t-il des abstentions ? Y a-t-il des votes contre ? Je n'en vois pas. Adopté à l'unanimité.

ADOpte À L'UNANIMITÉ

35 - Subventions à divers organismes et associations : décision d'attribution

Madame AROSTEGUY

La question numéro 35 revient à Paul RODRIGUES. Il s'agit des subventions à divers organismes et associations.

Monsieur RODRIGUES-REIS

Merci, Madame le Maire. Mes chers collègues après examen par la Commission des finances réunie le 20 juin 2022, il vous est demandé de bien vouloir décider l'attribution des subventions de fonctionnement dont le détail vous a été précédemment adressé.

Monsieur BARUCQ

Je regrette que la manifestation à laquelle je pars assister de ce pas, « Jazz in collège », ne figure pas dans cette liste. Cette manifestation était soutenue jusqu'à maintenant par la Mairie de Biarritz. Elle fera notamment intervenir des collégiens du Collège Jean Rostand et de la Villa Fal. Jusque-là, c'était une prise en charge des frais de location de la salle à hauteur de 40 %. Cette subvention a été supprimée du jour au lendemain après la période liée au COVID durant laquelle ils n'avaient pas pu faire cette manifestation. Je vais devoir vous quitter pour assister au spectacle auquel participe ma fille et compenser cette perte de subvention par des entrées payantes.

Madame AROSTEGUY

On est submergé de demandes de gratuité pour nos salles. À un moment donné, on est obligé de refuser. On doit travailler cela avec Biarritz Tourisme parce que Biarritz Tourisme nous facture les salles et la sécurité. Cette année, on a dit oui à de nombreux engagements caritatifs que ce soit en faveur de l'Ukraine, en faveur du cancer, en faveur de la Santé pour tous, Optimiste. Nous avons beaucoup augmenté nos aides aux manifestations caritatives. On a maintenu un niveau par rapport à tout le monde, mais la Gare du Midi est une salle de théâtre assez chère et aujourd'hui la Ville ne peut pas prendre en charge des manifestations qui ne sont pas que Biarrottes. On a une autre manifestation dans laquelle tout ce qui est caritatif est accepté en dehors de la Ville. J'avais demandé à Jazz in collège de demander au Département et surtout à l'Agglomération parce qu'on sort du périmètre biarrot. On ne peut pas dire oui à tout. Il est vrai que c'est dommage. Nous aurions bien aimé les soutenir. Peut-être que l'année prochaine on fléchera un nouveau soutien à Jazz in collège. Lorsque les dossiers arrivent sur le bureau, ils s'empilent, donc il faut faire des choix. Peut-être que l'année prochaine, on pourra mieux les accompagner et peut-être dans une autre salle. Profitez bien du spectacle de vos filles et dites-leur que l'année prochaine on réexaminera avec une grande bienveillance leur demande de subvention.

Je sou mets à votre vote. Y a-t-il des abstentions ? Des votes contre ? Je n'en vois pas. Adopté à l'unanimité.

ADOpte À L'UNANIMITÉ

36 – E.P.I.C. Biarritz Tourisme : décision de prise en charge des frais de location de salles publiques à l'occasion d'évènements d'intérêt général pour la période du 1^{er} janvier au 30 avril 2022

Madame AROSTEGUY

La question numéro 36 est présentée par Fabrice. Il s'agit de la prise en charge des frais de location des salles publiques à l'occasion d'évènements d'intérêt général pour la période du 1^{er} janvier au 30 avril 2022

Monsieur BACH

Tout à fait, Madame le Maire. Un écho de ce qui vient d'être dit.

La gestion des salles publiques, telles que le Casino Municipal, Bellevue, Gare du Midi ou Iraty est assurée par l'E.P.I.C. BIARRITZ TOURISME. Ce dernier facture les frais de location aux associations qui organisent des manifestations publiques.

La prise en charge de ces frais de location par la Ville de BIARRITZ, en lieu et place des associations organisatrices, est considérée comme une aide indirecte apportée aux associations organisatrices de ces manifestations dont l'objet et la dimension sur le plan social, culturel, sportif ou touristique contribue à l'animation locale ou au rayonnement de la Ville vers l'extérieur répondent donc aux objectifs d'intérêt général rechercher par la collectivité.

En conséquence, après vérification que ces événements ou manifestations répon daient bien aux objectifs d'intérêt général définis par la collectivité, il vous sera demandé de bien vouloir approuver la prise en charge par la Ville de Biarritz des frais de location de salles publiques pour les manifestations organisées par des associations locales ou services publics pour la période du 1^{er} janvier au 30 avril 2022 selon la liste établie.

Madame AROSTEGUY

Y a-t-il des observations ? Je sou mets à votre vote. Y a-t-il des abstentions ? Des votes contre ? Je n'en vois pas. Adopté à l'unanimité.

ADOpte À L'UNANIMITÉ

37 - Élection d'un représentant pour siéger au sein du conseil d'administration de la SEM SOCOMIX Hôtel du Palais

Madame AROSTEGUY

Nous passons maintenant à la question numéro 37 sur l'élection d'un représentant pour siéger au sein du Conseil d'Administration de la S.E.M. SOCOMIX Hôtel du Palais.

Monsieur CHAZOILLERES

Merci, Madame le Maire. Il s'agit de désigner un remplaçant à l'Administrateur de la Société d'Économie Mixte de l'Hôtel du Palais. Nous avons reçu une candidature, celle de Madame Valérie SUDAROVICH. Y a-t-il d'autres candidatures ?

Concernant ce type de décision, le C.G.C.T. prévoit de faire un vote à bulletin secret. Cependant vue l'heure et le nombre de délibérations qu'il reste, on peut voter à main levée si vous êtes d'accord à l'unanimité. Êtes-vous d'accord pour cela ?

Monsieur MORIN

Non, désolé. Vous savez pourquoi.

Monsieur CHAZOUILLERES

Je m'y attendais.

Monsieur MORIN

Ma collègue n'a pas pu assister au Conseil en visioconférence parce qu'il fallait voter à bulletin secret, donc on va le faire. Je rends hommage à Lysiann.

Madame AROSTEGUY

On la remercie.

Monsieur CHAZOUILLERES

Monsieur MORIN, vous n'êtes pas candidat ?

Monsieur MORIN

D'ailleurs pour le retour à la Mairie, on n'a rien à grignoter en entracte. Par rapport au Bellevue, ce n'est plus d'actualité ?

Madame MARTINEAU

Quand est le prochain Conseil Municipal, le 24 décembre avec 170 points ?

Madame AROSTEGUY

Le 30 septembre, Madame MARTINEAU. Regardez votre carnet de bal, vous êtes peut-être disponible.

Madame MARTINEAU

Merci.

Monsieur CHAZOUILLERES

Les urnes étaient proches et n'étaient pas reparties. Je rappelle que nous avons reçu une signature, celle de Valérie SUDAROVICH.

Madame AROSTEGUY

Après un suspense insoutenable, Valérie SUDAROVICH est élue. 24 voix pour, 5 blancs et 2 nuls. Bravo, Valérie SUDAROVICH ! On peut l'applaudir bien fort après cette élection magnifique.

Applaudissements

ADOPTE AVEC 24 VOIX POUR

2 NULS

6 BLANCS

Mme VALS n'a pas participé au vote.

Valérie SUDAROVICH a été élue au conseil d'administration de la SEM SOCOMIX Hôtel du Palais.

38 - SEM SOCOMIX Hôtel du Palais - Avenant N°2 à la Convention de Subordination : autorisation de signature

Madame AROSTEGUY

Avec la question numéro 38, on continue avec l'Hôtel du Palais.

Monsieur CHAZOUILLERES

C'est la deuxième délibération concernant l'Hôtel du Palais qui sera aussi rapide et peut-être même plus. Il s'agit de la convention de subordination.

L'objet d'une convention des subordinations est d'organiser entre les créanciers prioritaires et les créanciers subordonnés les modalités d'exercice et des droits de chacun.

Nous avons passé un avenant numéro 1 lors de la signature du contrat de pré-P.G.E. en juin 2021. Suite aux opérations de fonds propres que nous avons réalisées au printemps dernier avec notamment le vote du 11 avril dernier en Conseil Municipal, il vous est proposé de conclure un avenant de subordination numéro 2 pour se mettre en règle avec cette nouvelle opération de fonds propres.

Dans ces conditions, il vous sera demandé de bien vouloir autoriser Madame Anne PINATEL, Adjointe au Maire, à signer l'avenant numéro 2 tout comme vous aviez signé l'avenant numéro 1, au contrat de subordination d'origine signé au Closing le 25 octobre 2018, ainsi que l'acte d'adhésion à l'avenant numéro 2.

Madame AROSTEGUY

Y a-t-il des abstentions ? Des votes contre ? Je n'en vois pas. Adopté à l'unanimité.

ADOpte À L'UNANIMITÉ

Mme VALS n'a pas participé au vote.

39 - Enseignement de la pratique du surf – Conventions de délégation de service public : autorisation de signature d'avenants

Madame AROSTEGUY

Je vous propose maintenant de passer à la question numéro 39 rapportée par Géraldine VERGET. Il s'agit de la convention de délégation de service public pour la pratique du surf sur les plages de la Ville de Biarritz.

Madame VERGET

Merci, Madame le Maire. Mes chers collègues, nous allons parler de la pratique du surf à travers la convention de service public avec une autorisation de signature d'avenants.

Par des contrats signés le 28 mars 2022, la Ville de Biarritz a fait signer des contrats de surf à enseigner la pratique du surf sur les plages de son territoire pour une durée de cinq ans, du 1^{er} avril 2022 au 15 novembre 2026.

Suite à l'attribution des contrats par délibération du Conseil municipal du 17 décembre 2021, il a été convenu avec deux écoles d'augmenter le nombre d'élèves attribués afin d'assurer la pérennité de ces structures.

Les projets d'avenant vous ont été communiqués et la Commission de délégation de service public, dans sa réunion du 3 juin 2022, a donné un avis favorable à la conclusion de ces avenants.

Il vous est proposé d'autoriser la signature par Madame le Maire des avenants correspondants.

Est-ce que vous avez des questions ?

Madame AROSTEGUY

Je mets au vote. Y a-t-il des abstentions ? Des votes contre ? Je n'en vois pas. Adopté à l'unanimité.

ADOpte À L'UNANIMITÉ

M. DELANNE n'a pas participé au vote.

40 - Lutte contre les mégots abandonnés dans les espaces publics : autorisation de signature de contrat avec ALCOME

Madame AROSTEGUY

Mathieu KAYSER pour la question numéro 40 au sujet de la lutte contre les mégots abandonnés dans les espaces publics.

Monsieur KAYSER

C'est un sujet qui me tient particulièrement à cœur.

ALCOME est un éco-organisme agréé par l'État issu de la mission Mégots dont le rôle est de participer à la réduction de la présence des mégots jetés de manière inappropriée dans l'espace public. Je rappelle que c'est parfaitement interdit.

ALCOME a comme principal objectif la réduction de la présence des mégots dans les espaces publics, à hauteur de :

- 20 % de réduction d'ici 2024,
- 35 % de réduction 2026,
- 40 % de réduction d'ici 2027.

Dans ce cadre, ALCOME propose de contractualiser avec les collectivités territoriales en charge du nettoyage des voiries publiques sur la base d'un contrat type unique.

La Ville de BIARRITZ dispose de la Responsabilité de nettoyage des voiries.

En conséquence, il vous est demandé de bien vouloir approuver la signature du contrat type entre la Ville de Biarritz et ALCOME pour la durée de l'agrément jusqu'en juillet 2027 et d'autoriser Madame le Maire de Biarritz ou son représentant à le signer ainsi que tout document afférent à ce sujet.

Pour information, ce contrat vient en complément de notre association Tree6clope qui a déployé un certain nombre de cendriers dans la Ville. Ce n'est pas pour le remplacer, c'est pour l'accompagner ou l'aider ou venir en complément de cette action.

Madame AROSTEGUY

Je porte cette délibération à vos voix. Y a-t-il des abstentions ? Des votes contre ? Il n'y en a pas. Adopté à l'unanimité.

ADOpte À L'UNANIMITÉ

41- Adhésion au réseau international Atlantic Cities : autorisation de signature

Madame AROSTEGUY

Vous gardez la main Mathieu KAYSER pour la délibération numéro 41. Il s'agit de l'adhésion de la Ville de Biarritz au réseau international Atlantic Cities auquel nous n'avons pas encore adhéré malgré l'intérêt de l'association.

Monsieur KAYSER

Tout à fait et je vous remercie d'avoir fait cette démarche.

Fondé à Rennes le 7 juillet 2000, le réseau Atlantic Cities réunit une petite vingtaine de communes de l'arc Atlantique allant de Cork en Écosse à Faro au Portugal, dans une dynamique d'échange, de coopération, de levée de fonds et de lobbying. De nos jours, cette association internationale est en dialogue direct avec les institutions européennes, ainsi qu'avec d'autres réseaux de coopération territoriale, telles que la Commission Arc Atlantique (C.A.A.).

Depuis le 6 septembre 2021, la présidence du réseau est assurée par Eneko GOIA, Maire de Donostia / San Sebastian, pour une période de quatre ans. Son souhait est de relancer la dynamique et d'augmenter le nombre de membres. À ce titre, la Ville de Biarritz a été invitée à participer à l'Assemblée Générale du 25 mai dernier sur le thème de « L'adaptation des villes littorales aux effets du changement climatique ».

Compte tenu de son histoire intimement liée à l'océan, de son engagement dans la mise en œuvre de pratiques plus durables, de son expertise en matière de protection contre les vagues submersions et de son lien étroit avec la Ville de Donostia / San Sebastian, les membres présents ont souhaité intégrer Biarritz au réseau Atlantic Cities.

Convaincu que le réchauffement climatique et la montée du niveau de la mer qui en résulte sont un défi majeur que nous ne pourrions relever seuls, il vous est demandé à autoriser Madame le Maire à signer la convention d'adhésion au réseau international Atlantic Cities.

Monsieur CARRERE

Je profite de cette délibération pour demander des nouvelles du protocole avec San Sebastian ? Depuis son lancement, qui a fait grand bruit, on n'en entend plus parler. Il y avait un certain nombre de dispositifs intéressants dont l'environnement, il me semble.

Monsieur DELANNE

Je peux commencer par répondre sur le sport. Différents projets existent avec les associations. Martin IBABE, adjoint aux sports de la Ville de San Sebastian Donostia, et moi-même, avons mis en relation différentes associations sportives des deux Villes. C'est donc en cours. Il y a également un grand projet, mais je ne voudrais pas trop en parler avant que toutes les autorisations réglementaires ne soient en place. Ce projet serait par voie maritime afin de relier les deux Villes au travers de différentes disciplines sportives. Ceci concerne le sport.

Madame AROSTEGUY

En termes de tourisme et de bonnes pratiques, il y a aussi des échanges réguliers et du travail avec Eneko GOIA que ce soit sur le logement et le tourisme. On a des réunions de travail durant lesquelles on a des échanges. Atlantic Cities faisait partie des réunions que nous avons. En termes de culture, il y a aussi des choses en préparation. Il s'agit d'un partenariat un peu informel, mais qui nous permet de nous inspirer des bonnes pratiques des uns et des autres.

Monsieur BACH

Madame le Maire, il y en a également sur le plan de la gastronomie, de la culture et de la mode puisqu'on avait encore une opération dernièrement qui s'appelle Coquette Fashion. Ce fut la première action faite en partenariat avec San Sebastian suite à l'adhésion à cette charte. Cette opération a été reproduite cette année. San Sebastian apprécie beaucoup la présence de Biarritz. À chaque fois, nous avons des représentants de la Ville tant sur le plan culinaire que sur le plan de la mode.

Madame AROSTEGUY

Je vous propose de passer au vote. Y a-t-il des abstentions ? Des votes contre ? Adopté à l'unanimité.

ADOpte À L'UNANIMITÉ

42 - Opération de création d'un couloir bus sur le boulevard du B.A.B. : autorisation de signature d'une nouvelle convention de délégation de maîtrise d'ouvrage avec le Syndicat des Mobilités Pays Basque Adour

Madame AROSTEGUY

Nous changeons de sujet. Je vous propose de passer aux mobilités avec la création d'un boulevard de bus sur le boulevard du B.A.B. il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant à la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage avec le Syndicat des Mobilités Pays Basque Adour.

Il est rappelé que la voie entrante entre le rond-point du Mousse et Kléber sera à une voie pour les véhicules et l'autre sera une voie en site propre pour la navette en direction du centre-ville ainsi que pour la ligne 6. La voie sortante entre Kléber et le Mousse redeviendra après la période des travaux à deux voies comme vous pouvez le voir sur le PowerPoint qui vous est présenté.

Ce système avait été testé l'an passé et avait donné satisfaction, donc nous le pérennisons.

Les travaux consistant à créer une voie dédiée aux transports en commun sur le prolongement du B.A.B., en direction de l'aéroport, sont en cours. Ils sont quasiment en train d'être finalisés.

La maîtrise d'ouvrage de cet aménagement relève du Syndicat des Mobilités Pays Basque-Adour (S.M.P.B.A.), qui l'a délégué à la ville de Biarritz.

Compte tenu des contraintes d'exécution de certaines tâches, de l'assainissement qui a nécessité de fortes adaptations, de l'évolution du coût des matières premières et de la révision des prix qui n'avait pas été prise en compte dans l'estimation initiale il a fallu revoir le montant des travaux à la hausse.

Il vous est donc demandé de bien vouloir m'autoriser à signer cet avenant à la convention délégation de maîtrise d'ouvrage modifiant le montant de l'opération. Avez-vous des interventions ?

Monsieur DESTIZON

Mes chers collègues, je me suis déjà exprimé il y a quelques mois puisque vous nous aviez déjà proposé un vote sur le principe de la création de ce couloir de bus. Ce soir, c'est plutôt pour le financement et le dépassement évoqué. Ce n'est pas le sujet, mais comme je veux rester logique à mon vote datant d'il y a quelques mois. Je trouve que créer un couloir de bus dans une zone qui était prévue pour créer une voie rapide ne me semble pas être une idée lumineuse. Il y a plein d'autres endroits pour faire des couloirs de bus et on en a fait, mais là non. Je trouve que l'endroit n'est pas adapté et cela provoquera des embouteillages monstrueux comme l'an dernier. Cela empoisonnera la vie des touristes et des locaux, donc je ne voterai pas pour cette délibération tout comme je n'ai pas voté la précédente.

Madame AROSTEGUY

Pour votre information, la voie rapide n'est plus rapide puisqu'elle est limitée à 50 km/h. Tous les citoyens Biarrots nous demandent de ralentir la circulation en faisant ralentir les voitures. De toute façon, je pense que les voies rapides ont vécu et c'est ce qui suivra pour le reste du B.A.B. ça, c'est le premier point.

Le deuxième est que nous avons pris la peine de ne pas toucher à la voie qui mène à l'aéroport et qui est embouteillée, donc il y aura toujours deux voies. Nous ne préemptons que celle qui va vers la Ville et qui n'est jamais embouteillée. L'idée est de faire en sorte que les touristes de proximité qui sont de plus en plus nombreux ne viennent plus avec leurs véhicules. C'est ce qui s'est passé les deux derniers étés. L'idée est de les arrêter et de les inciter à prendre de navette. Cependant si on les incite, il n'y a aucun intérêt à ce que la navette reste bloquée 40 minutes dans des embouteillages. Le site propre permet de cadencer la circulation et d'assurer aux personnes qui prennent les navettes d'arriver en Ville en 10 minutes pour un coût extrêmement modeste. L'année dernière, cela a fonctionné. Les navettes ont été utilisées. Cela n'était qu'un début. Ainsi fort de cette expérimentation, nous la prolongeons en les encourageant à utiliser cette navette et peut-être en renforçant la signalétique qui nous avait été signalée comme un peu défaillante. La plupart des Villes sont en train de le faire aujourd'hui. Il n'y a pas 130 000 passages et on ne fera pas des zigzags à travers le lac Marion, donc on fait cette navette en site propre et cela ne nous coûte rien. En effet, c'est le syndicat qui prend le coût en charge grâce à ses dépassements. Donc pour la Ville de Biarritz s'est tout de même quelque chose d'assez intéressant et de gagnant. À la fin de l'été, on fera un bilan. D'après les premières statistiques que nous avons sur les premières réservations, l'été, sera un été où nous accueillerons beaucoup de visiteurs.

Monsieur DESTIZON

Lorsque vous dites que « tous les Biarrots vous demandent », je vous invite à un peu d'humilité parce qu'il y en a aussi beaucoup qui me parlent et ils ne me disent pas la même chose, donc ce ne sont certainement pas tous les Biarrots. Le fait de ramener la voie rapide à 50 km/h, je trouve déjà que cela est une erreur, donc je reste logique avec ce que je pense. Cette voie rapide avait été faite pour aller rapidement de Bayonne à Biarritz et pour désengorger l'Agglomération. Je sais bien que certains Maires non loin d'ici veulent la transformer en voie urbaine. Encore une fois, ce n'était pas le choix qui avait été fait lors de la création de cette voie rapide. Elle avait été faite pour désengorger. On veut en faire autre chose, très bien. Cela va empoisonner la vie des automobilistes Biarrots au cours de l'été.

Madame AROSTEGUY

J'entends, Monsieur DESTIZON, mais aujourd'hui les choses ont changé. On a déjà pu enlever la piste cyclable, les pistes COVID qui ont vraiment créé des embouteillages. Aujourd'hui, une réflexion sur les mobilités douces s'est engagée au niveau communautaire. Cette question est portée par Anne-Cécile DURAND-PURVIS qui nous regarde. Elle a fait un remarquable travail avec le Syndicat des Mobilités n'a plus beaucoup d'argent. L'idée globale n'est pas d'embêter les Biarrots, mais de changer les pratiques s'agissant de nos déplacements en fonction des enveloppes financières et de la configuration de la Ville. Malheureusement, on ne peut pas pousser les murs. Il faut que nous regardions ce que nous pouvons faire et trouver les meilleures solutions. Ce couloir de bus dans le sens dans lequel nous l'avons pris est un moindre mal. De toute façon, l'afflux de touristes fait que quoi qu'on fasse ou pas il y aura des engorgements et dans ce sens il n'y en aura pas plus.

Madame MARTINEAU

Bien que je l'aie déjà dit, je rappelle que la signalétique est très importante parce que la première fois il était impossible de se rendre compte qu'il y avait un parking de délestage. Il faut vraiment faire un effort là-dessus.

Madame AROSTEGUY

Effectivement, cela nous avait été signalé et le service communication en liaison avec le Syndicat des Mobilités a fait un très gros effort concernant la signalétique.

S'il n'y a pas d'autres observations, je vous propose de passer au vote. Y a-t-il des abstentions ? Des votes contre ? Un vote contre, donc adopté moins une voix contre. Je vous remercie

ADOPTÉ AVEC 30 VOIX POUR

1 CONTRE : Patrick DESTIZON

43 – Autorisation de recruter des agents contractuels sur des emplois permanents**Madame AROSTEGUY**

Nous entrons dans les affaires générales pour lesquelles Anne PINATEL présentera les délibérations 43 à 49.

Madame PINATEL

Merci, Madame le Maire. Il s'agit d'autoriser le recrutement d'agents contractuels sur des emplois permanents.

Le nouveau Code Général de la Fonction Publique est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2022. Il impacte donc les actes juridiques des collectivités territoriales tels que les délibérations, les arrêtés et les contrats.

Il nous est nécessaire pour nous mettre en conformité de délibéré pour autoriser le recrutement d'agents contractuels occupant des emplois permanents à l'avenir.

Il vous est donc demandé d'autoriser Madame le Maire à recruter des agents contractuels :

- Pour faire face à une vacance temporaire d'emploi dans les conditions fixées par l'article L332-14 du Code Général de la Fonction Publique ;
- Lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'ait pu être recruté, conformément à l'article L332-8 2° du Code Général de la Fonction Publique.

Madame AROSTEGUY

Je sou mets cette question à vos votes. Y a-t-il des abstentions ? Deux abstentions. Des votes contre ? Il n'y en a pas à part deux abstentions.

Est-ce que quelqu'un a la procuration de Monsieur BARUCQ car nous n'avons pas ses consignes de vote ? Nous n'avons pas de consigne de vote, donc il faudra noter qu'il nous manque un vote.

ADOPTE AVEC 29 VOIX POUR

2 CONTRE : Lysiann BRAO, Brice MORIN

44 – Autorisation de recruter des agents contractuels sur des emplois non permanents pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité ou à un accroissement saisonnier d'activité

Madame AROSTEGUY

Question numéro 44.

Madame PINATEL

La question 44 suit le même principe, mais s'applique cette fois-ci au recrutement d'agents contractuels sur des emplois non permanents pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité ou à un accroissement saisonnier d'activité.

De même, je vous demande d'autoriser Madame le Maire à recruter des agents contractuels pour faire face à des besoins saisonniers ou temporaires dans les conditions fixées par les articles L332-23 1° et L332-23 2° du Code Général de la Fonction Publique.

Madame AROSTEGUY

Avant de le soumettre à votre vote, je tiens tout de même à préciser une chose qui est assez exceptionnelle, c'est que nous n'arrivons plus à recruter. Même concernant les saisonniers, avant les gens se battaient pour venir travailler dans les collectivités. Cette année, on a des difficultés. La volonté est là, mais la main-d'œuvre ne se précipite pas. C'est assez nouveau et cela handicape considérablement nos missions d'autant que durant cette période la charge de travail s'accroît énormément.

Monsieur DESTIZON

C'est un phénomène général qui touche beaucoup d'entreprises du secteur privé. Il n'y a pas que dans l'hôtellerie et dans le tourisme. Aujourd'hui, beaucoup d'entreprises sont dans cette situation.

Madame AROSTEGUY

Exactement, donc je tenais tout de même à vous le faire partager. Si autour de vous cette remarque vous est faite, la Mairie recrute, mais à la Mairie ne trouve pas de candidat.

Je sou mets à votre vote. Y a-t-il des abstentions ? Deux abstentions. Des votes contre ? Vote pour moins deux abstentions et un vote inconnu.

ADOpte AVEC 29 VOIX POUR

2 ABSTENTIONS : Lysiann BRAO, Brice MORIN

45 - Modification du tableau des effectifs

Madame AROSTEGUY

La question numéro 45, Madame PINATEL.

Madame PINATEL

Cette question concerne la modification du tableau des effectifs. Récemment, nous avons procédé à des avancements de grade et des promotions internes conformément à l'application des critères définis dans les Lignes Directrices de Gestion adoptées par les membres du Comité Technique de la Ville le 31 mars 2022. Il nous faut donc modifier le tableau des effectifs de la Ville ce qui permet de régulariser des postes existants et je précise que cela n'a pas pour conséquence une augmentation des effectifs au sein de la collectivité.

Il a été demandé au Conseil municipal de bien vouloir créer, à compter du 1^{er} juillet 2022, les postes à temps complet dont vous avez la liste par filière dans la délibération.

Monsieur MORIN

Je ne comprends pas trop ce que vous expliquez entre ce qui est marqué dans le premier paragraphe est la mention « *de bien vouloir créer* » des postes car cela porte à confusion.

Madame PINATEL

C'est le terme consacré. Les agents sont là, donc on ne fait pas venir de nouveaux agents. C'est un jeu d'écriture. On écrit des nouveaux. On porte dans le registre les nouveaux postes pour que ces agents bénéficient de cette promotion. Effectivement, ce terme peut porter à confusion.

Monsieur MORIN

Lorsqu'on crée un échelon, on crée un poste à chaque fois.

Madame PINATEL

Je suis d'accord avec vous, cependant c'est le terme consacré.

Madame AROSTEGUY

Même nous, cela nous trouble. Cela porte à confusion, mais il n'y a pas de véritable création de nouveaux postes. Les effectifs n'augmentent pas.

Madame PINATEL

On appelle cela création de poste, mais je vous accorde que

Madame AROSTEGUY

Je porte cette délibération à vos voix. Y a-t-il des abstentions ? Des votes contre ? Il n'y en a pas, adopté à l'unanimité.

ADOpte À L'UNANIMITÉ

46 - Commissions administratives paritaires communes Ville de Biarritz/CCAS de Biarritz pour les agents des catégories A, B et C : reconduction

Madame AROSTEGUY

Madame PINATEL pour la question numéro 46 sur les Commissions Administratives Paritaires communes.

Madame PINATEL

Tout d'abord, je vais vous rappeler ce qu'est une C.A.P. c'est une instance consultative composée en nombre égal de représentants de l'administration et de représentants du personnel.

La Commissions Administrative Paritaire, créée pour chaque catégorie de fonctionnaires, est placée auprès de la collectivité ou l'établissement.

Il y a cependant un intérêt de disposer d'une C.A.P. unique pour chaque catégorie A, B et C compétente pour l'ensemble des agents de la commune et du C.C.A.S. de Biarritz.

On vous propose donc de reconduire la C.A.P. unique existante pour chaque catégorie A, B et C compétente pour les agents de la Ville et du C.C.A.S. de Biarritz.

On fait cela parce qu'il y a bientôt les élections professionnelles, donc on renouvellera les effectifs des représentants de toutes ces instances paritaires. C'est la raison pour laquelle nous votons cette délibération ce soir.

Madame AROSTEGUY

Je sou mets cette délibération à vos votes. Y a-t-il des abstentions ? Des votes contre ? Je n'en vois pas, adopté à l'unanimité.

ADOpte À L'UNANIMITÉ

47 - Indemnisation des élus : compensation financière pour perte de revenus

Madame AROSTEGUY

La question numéro 47 est celle de l'indemnisation des élus.

Madame PINATEL

Cette indemnisation des élus vise à compenser financièrement une perte de revenu subie par un élu lorsqu'il s'absente de son travail.

Chaque conseiller municipal salarié d'une entreprise bénéficie du temps nécessaire pour se rendre et participer :

- Aux séances plénières du Conseil Municipal ;
- Aux réunions des commissions dont il est membre et instituées par une délibération du Conseil Municipal ;

- Aux réunions des assemblées délibérantes et des bureaux, il a été désigné pour représenter la Commune.

Les pertes de revenus subies par les élus qui ne bénéficient pas d'indemnités de fonction peuvent être compensées par la commune.

Cette compensation est limitée à 72 heures par élu et par an ; chaque heure ne peut être rémunérée à un montant supérieur à une fois et demie la valeur horaire du Salaire Minimum de Croissance (S.M.I.C.).

Il vous est donc demandé d'appliquer cette compensation dans les conditions suivantes :

- Limitation à 72 heures du volume horaire annuel par élu ;
- Compensation financière horaire correspondant à la rémunération horaire de l'élu et dans la limite de 1,5 fois le S.M.I.C. horaire ;
- Paiement au vu des pièces attestant de la perte de revenu et de la présence effective aux séances et réunions susvisées.

Il sera précisé que ces compensations ne s'appliquent que pour des réunions à caractère municipal, et donc que pour toute autre où l'élu siège au titre, par exemple, de la Communauté d'Agglomération du Pays Basque, elles ne s'appliquent pas.

Madame AROSTEGUY

Je sou mets à votre vote. Y a-t-il des abstentions ? Des votes contre ? Unanimité.

ADOpte À L'UNANIMITÉ

48 - Décision de mise à disposition du Biarritz Athletic Club d'un éducateur sportif : autorisation de signature

Madame AROSTEGUY

Question numéro 48.

Madame PINATEL

Elle concerne la mise à disposition du Biarritz Athletic Club d'un éducateur sportif.

Dans le cadre de sa politique en faveur du développement du sport, la Ville de Biarritz maintient sa priorité en ce qui concerne la qualité de l'encadrement dans les associations sportives.

Considérant qu'elles participent à l'équilibre social et humain de la cité, à la formation et à l'épanouissement des jeunes, tout en contribuant à l'animation et la promotion, il a été admis qu'un acte de partenariat pouvait être établi entre la Commune et son mouvement sportif associatif. Par ailleurs, compte tenu des difficultés que rencontrent les associations, il apparaît nécessaire de recourir à un encadrement professionnel pour assister les bénévoles. Renforcer les structures d'accueil, la formation et l'animation dans nos associations sportives constitue la base d'une action efficace en direction des pratiquants.

Il est donc demandé au Conseil municipal de bien vouloir autoriser Madame le Maire à signer les conventions de mise à disposition pour :

- M. ETCHART Christophe auprès du Biarritz Athletic Club (B.A.C.) : 9 heures par semaine du 18 septembre 2022 au 17 septembre 2023.

Ces mises à disposition se feront contre remboursement de terme échu.

Madame AROSTEGUY

Y a-t-il des abstentions ? Des votes contre ? Je n'en vois pas, adopté à l'unanimité.

ADOpte À L'UNANIMITÉ

49 - Médiathèque - Rémunération accessoire d'un intervenant : décision d'approbation

Madame AROSTEGUY

La dernière question est la numéro 49.

Madame PINATEL

Elle concerne une rémunération accessoire d'un intervenant. Vous savez qu'à la médiathèque un certain nombre d'intervenants viennent faire des conférences ou animer des séances pour des enfants ou des jeunes.

Compte tenu de son profil, il paraît opportun de confier à M. Jean-Philippe MERCÉ, Conseiller pédagogique départemental en arts visuels et histoire de l'art, agent titulaire de la fonction publique d'État, la tenue de conférences en histoire de l'art.

Il percevra pour ce faire une rémunération brute accessoire de 1 350 € pour les six conférences qu'il donnera en 2022, conformément à sa convention d'activité.

Il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir autoriser Madame le Maire à signer cette convention d'activité accessoire.

Madame AROSTEGUY

Je sou mets à votre vote. Y a-t-il des abstentions ? Des votes contre ? Je n'en vois pas, adopté à l'unanimité.

ADOpte À L'UNANIMITÉ

50 - Application des articles L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales

Madame AROSTEGUY

La question numéro 50 vous revient Monsieur BOUDOUSSE.

Monsieur BOUDOUSSE

Concernant la question 50, je ne connais pas trop le style de Madame CASCINO lorsqu'elle la présente. Cependant, je crois qu'elle dit quelque chose comme : vous avez pris connaissance de ce document en application des articles 2122-22 2122-23. Il est rendu compte de ces signatures et prises d'arrêtés dans ce document.

Avez-vous des remarques ?

Madame AROSTEGUY

En général lorsque Madame CASCINO dit cela, Monsieur DUSSAUSSOIS-LARRALDE prend la parole pour poser une question. La tradition est respectée.

Monsieur DUSSAUSOIS-LARRALDE

Lorsque Madame CASCINO n'est pas là, je m'abstiens. Je n'ai pas de question.

Monsieur CARRERE

Page 87 concernant la défense des intérêts de la Ville dans l'action en justice, vous penserez que je fais une fixation au sujet de l'Agglomération ce soir.

« L'indivision G, devant le Tribunal Administratif de Pau, demandant l'annulation de la décision implicite de rejet de leur demande d'abrogation d'emplacements réservés et du secteur UGBi inscrits au P.L.U. de Biarritz née le 24 février 2022 du silence gardé par le Président de l'Agglomération Pays Basque. »

Le Président de l'Agglomération Pays Basque étant bien compétent pour l'élaboration et la gestion des documents d'urbanisme, donc pourquoi la Ville doit-elle assurer la défense de ce refus implicite d'abrogation d'un emplacement réservé sur le P.L.U. ?

Monsieur BOUDOUSSE

Je vous demande un petit instant car nous allons poser la question.

Madame AROSTEGUY

On vous apportera par écrit une réponse car Madame CASCINO n'est pas là. Lorsque Madame CASCINO n'est pas là, cela ne fonctionne pas.

Monsieur CARRERE

Je reconnais que la question est un peu dure à cette heure-ci.

Madame AROSTEGUY

Depuis hier, nous avons quatre à cinq collègues qui ont déclaré une positivité au COVID, donc nous avons dû réorganiser la présentation des délibérations. Malgré les explications, Adrien a dû porter ces questions-là qui ne sont pas toutes faciles. J'espère que vous nous pardonneriez et on vous répondra par écrit concernant cette question pour laquelle je ne suis pas moi-même en mesure de vous renseigner. Avez-vous d'autres éclairages ?

Madame MARTINEAU

J'avais groupé ma question à l'occasion de la délibération numéro 33 au sujet de la séparation de l'électricité pour le B.O. afin d'éviter de finir à trois heures du matin. Chose que je regrette.

Monsieur BOUDOUSSE

Merci, Madame MARTINEAU.

LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE DU COMPTE RENDU.

Madame AROSTEGUY

Il ne me reste plus qu'à vous souhaiter une bonne fin de soirée, un très bel été et on se retrouve le vendredi 30 septembre pour un Conseil Municipal de rentrée ici dans cette même enceinte. Très belle soirée à tous !

La séance est levée.